

SCHÉMA DE COHÉRENCE TERRITORIALE S A M B R E - A V E S N O I S

BILAN DE LA CONCERTATION _ANNEXES

JUIN 2017

Arrêt de projet : 05 juillet 2016
Approbation : 03 juillet 2017

Vu pour être annexé à la délibération n° 17-09 du 07 décembre 2017
Alain Poyart, Président du SM SCoT Sambre-Avesnois



SCoT Sambre Avesnois
Une vision d'avenir

COMPTE RENDU de la Réunion

du Comité Syndical du SCOT Sambre Avesnois

du Lundi 2 Novembre 2015 à AVESNES SUR HELPE

Le comité syndical du SCOT Sambre Avesnois s'est réuni le **Lundi 2 Novembre 2015 à 18H à la salle des fêtes d'Avesnes sur Helpe**, sur la convocation et sous la présidence de Monsieur Alain POYART.

EPCI	TITULAIRES	SUPPLÉANTS
Agglo Maubeuge Val de Sambre (21)	<input checked="" type="checkbox"/> Bernard BAUDOUX	<input type="checkbox"/> Marc DANNEELS
	<input type="checkbox"/> Arnaud BEAUQUEL	<input type="checkbox"/> Michel DETRAIT
	<input type="checkbox"/> Maurice BOISART	<input type="checkbox"/> Philippe DRONSART
	<input checked="" type="checkbox"/> Alain BOUILLIEZ	<input type="checkbox"/> Claude DUPONT
	<input checked="" type="checkbox"/> Philippe BRASSELET	<input type="checkbox"/> Michèle GRAS
	<input checked="" type="checkbox"/> Arnaud DECAGNY	<input type="checkbox"/> Gérard HUART
	<input type="checkbox"/> Christian DEMUYNCK	<input type="checkbox"/> Fatiha KACIMI
	<input type="checkbox"/> Michel DUVEAUX	<input type="checkbox"/> Jacques LAMQUET
	<input checked="" type="checkbox"/> Michel HANNECART	<input checked="" type="checkbox"/> Nicolas LEBLANC
	<input checked="" type="checkbox"/> Patrick LEDUC	<input checked="" type="checkbox"/> Michel LEFEBVRE
	<input checked="" type="checkbox"/> Chantal LEPINOY	<input type="checkbox"/> Daniel LEFERME
	<input type="checkbox"/> Annick MATTIGHELLO	<input type="checkbox"/> Alain LIENARD
	<input type="checkbox"/> Nathalie MONTFORT	<input checked="" type="checkbox"/> Jean Claude MARET
	<input checked="" type="checkbox"/> Pascal ORI	<input type="checkbox"/> Jean MEURANT
	<input checked="" type="checkbox"/> Thérèse PECHER	<input type="checkbox"/> Loïc PIETTON
	<input checked="" type="checkbox"/> Fabrice PIETTE	<input type="checkbox"/> Françoise PIRET
	<input checked="" type="checkbox"/> Jean Paul RAOUT	<input checked="" type="checkbox"/> Lucien SERPILLON
	<input checked="" type="checkbox"/> Ghislain ROSIER	<input type="checkbox"/> Jacques THURETTE
	<input checked="" type="checkbox"/> Benjamin SAINT-HUILE	<input type="checkbox"/> Sonia VAILLANT
	<input checked="" type="checkbox"/> Sylvie TOURNAY	<input type="checkbox"/> Patrick VILTART
	<input type="checkbox"/> Didier WILLOT	<input type="checkbox"/> David ZELANI
CC Cœur de l'Avesnois (5)	<input checked="" type="checkbox"/> Christine BASQUIN	<input type="checkbox"/> Alain DELTOUR
	<input checked="" type="checkbox"/> Bernard CABARET	<input type="checkbox"/> Mauricette FREHAUT
	<input type="checkbox"/> Damien DUCANCHEZ	<input type="checkbox"/> Alain GILLET
	<input type="checkbox"/> Daniel JOPEK	<input type="checkbox"/> Joël RATTE
	<input checked="" type="checkbox"/> Alain POYART	<input checked="" type="checkbox"/> Colette WATREMEZ
CC du Pays de Mormal (8)	<input checked="" type="checkbox"/> Guislain CAMBIER	<input type="checkbox"/> Jean-Claude BONNIN
	<input type="checkbox"/> Charles DEGARDIN	<input type="checkbox"/> Fabienne CONSILLE
	<input checked="" type="checkbox"/> Raymonde DRAHEZ	<input type="checkbox"/> Benoit GUIOST
	<input checked="" type="checkbox"/> Alain FREHAUT	<input type="checkbox"/> Jean-Pierre LIENARD
	<input type="checkbox"/> André FREHAUT	<input type="checkbox"/> Marie-Renée NICODEME
	<input type="checkbox"/> Didier LEBLOND	<input type="checkbox"/> René POURRE
	<input checked="" type="checkbox"/> Marie-Sophie LESNE	<input checked="" type="checkbox"/> Sabine SACLEUX
	<input checked="" type="checkbox"/> Paul RAOULT	<input checked="" type="checkbox"/> Jean-Marie SIMON
CC Sud Avesnois (5)	<input type="checkbox"/> Mickaël HIRAUX	<input type="checkbox"/> Jean François BAUDRY
	<input type="checkbox"/> François LOUVEGNIES	<input type="checkbox"/> Franck BERTEAUX
	<input checked="" type="checkbox"/> Bernard NAVARRE	<input type="checkbox"/> Dominique CESAR
	<input checked="" type="checkbox"/> Jean Luc PERAT	<input checked="" type="checkbox"/> Bernard CHAUDERLOT
	<input checked="" type="checkbox"/> Benoit WASCAT	<input type="checkbox"/> Martine ROUX

☒ **Présent(e)**

Ont assisté à la réunion :

- Rémy WERION, Thomas PLAISANT, Frédéric BEZET et Ambre LEGRAND, ADUS
- Philippe DUVAL, DGS Sous Préfecture
- Alain POMPORTES, DDTM
- Michel BAUCHOT, Didier RIZZO, Melissa BOURGEOIS, Gwenaëlle VANDEVILLE, CCI Grand Hainaut
- Yvon BRUNELLE, PNRA
- Jean Christophe RUFIN, Chambre d'Agriculture
- Pascal COBUT, DGS CCSA
- François LETELLIER, DGS CCCA
- Jean Philippe DELBART, DGS CCPM
- Thierry HERBET, Directeur de Cabinet CAMVS
- Marie Christine FROMONT DANJOU et Monsieur LECLAIRE, CAMVS
- Clément CARLIER, Mairie de Le Quesnoy
- Joseph RAHAL et Claudine MARION, SCOT Sambre Avesnois

* * * *

Le Président constate que le quorum est atteint, la réunion peut donc débuter à 18H05.

Ce Conseil Syndical est spécifiquement dédié au Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) du SCoT. Il vise plusieurs **objectifs** et couvre divers caractéristiques :

- **juridique avant tout** car d'une part, le PADD est l'un des 3 documents pivot et fondateur du SCoT et d'autre part, c'est à partir de ce conseil d'aujourd'hui que court le délai de 4 mois minimum avant le vote sur l'arrêt de projet du SCoT. A ce titre, une délibération actant la tenue de ce débat ce jour est proposée. Il ne s'agit pas pour autant d'entériner le document mais de considérer le projet de PADD comme base à la suite de l'élaboration du SCoT. Il pourra ainsi être amené à évoluer jusqu'à l'arrêt du SCoT ou jusqu'à la date du vote du conseil sur le PADD.
- **politique également** car c'est le document qui trace les ambitions du territoire, qui élabore une stratégie à l'échelle du territoire. Cette stratégie aujourd'hui présentée ne se substitue pas à celles élaborées par les 4 EPCI. Au contraire, le PADD a été construit sur la base des réflexions et objectifs des Communauté d'Agglomération et Communautés de Communes. Il s'agit de fédérer les dénominateurs communs des 4 projets de territoire pour que le PADD soit respectueux des démarches locales.
- **technique enfin** parce qu'il permettra, une fois le débat réalisé, d'entreprendre les travaux sur le Document d'Orientations et d'Objectifs (DOO), ultime étape avant l'arrêt de projet de SCoT. A ce titre, il faut être vigilant sur les délais pour parvenir à une première version de l'arrêt de projet à la fin de cette année. Il conviendra de fixer le plus tôt possible les orientations sur lesquelles les techniciens pourront travailler. A cet effet, en fin de séance, il est proposé de débattre de l'intérêt du vote du PADD lors d'un prochain conseil syndical.

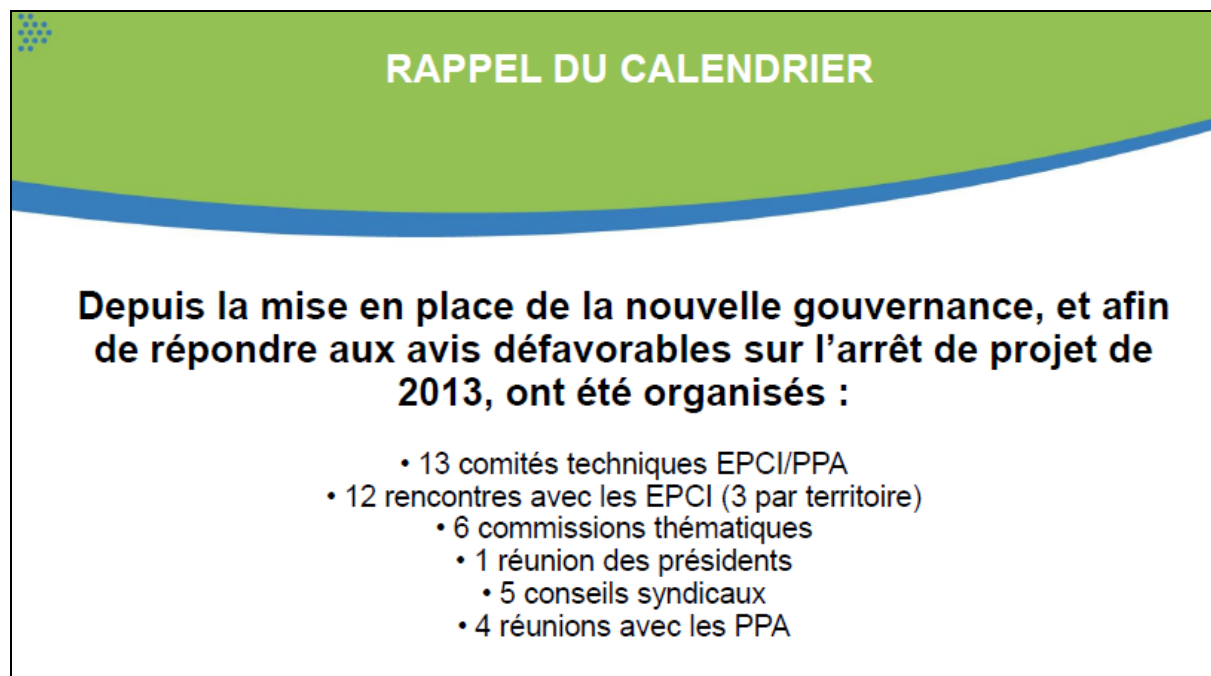
Avant de laisser la parole aux techniciens, Monsieur POYART rappelle que « nous avons essayé au cours de ces derniers mois d'avoir une unité territoriale d'arrondissement sur ce projet de SCoT. Il y a un travail remarquable qui a été réalisé depuis plusieurs mois par l'ADUS de Maubeuge, et j'en remercie son Président Arnaud DECAGNY et son Directeur Rémy WERION, sans oublier Thomas PLAISANT. Je voudrais surtout saluer et remercier Frédéric BEZET et Ambre LEGRAND ; ils ont multiplié les rendez-vous et les réunions avec les Présidents de Communautés de Communes et d'Agglo, avec les DGS de nos EPCI, avec le Parc Naturel Régional de l'Avesnois son Directeur et son Président, pour essayer d'harmoniser le développement de notre territoire à l'échelle de l'arrondissement. C'est un travail important, et ce sont les chevilles ouvrières de ce document.

Les rencontres ont été assez fructueuses, et à ce jour, il y a une réelle évolution. Chacun a défendu son territoire et cela me paraît tout à fait normal. Le document PADD qui va vous être présenté par Frédéric et Ambre va probablement évoluer, mais une rencontre entre les Présidents prévue le 24 novembre pourra continuer à alimenter le débat et à alimenter ce document.

Il y a également le DAC. La position du territoire est de ne pas avoir de DAC puisque celui-ci est facultatif. Mais ça ne veut pas dire qu'on ne peut pas travailler sur le commerce et on invite la CCI a contacté nos techniciens, et même avec les élus, pour compléter le document présenté ce jour.

J'ai demandé à nos techniciens de développer certains points : les règles de l'artificialisation, le volet tourisme fluvial notamment la réouverture de la Sambre et le port à sec d'Hautmont car les deux sont liés, l'aire d'accueil des gens du voyage. Ce dernier point est acté car la commune d'Hautmont a accepté de l'accueillir sur son territoire. »

Monsieur POYART laisse la parole à Frédéric BEZET et Ambre LEGRAND pour la présentation du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) - diffusion du powerpoint.



RAPPEL DU CALENDRIER

Depuis la mise en place de la nouvelle gouvernance, et afin de répondre aux avis défavorables sur l'arrêt de projet de 2013, ont été organisés :

- 13 comités techniques EPCI/PPA
- 12 rencontres avec les EPCI (3 par territoire)
 - 6 commissions thématiques
 - 1 réunion des présidents
 - 5 conseils syndicaux
 - 4 réunions avec les PPA

RAPPEL DU CALENDRIER

Objectif : présentation d'une version 0 de l'arrêt de projet en décembre 2015

Ceci oblige de manière rétroactive à réunir deux fois le conseil syndical :

- Aujourd'hui pour le débat et le vote facultatif du Projet d'Aménagement et de Développement Durable
- En décembre pour une présentation de la version 0 de l'arrêt de projet avec comme pièces principales complémentaires à novembre le Document d'Orientation et d'Objectifs et le rapport de présentation avec vote des modalités de communication et de concertation à mettre en œuvre en prévision de l'enquête publique et de la consultation des Personnes Publiques Associées

Objectif arrêt de projet en mars 2016

POURQUOI REECRIRE UN PADD ?

Le PADD d'après la loi ALUR :

« Le projet d'aménagement et de développement durables fixe les objectifs des politiques publiques d'urbanisme, du logement, des transports et des déplacements, d'implantation commerciale, d'équipements structurants, de développement économique, touristique et culturel, de développement des communications électroniques, **de qualité paysagère**, de protection et de mise en valeur des espaces naturels, agricoles et forestiers, de préservation et de mise en valeur des ressources naturelles, de lutte contre l'étalement urbain, de préservation et de remise en bon état des continuités écologiques. **En matière de déplacements, ces objectifs intègrent une approche qualitative prenant en compte les temps de déplacement.** »

- **Un projet de territoire d'arrondissement**
- **Une expression de l'ambition du territoire**
- **Un moyen de donner de la lisibilité et de la visibilité au territoire du SCoT**

POURQUOI REECRIRE UN PADD ?

Le PADD de l'arrêt de projet était jugé :

- **Trop peu transversal** : un PADD sectorisé
- **Trop peu territorialisé** : les caractéristiques du territoire n'étant peu ou pas mises en valeur

Le PADD de l'arrêt de projet ne permettait pas de justifier les choix et les besoins et ambitions du territoire.

Il ne permettait pas de comprendre la diversité du territoire et les moyens que celui-ci mettait en œuvre pour assurer à la fois diversité et complémentarité des espaces.

METHODOLOGIE

Ecriture d'un nouveau PADD :

- A partir du PADD de l'arrêt de projet et des avis des PPA
- Des 4 projets de territoire des 4 EPCI (8 rencontres + 1 comité technique restreint)
 - De la Charte du Parc Naturel Régional de l'Avesnois
 - Des contributions de l'Etat (Note d'enjeux)
- Des travaux des conseils syndicaux, des commissions et des comités techniques.

⇒ **Un projet de PADD présenté à chacun des EPCI courant octobre et présenté aux PPA**
⇒ **Un projet co-construit**



STRUCTURE DU DOCUMENT

Une introduction qui réaffirme les ambitions du territoire...

- **Renouer avec l'attractivité**
- **Impulser de nouvelles formes de développement**
- **Cultiver la différence pour en faire une force commune**

... autour de trois mots clefs :

COOPERATION – SPECIFICITES – COHERENCE

- ⇒ Réussir le pari d'un nouvel essor à travers la mise en œuvre d'un projet de territoire volontariste et mosaïque tout en étant partagé et cohérent
- ⇒ Affirmation d'un objectif de **+2.5% de population à l'horizon 2036**



STRUCTURE DU DOCUMENT

De ces ambitions découlent les 3 axes du PADD :

• **RELIER**

Replacer le territoire dans une nouvelle dynamique d'échanges, de déplacements et d'interconnexion

• **REVELER**

Mettre en place les conditions d'un développement économique équilibré, cohérent et spécifique à la Sambre Avesnois

• **RECONQUERIR**

Reconquérir les espaces urbains et ruraux pour valoriser un cadre de vie et un environnement de qualité

... déclinés respectivement en 3, 6 et 9 orientations.



STRUCTURE DU DOCUMENT

Un PADD écrit de telle manière à :

- Illustrer les différentes orientations par des « **ZOOMS TERRITORIAUX** », issus des projets de territoire des 4 EPCI. Ils sont donnés à simple vocation illustrative et ne constituent pas en eux-mêmes des orientations du PADD.
- Créer des passerelles entre les thématiques via des encarts « **PERSPECTIVES** »
- Zoomer sur des enjeux propres au territoire Sambre-Avesnois grâce à des « **ZOOMS THEMATIQUES** »



AXE 1 RELIER : REPLACER LE TERRITOIRE DANS UNE DYNAMIQUE D'ÉCHANGES ET D'INTERCONNEXION

ORIENTATION 1.1. : Requalifier les principaux axes de communication historiques et raccrocher la Sambre-Avesnois aux territoires voisins

ORIENTATION 1.2. : Promouvoir des alternatives à la voiture individuelle en diversifiant l'offre notamment grâce à l'adaptation de l'offre de transport en commun aux caractéristiques du territoire

ORIENTATION 1.3. : Développer les communications numériques (usages et services)



AXE 2 REVELER : METTRE EN PLACE LES CONDITIONS D'UN DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE EQUILIBRE, COHERENT ET SPECIFIQUE A LA SAMBRE AVESNOIS

ORIENTATION 2.1. : Renforcer et optimiser les zones d'activités existantes

ORIENTATION 2.2. : Soutenir et valoriser les filières locales spécialisées d'aujourd'hui et de demain

ORIENTATION 2.3. : Accompagner les acteurs du territoire vers l'emploi et l'entrepreneuriat de demain

ORIENTATION 2.4. : Rééquilibrer l'offre commerciale et enrayer la dévitalisation des centres villes, des centres bourgs et des villages

ORIENTATION 2.5. : Protéger l'activité agricole et lui permettre de se développer

ORIENTATION 2.6. : Qualifier et valoriser l'offre touristique, culturelle et sportive



AXE 3 RECONQUERIR : RECONQUERIR LES ESPACES URBAINS ET RURAUX POUR VALORISER UN CADRE DE VIE ET UN ENVIRONNEMENT DE QUALITE

SOUS AXE 3.1. : MAITRISER LE DEVELOPPEMENT URBAIN EN RENFORCANT LES POLARITES

ORIENTATION 3.1.1. : Inscrire un objectif d'artificialisation maîtrisé

ORIENTATION 3.1.2. : Définir une armature urbaine, support de la cohérence du développement en Sambre-Avesnois et garante de l'équité et de l'équilibre territorial (armature votée en bureau le 27 novembre 2014)

ORIENTATION 3.1.3. : Diversifier l'offre de logements, assurer la mixité sociale et garantir un accès optimal aux services et aux commerces

ORIENTATION 3.1.4. : Assurer un maillage cohérent du SCoT en matière d'équipements et de services afin de répondre aux besoins de la population

AXE 3 RECONQUERIR : RECONQUERIR LES ESPACES URBAINS ET RURAUX POUR VALORISER UN CADRE DE VIE ET UN ENVIRONNEMENT DE QUALITE

Rythme d'artificialisation : environ 20 hectares par an

- ✓ Ne sont pas comptabilisés dans le calcul de l'artificialisation :
 - ☐ Les carrières ;
 - ☐ Les infrastructures d'importance majeure (RN2 et contournement de Maubeuge) ;
 - ☐ L'hôpital de Maubeuge
 - ☐ Railénium ;
 - ☐ Les logements construits au sein de l'enveloppe urbaine ;
 - ☐ Les zones d'activités économiques pour lesquelles un permis est accordé et un projet identifié ;
 - ☐ Les zones d'activités économiques non remplies mais aménagées (routes+réseaux).
- ✓ Sont comptabilisés dans le calcul de l'artificialisation :
 - ☐ Les logements en dehors des enveloppes urbaines ;
 - ☐ Les zones d'activités économiques (dont commerciales) pour lesquelles aucun permis de construire n'a été accordé et où aucun projet n'est encore identifié ;
 - ☐ Les autres infrastructures.

AXE 3 RECONQUERIR : RECONQUERIR LES ESPACES URBAINS ET RURAUX POUR VALORISER UN CADRE DE VIE ET UN ENVIRONNEMENT DE QUALITE

SOUS AXE 3.2. : VALORISER L'ENVIRONNEMENT ET LE CADRE DE VIE

ORIENTATION 3.2.1. : Maintenir la biodiversité, protéger et retrouver les continuités écologiques : un enjeu environnemental, paysager, économique et identitaire

ORIENTATION 3.2.2. : Préserver la ressource en eau

ORIENTATION 3.2.3. : Prendre en compte et réduire les risques naturels et technologiques, les nuisances sonores et les pollutions

ORIENTATION 3.2.4. : Optimiser la consommation énergétique et développer localement les énergies renouvelables

ORIENTATION 3.2.5. : Réduire et gérer les déchets de manière optimale

Monsieur le Président laisse la parole aux EPCI :

CCPM - Monsieur Guislain CAMBIER : « Je voulais saluer le travail qui a été fait dans cette nouvelle mouture du SCoT. Merci Alain de nous avoir écoutés et d'avoir entendu nos quelques remarques qui exposaient la spécificité de notre territoire de la Communauté de Communes du Pays de Mormal en particulier, et puis d'avoir été à l'écoute de nos besoins un peu différents selon les territoires à partir des projets qu'étaient les nôtres. Merci à l'ADUS pour le travail fait sur ce document.

Nous avons participé, avec nos différents services et avec nos DGS, à des groupes de travail technique et la mouture qui nous est présentée ce soir semble avoir retenu une bonne partie de nos remarques. Il y en aura encore peut-être quelques-unes mais dans l'ensemble, avec la CCPM, on partage l'esprit du document et les indications qui sont à l'intérieur. »

AMVS - Monsieur Benjamin SAINT-HUILE « Quelques mots pour dire que c'est un exercice compliqué, car il faut à la fois acter le chemin historique qu'est le nôtre, et en même temps projeter la suite.

La suite évolue tout le temps ; si l'on avait validé ce SCoT il y a quelques temps maintenant, il serait déjà en partie en difficulté dans son contenu parce que les choses bougent.

Ce qui est certain aujourd'hui pour nous c'est que à la fois il faut confirmer que la 3CA est le cœur de l'arrondissement et doit pouvoir jouer sa place, que le pôle autour de Fourmies et de la CCSA doit être confirmé et renforcé parce qu'il a toute sa place, que la CCPM a un destin un peu différent aujourd'hui du fait de l'aspiration Valenciennois, et du fait d'une dynamique démographique qu'il faut intégrer comme étant un peu différente de la nôtre.

Enfin il faut intégrer, parce que je souhaite que ce soit la suite, que l'Agglomération Maubeuge Val de Sambre c'est plus de la moitié de la population de cet arrondissement et que les 2/3 des emplois de notre arrondissement sont là dans l'agglomération.

Il faut conforter la ville-centre Maubeuge, et le Maire peut le dire mieux que moi, et plus largement cette agglomération dans son armature urbaine et dans sa capacité à porter un certain nombre de projets.

Je le dis d'emblée, car c'est un exercice très compliqué, car il faut entendre les spécificités des territoires. Si on n'est pas capable de construire quelque chose, de partager, on sera retoqué.

Au-delà de ça, il y a beaucoup de sujets qui vont nécessiter qu'on se retrouve dans les semaines, les mois qui viennent pour affiner les choses.

La question du développement économique a été soulignée. Le fait de retirer, de mettre en place un certain nombre d'exception, considérant que si la RN2 se fait, elle bénéficie à tout le monde ; si l'hôpital de Maubeuge se fait, ça bénéficie à tout le monde...

Au-delà de ça, on a d'autres sujets qui se sont assouplis avec la législation, et là je regarde avec amitié et intérêt la CCI. On avait une nécessité d'un document d'urbanisme figé sur les questions d'aménagement commercial ; finalement on est dans une situation assouplie qui ne doit pas nous exonérer d'une stratégie commerciale sur l'arrondissement. Chacun, avec nos spécificités, on est certains que si nous ne sommes pas en situation de projeter quelque chose de clair dans l'horizon qui vient, on sera en situation difficile de planification.

Si on n'est pas capable aujourd'hui, au regard des délais, d'écrire un Document d'Aménagement Commercial comme il aurait pu être demandé l'an passé, je pense qu'il faut qu'on y réfléchisse au niveau de l'Agglomération.

Si j'en parle quelques instants, c'est parce que j'ai eu l'occasion de réunir un certain nombre d'élus qui portent des réflexions, des projets d'aménagements commerciaux importants sur le territoire dans l'agglomération. On reprendra ces questions à travers le travail qui sera mené dans le cadre du PLUi. Mais je crois que c'est important que l'on ait en tête que notre travail va aussi se faire sur ces questions qui sont épineuses pour nous.

Alain évoquait en introduction la question des gens du voyage, tout le monde est d'accord mais tout le monde regarde ses godasses quand il faut traiter le sujet. Bon voilà un sujet qui est réglé, mais sur la question d'aménagement commercial, il faudra pouvoir y revenir.

Il y a d'autres sujets qui sont plus spécifiques et qui sont déterminants pour la réussite de notre document d'urbanisme. Je ne fais qu'effleurer la question agricole. On sait bien que sur ces questions il faudra être particulièrement vigilant, ce qui nous renvoie à la question de l'artificialisation. Parce que même si on est capable, et je le dis en amitié et en proximité physique et intellectuelle avec Guislain, de se dire « Oui, il faut permettre le développement des territoires », il faut qu'on ait en tête ce qu'est l'artificialisation et le travail qui est mené par l'intercommunalité. C'est plus difficile, c'est plus long et c'est plus cher de travailler sur des centres villes, ça prend plus de temps mais à l'arrivée c'est un travail qui est considérable et qui permet justement de réinventer la ville sur la ville, pour reprendre l'expression que tout le monde a utilisé des dizaines de fois. Dans notre conception de l'arrondissement à 2036, il faut qu'on ait en tête aujourd'hui la question de l'étalement urbain. Elle se pose aussi par la capacité d'une intercommunalité à mettre en place une mécanique, qui certes prendra en considération la volonté et l'ambition démographique, mais aussi prendra en considération le volontarisme de l'intercommunalité et des communes sur un certain nombre de sujets qui sont évidemment très compliqués à porter.

Enfin, et pour terminer, je crois que les objectifs que l'on doit fixer doivent être réalistes au sens sérieux du terme ; on peut écrire tout ce qu'on veut, mais si c'est pour se trouver dans une situation de blocage, je crois que ça n'a pas beaucoup de sens.

Sur le développement économique, concrètement on sait bien qu'un certain nombre d'activités sont complètement liées les unes aux autres. Aujourd'hui, si je prends uniquement l'exemple de l'agglomération, on va déjà essayer de remplir nos zones d'activités, on va essayer de développer la zone de la Marlière parce que c'est la zone qui objectivement aujourd'hui est reliée aux connexions qui vont bien, peut bénéficier de transports en commun qui vont bien et représente une forme d'attractivité et de connexion avec d'autres intercommunalités, mais aussi avec le Valenciennois. Si on finit déjà ça, on sera en position d'avoir répondu aux exigences qui sont les nôtres.

Même si tout le monde se dit : « 20 ans ça fait loin », on peut imaginer tout ce qu'on veut ; il faut construire dans le pragmatisme, dans le réalisme.

A ce stade, et je le dis à Monsieur le Président du SCOT : je considère que le travail, qui est fait, va dans le bon sens, même si tout n'est pas réglé, même s'il y a autant de questions quand on sort de réunion que lorsqu'on y rentre, mais ce ne sont pas les mêmes.

A l'heure d'aujourd'hui, à partir du moment où on respecte la stratégie qu'est la nôtre, qu'on considère la spécificité du territoire et on acte aussi l'arrêté d'aujourd'hui « Qu'est-ce que l'armature urbaine ? Comment on va pouvoir travailler ? Comment on va pouvoir renforcer la centralité de l'arrondissement ? Quelle agglomération, tout en permettant au territoire de bénéficier de leur projet, et en même temps de bénéficier du rythme différent qu'est le nôtre ? », alors je crois qu'on sera en situation de proposer un document qui sera fiable, et qui sera en discussion réelle et sérieuse avec les partenaires, les PPA particulièrement, dans un travail de planification qui n'est pas simple ; et là je crois que tout le monde est d'accord pour dire qu'il est absolument nécessaire pour nous, si on veut avoir une chance d'exister, dans le pôle métropolitain, si on veut avoir une chance d'exister dans cette grande région et dans nos relations qui restent à construire.

Monsieur POYART : *« Merci Benjamin. Ce document est fait pour que l'on puisse exister. J'ai bien entendu tes propos et c'est vrai que ça doit être un document réaliste. On travaille tous ensemble pour cela. On l'a fait en réunion des Présidents et on continuera au mois de novembre. J'ai bien entendu que ce n'est pas parce que l'on est en période électorale qu'il faut faire des promesses démesurées. Ce document doit être fait de façon réaliste ! ».*

CCSA - Jean Luc PERAT : « Je retiens la proximité du travail, au plus près des territoires et de leurs spécificités. Aujourd'hui on a un écrit, on a un document qui présente une stratégie qui est à développer. Ce qui est intéressant c'est que chaque territoire garde une partie de son originalité. On est à quatre mais, tout en regardant dans la même direction, on n'a pas tout à fait les mêmes fondations, on n'a pas tout à fait la même histoire, mais cette histoire mutualisée permet d'avoir véritablement de l'ambition et de parler d'une même voix tout en sachant, et j'ai bien entendu ce que disait Benjamin, qu'il ne faut pas qu'on s'isole. Notre stratégie est une stratégie de partenariat entre nous bien évidemment mais surtout de collaboration avec les territoires voisins. Je pense aux amis Belges qui sont incontournables dans la stratégie, également l'Aisne tout proche qui peut nous apporter, sans oublier les territoires qui sont au Nord.

Ce que je retiens aussi dans la présentation du document c'est qu'on a un contenu qui semble tout à fait réaliste, qui doit être réactif, et qui au bout d'un certain temps doit être évalué pour montrer qu'un certain nombre d'actions ont déjà été engagées.

Les thématiques ont été identifiées, appartiennent à notre territoire, appartiennent à l'évolution que l'on souhaite donner, notamment au niveau de l'urbanisation. On a réussi à se parler, à mieux se comprendre, à mieux de se connaître, à se donner de l'ambition modulée et maîtrisée.

L'artificialisation est également prise en considération. Lors de certaines réunions, on étudie des PLU et c'est une stratégie qui rentre dans les habitudes, mais il y a encore beaucoup à faire. Les mentalités évoluent dans le bon sens : soyons moins consommateur de terrains agricoles, car l'agriculture c'est aussi notre force ; et sur notre arrondissement il faut qu'on y soit sensible. L'agriculture a toute sa place notamment dans la diversité que l'on peut proposer, et surtout de faire en sorte que ce soit une agriculture moderne, dynamique, avec de l'ambition.

Ce que j'ai également retenu c'est qu'au niveau économique, on a appris à se parler. Si une entreprise souhaite s'installer, et si on ne peut pas l'accueillir, comment faire pour qu'elle reste sur notre territoire. Je crois que ça aussi c'est une évolution dans nos mentalités.

Concernant l'activité commerciale, chaque territoire doit exister et se compléter ; on doit être une force attractive pour garder sur notre arrondissement les clients potentiels et ceux qui ont envie d'y dépenser. Concernant l'aménagement, là aussi on a une série d'axes qui sont développés et je souhaite que l'on ait un territoire innovant, et c'est ce qui doit faire la force de frappe de notre territoire.

Développer la haute technologie, le numérique... là aussi on aura besoin de l'agglomération pour nous accompagner car la fibre numérique est indispensable sur l'ensemble du territoire. C'est l'avenir et ça passe par un aménagement cohérent, pertinent où chacun peut s'y retrouver et permettre à nos habitants, aux jeunes, de s'installer sur notre territoire où ils auront les meilleures conditions en ayant un environnement remarquable. Je suis intimement convaincu que dans les 10 à 15 années qui viennent, notre territoire sera un territoire qu'on n'aura pas bradé et qu'on aura su aménager. On a parfois besoin de s'oxygéner et de vivre différemment.

Sans oublier le volet santé qui est indispensable. L'hôpital de Maubeuge sera la tête de proue de notre territoire ; mais il est indispensable que l'on puisse avoir une organisation territoriale au niveau de la santé, et ne pas avoir une santé à plusieurs vitesses.

Je me retrouve bien dans ce document, cohérent, simple, facile à lire, dynamique, et je crois que nos partenaires devront y reconnaître l'évidence de réflexions sur la mutualisation pour économiser l'espace et faire en sorte qu'on ait des projets tout en étant particulièrement ambitieux. »

Monsieur POYART demande ensuite aux élus du comité syndical s'ils ont quelques choses à ajouter.

Bernard BAUDOUX : « Concernant les friches industrielles, je crois qu'il y a encore sur le territoire de l'Avesnois de nombreuses friches industrielles. Avant d'aller consommer des espaces nouveaux, il serait bien peut être de voir quel schéma nous avons sur ces questions. Est-ce qu'on a recensé le nombre d'hectares qu'il y a en friches industrielles sur l'Avesnois, parce que Jean Luc parlait de venir se ressourcer il a raison, mais il y a des endroits où il faudra régler des problèmes sinon ça fait un peu sauver les gens.

Après il y a les problèmes de pollutions. Il faut aussi penser qu'il y a des endroits où les sols sont très pollués, et ça fait parti aussi des reconquêtes à mettre en place dans le cadre d'un projet comme celui que nous avons là. En tout cas, moi aussi je m'y retrouve bien dans ce document ! »

Arnaud DECAGNY remercie l'ADUS et la qualité de leur travail, et remercie également les intercommunalités « *Tout le monde a enfin réussi à se parler pour faire un document unique, et à un moment donné où le paysage institutionnel est un peu chamboulé avec la grande région, la gestion des fonds FEDER etc...qui bouge dans l'instruction ; je pense que c'est important que la Sambre Avesnois aujourd'hui parle d'une seule voix et ça fait longtemps qu'on attendait ça. Je pense qu'en dehors d'un PADD, c'est un signe politique qui est très fort par rapport à nos populations parce que, enfin la Sambre Avesnois, dans un pôle métropolitain, parle d'une seule voix.*

Bien évidemment il reste encore du chemin à faire. Il y a le DOO qui reste à élaborer et là il y a encore beaucoup de travail à faire ; la mobilisation des élus et des techniciens est encore nécessaire. Il reste encore pour chaque interco les PLUi à travailler. Nous, on va engager à l'AMVS le PLUi avec l'ADUS en support qui bénéficie aujourd'hui des données et donc il y a encore un gros travail d'aménagement à faire. En tout cas c'est une belle étape qui a été franchie et félicitations au Président Alain POYART »

Paul RAOULT : « *On a aujourd'hui un excellent travail surtout au niveau de la présentation et de l'écriture. Il faudra toutefois être vigilant sur un certain nombre de points d'abord avec la géographie : avoir des cartes bien faites avec des légendes bien appropriées ; car dans le document, les cartes sont un élément décisif de lisibilité et de lecture. Il y a quelques points qui posaient problème mais qui ont été parfaitement intégrés dans le texte... mais je le rappelle quand même au niveau des ZNIEFF de type 1, il y a un compromis dans le texte mais, je le dis à tout le monde, l'idée là-haut – et là-haut c'est Lille -, c'est d'interdire toute construction sur les ZNIEFF de type 1. Si on fait ça, on condamne des communes entières à ne plus pouvoir faire une seule maison. Donc il faudra être ferme sur cet élément là, c'est déjà intégré mais ça sera un point dur dans la négociation »*

Alain POYART : « *ça évolue bien quand même !* »

Paul RAOULT : « *Oui oui... Ensuite sur les corridors écologiques, c'est une notion intéressante du point de vue biodiversité mais un peu imprécise. En général, on met une flèche pour dire « tiens il y a un corridor », sauf qu'après lorsqu'on le traduit dans le parcellaire, c'est un peu difficile ; et je ne prends qu'un seul exemple : si on fait en voie express la RN2, comment on passe ? il faudra protéger la haie d'Avesnes pour faire passer la voie express ; mais en même temps la voie express est une nécessité absolue. Il y a parfois des contradictions, mais on doit être capable de les résoudre.*

Sur les inondations, là aussi on a la responsabilité de la stratégie pour la gestion des risques d'inondation. Il faudra être plus précis pour qu'on soit crédible et ensuite que l'on ait la bénédiction des services de la Région et de l'Etat.

Sur l'agriculture, dans un contexte où l'élevage connaît des difficultés, il faudra dans le document bien préciser que l'élevage est un élément déterminant de l'économie de notre territoire.

Je crois que le document est bien, il est même très bien ; peut-être faut-il l'affiner et se dire qu'il y a des arêtes, surtout lorsqu'on veut faire l'équilibre entre environnement et économie. »

Jean Christophe RUFIN de la Chambre d'Agriculture : « Je commencerais par des remerciements sur l'entente des remarques que nous avons faites sur la première écriture du SCOT où il est certain que l'agriculture avait détecté une trop grande volonté d'artificialisation ; je voudrais répété à quel point ces surfaces, sur lesquelles chacun avait des prétentions pour construire, sont nécessaires au développement de l'agriculture notamment dans un arrondissement tel que le nôtre ; et donc remercier le travail des équipes par rapport à l'évolution entre la première et la deuxième mouture du SCOT.

Rappeler aussi à quel point l'agriculture est consciente du besoin de construction de sites, de routes. On arrive aussi à développer pour les consommateurs, consommateurs qui sont vitaux à l'existence de notre métier ; puisque sans consommateur, il n'y a pas besoin de produire autant d'alimentation.

Dans les grands projets, souvent ce qui pose problème à l'agriculture, c'est l'impact autour des projets, je pense notamment aux compensations écologiques. Il arrive parfois que, sur certains projets, les compensations soient deux fois plus importantes au niveau de la consommation des surfaces agricoles que le projet proprement dit.

On a la prétention de faire de ce SCOT un produit innovant et on a une vision à 2036 ; donc on voit assez loin. Est-ce qu'il ne serait pas intéressant de réfléchir à ce que les compensations puissent être autres que de la mobilisation des espaces agricoles pour en faire des milieux dits « naturels » ?

La compensation environnementale ne doit pas, elle, consommer de surface, mais peut prendre d'autres formes. Je ne dis pas qu'il ne faut pas compenser, mais ça pourrait prendre d'autres formes, que ça soit de la re-naturalisation d'espaces pollués, de friches... »

Alain POYART : « On prend en compte les remarques. Est-ce qu'il y a une réponse à apporter à ce sujet là ? »

Frédéric BEZET, ADUS : « Pas de réponse particulièrement spécifique. La seule limite que l'on peut exprimer peut-être, c'est que bon nombre de projets sont liés à une étude d'impact, de ce fait le SCOT ne peut pas forcément appréhender tous les sujets à cette échelle là. ».

Alain POMPORTES, DDTM : « Si je reprends la note d'enjeux des services de l'Etat, on avait 3 enjeux majeurs : révéler les ressources territoriales, coordonner les actions publiques pour faire réussir le territoire, permettre l'accès des populations à des logements décentes et à des emplois stables de proximité. Dans la présentation aujourd'hui, on retrouve ces trois enjeux. »

Michel BAUCHOT, CCI : « A titre personnel, je me retrouve dans ce qui a été écrit dans ce document notamment lorsqu'on parle de requalification des principaux axes de communications historiques, et je fais évidemment allusion à la RN2, qui est aujourd'hui un axe structurant pour la nouvelle région qui va se mettre en place.

Concernant l'axe 2 « renforcement et optimisation des zones d'activités existantes », je regrette un peu que l'on ne parle pas de grand site d'accueil, mais ça c'est la volonté des élus, même si je pense que tout le monde est d'accord pour considérer qu'un site de cette nature doit être présent sur le territoire. Si des investissements internationalement mobiles se présentent, il faudra pouvoir les accueillir et faire des propositions.

Un territoire ne vit bien que si on est en mesure d'accueillir ce type d'investissement. C'est réellement et extrêmement important pour vous !

Sur le rééquilibrage de l'offre commerciale et la dévitalisation des centres villes, on a des choses à dire ; je pense que le document n'est pas complètement figé. Vous avez reçu les remarques formulées par la CCI et je vais laisser la parole à Didier RIZZO, vice-président à la CCI. »

Didier RIZZO, CCI : « Je suis vice président en charge du commerce à la CCI Grand Hainaut, mais je suis également commerçant. Je tenais à le préciser.

La CCI Grand Hainaut a adressé au Président du SCOT et aux élus une motion de défense des entreprises commerciales, de services et touristiques de Sambre Avesnois, votée le 26 Octobre 2015 en assemblée générale. Par cette motion, la CCI sonne une nouvelle fois la sonnette d'alarme au profit du territoire.

**CHAMBRE DE COMMERCE
ET D'INDUSTRIE
GRAND HAINAUT**

Motion de défense des entreprises commerciales, de services et touristiques de Sambre-Avesnois par la CCI Grand Hainaut

A travers le Livre Blanc du Commerce qu'elle a publié en 2012 et l'actualisation de ses études commerciales en 2015, la CCI Grand Hainaut porte une vision du développement commercial qui favorise l'essor et le dynamisme des entreprises, tout en recherchant l'équilibre et le rayonnement des territoires.

Les orientations stratégiques de la CCI visent à conjuguer le développement d'équipements modernes, structurants et attractifs avec la préservation d'un maillage de proximité de qualité et la revitalisation des centres villes, dans une logique de développement durable.

Les grands facteurs d'évolution du commerce, des comportements d'achats des consommateurs et des modes d'usage que suscite notamment la révolution des technologies, impose d'aborder le devenir du commerce de façon radicalement différente.

En effet, au-delà de la situation conjoncturelle qui impacte la consommation, le commerce de proximité est confronté à des difficultés d'ordre structurel, liées à l'évolution des habitudes de consommation, des formes de distribution en périphérie et en centre-ville et à la dématérialisation des achats.

Dans ce contexte, l'attractivité des centres-villes repose sur une organisation urbaine cohérente, la conjonction d'activités commerciales, culturelles, de loisirs,...et sur la pertinence d'autres dispositifs, classiques mais fondamentaux, visant à assurer la continuité du linéaire commercial, à améliorer les conditions d'accès et de stationnement dans les centres-villes. La réponse à apporter doit donc être appréhendée à travers une approche globale intégrant également le développement de la notion de services apporté au consommateur.

Aujourd'hui, force est de constater, de la part de certains élus, une forme de paradoxe entre la volonté de favoriser le développement du commerce et des activités de loisirs en périphérie et celle de densifier les centres villes.

La CCI n'oppose pas systématiquement et par principe, commerce de périphérie et commerce de centre-ville, considérant que la présence de ces différentes formes de distribution peut être complémentaire et enrichissante pour l'offre commerciale du territoire.



SIÈGE

3 avenue Sénateur Girard
BP 80577 - 59308 VALENCIENNES CEDEX
T 03 27 513 513 - F 03 27 513 210

www.grandhainaut.cci.fr

PRESENCES TERRITORIALES

Site d'Avesnes - 3 avenue Charles de Gaulle - BP 52 - 59362 AVESNES-SUR-HELPE
Site de Feignies - Cité de l'Entreprise - Reflets - 95 rue de Neuf-Mesnil - BP 11 - 59750 FEIGNIES CEDEX
Site de Cambrai - 5 place de la République - BP 367 - 59407 CAMBRAI CEDEX

SIRET 130 007 792 00016 - NAF 8411 Z - N° TVA intracommunautaire : FR 65 130 007 792



Lorsqu'ils sont opportuns et créateurs de valeur ajoutée, la CCI rend des avis favorables aux projets présentés. De nombreux exemples en témoignent :

- implantations de grandes surfaces : Atac à Fourmies, Ecomarché et Logimarché à Glageon, ED et Leclerc à Aulnoye-Aymeries, Gitem et Gamm'Vert à Le Quesnoy, Kiabi et autres cellules commerciales à Hautmont-Louvroil)...
- développement de zones commerciales à travers les PLU (Plans Locaux d'Urbanisme) (ex : Eurasambre à Maubeuge, Intermarché à Jeumont ...) et à travers le SCOT (Schéma de Cohérence Territoriale) / DAC (Document d'Aménagement Commercial) (ex : Avesnes-sur-Helpe, Bavay et Jeumont).
- Le Livre Blanc préconise aussi la densification du pôle commercial régional de Petite- Forêt ainsi que plusieurs implantations ciblées.

Mais depuis 2008, le développement des grandes surfaces et zones commerciales est prolifique en Sambre-Avesnois, sans aucune corrélation avec l'évolution de la population et de son niveau de richesse. Ces implantations surdimensionnées engendrent une fragilisation et une disparition progressive du commerce. En effet, créer une nouvelle zone commerciale ou en agrandir une de façon excessive, entraîne une paupérisation générale de l'offre commerciale et la multiplication des friches. En 2015, le potentiel de développement est limité car les seuils de m² créés ont été dépassés (40 000 m² d'excédents implantés ou autorisés à s'implanter sur la seule période 2008 – 2013).

La CCI Grand Hainaut n'a de cesse d'alerter et de lutter contre l'inflation des m² en périphérie. Ce facteur de déséquilibre et d'incohérence économique met en péril la vitalité commerciale de l'arrondissement d'Avesnes.

Un premier projet de SCOT et de DAC aurait pu laisser entrevoir une volonté du territoire d'encadrer le développement des zones commerciales de périphérie. Tel ne fut pas le cas. Les avis défavorables des Personnes Publiques Associées (Etat, Région, Département, CCI ...) et les réserves de la commission d'enquêtes n'ont pas permis de valider le projet, particulièrement sur l'aménagement commercial. Dès lors, le SCOT et dans sa nouvelle version le DAAC (Document d'Aménagement Artisanal et Commercial), qui devient facultatif, doivent être retravaillés. Cependant, la CCI se heurte au souhait, semblant majoritaire sur le territoire, de ne plus mettre en place le DAAC qui pourrait être si salubre pour la compétitivité des entreprises commerciales et l'attractivité du territoire Sambre Avesnois. Aussi, les projets de zones commerciales peuvent continuer à fleurir au coup par coup, sonnant le glas de la revitalisation des centres villes et de la modernisation des commerces.

A l'heure où il est impératif d'accompagner tous les commerces vers la digitalisation et la différenciation ; la course au m² en Sambre-Avesnois engendre disparition, paupérisation et asphyxie des entreprises.



SIÈGE

3 avenue Sénateur Girard
BP 80677 - 59308 VALENCIENNES CEDEX
T 03 27 513 513 - F 03 27 513 210

www.grandhainaut.cci.fr

PRESENCES TERRITORIALES

Site d'Avesnes 3 avenue Charles de Gaulle - BP 52 - 59362 AVESNES-SUR-HELPE
Site de Feignies Cité de l'Entreprise - Reflets - 95 rue de Neuf-Mesnil - BP 11 - 59750 FEIGNIES CEDEX
Site de Cambrai 5 place de la République - BP 367 - 59407 CAMBRAI CEDEX

SIRET 130 007 792 00018 - NAF 9411 Z - TVA intracommunautaire FR 65 130 007 792



Les perspectives envisagées par la CCI dès 2012 se révèlent justes en 2015 : stabilité des dépenses des habitants ; fragilisation du commerce traditionnel, des centres- villes et de plusieurs pôles commerciaux ... ; montée du cross-canal, des concepts de proximité ... Nos projections sont fiables. Le commerce connaît une évolution sans précédent. Sa vitesse de mutation est ultra-rapide. Dans ce contexte, nous nous devons tous d'être pro- actifs.

Préparer l'avenir et anticiper est l'engagement de la CCI Grand Hainaut pour les entreprises et le territoire.

Le lancement d'un « Grand Projet Commerce Connecté en Grand Hainaut » en est l'expression. Il répond à un objectif : s'engager dans des axes de développement novateurs en s'appuyant sur de nouvelles formes de collaboration avec l'ensemble des acteurs économiques du territoire. Ce projet de commerce connecté est considéré comme une réponse à la digitalisation des commerces, à la revitalisation des centres villes et aux attentes des consommateurs.

En Sambre-Avesnois, son déploiement pose question. En effet, l'arrondissement reste majoritairement centré sur le développement de ses zones de périphérie ; en témoignent les projets d'Avesnes, de Fourmies, de Leclerc à Feignies, de 8 200 m² en construction à Louvroil, du Village de Marques à Hautmont associé aux réunions organisées par la ville d'Hautmont à destination des présidents d'UC de l'arrondissement, etc ...

Concernant précisément le projet de Village de Marques à Hautmont, nous souhaitons à nouveau prévenir des risques et de la viabilité. Ce concept est considéré aujourd'hui par les experts comme vieillissant. Le e-commerce remporte la faveur des consommateurs avec des taux de démarque bien plus élevés. Les derniers Villages de Marques en Europe, s'ils ne sont pas greffés à une destination touristique forte, sont des échecs. L'expérience et la notoriété du promoteur sur ces concepts sont cruciaux afin d'attirer les marques. Il est donc périlleux de laisser conduire le projet par un promoteur n'ayant aucune référence en la matière.

La proximité des villages de marques de Roubaix et Tourcoing réduit la zone de chalandise réaliste à 30-45 minutes. Le projet ne serait ainsi pas viable car le pouvoir d'achat y est trop faible (266 000 €/m² pour le Village de Marque d'Hautmont contre 2 733 000 €/m² en moyenne pour les Villages de Marques en France/Belgique, soit 10 fois moins !).

Le seuil maximum à atteindre en nombre de villages de marques en France est de 30. Nous compterons prochainement 27 centres ouverts ainsi que 20 projets en cours dont 10 accordés.

Par ailleurs, aujourd'hui, en Sambre Avesnois, la part de marché des commerces de proximité en non alimentaire continue de s'affaiblir. Elle passe de 32 % en 2006 au seuil très critique de 25% en 2013 alors que la part de marché des grandes surfaces spécialisées en périphérie augmente de 10 points (31% en 2006 à 41 % en 2013).

Malgré cela, le projet de modification du PLU (Plan Local d'Urbanisme) d'Hautmont prévoit la création de la zone AUX dite « Cockerill rive droite » sur une surface de 20 ha l'autorisant à accueillir non seulement le projet de « Village de Marques » (ou autre zone commerciale) mais aussi des activités privées de loisirs et de sport.



SIÈGE

3 avenue Sénateur Girard
BP 80677 - 59308 VALENCIENNES CEDEX
T 03 27 513 513 - F 03 27 513 210

www.grandhainaut.cci.fr

PRESENCES TERRITORIALES

Site d'Avesnes : 3 avenue Charles de Gaulle - BP 52 - 59362 AVESNES-SUR-HELPE
Site de Feignies : Cité de l'Entreprise - Reflets - 95 rue de Neuf-Mesnil - BP 11 - 59750 FEIGNIES CEDEX
Site de Cambrai : 5 place de la République - BP 367 - 59407 CAMBRAI CEDEX

SIRET : 130 007 792 00016 - NAF : 9411 Z - N° TVA intracommunautaire : FR 65 130 007 792



En raison des faiblesses économiques de la zone de chalandise et du peu de probabilité d'en faire un lieu de destination, le projet pourrait se transformer en zone commerciale traditionnelle avec un pôle restauration et loisirs voire en cellules vacantes / friches commerciales.

Enfin, la possibilité de déplacement du projet à Mons ne peut inquiéter que les seuls commerçants implantés sur la zone d'Hautmont-Louvroil et à plus forte raison, les commerçants de Mons, dont le centre-ville se désertifie parallèlement à l'extension de sa périphérie.

Considérant la nécessité :

- De stopper l'accroissement de la zone commerciale d'Hautmont-Louvroil au détriment du centre-ville de Maubeuge mais aussi de l'ensemble de l'arrondissement
- De préserver les centres villes affaiblis d'Aulnoye-Aymeries, Avesnes-sur-Helpe, Bavay, Fourmies, Landrecies, Le Quesnoy et Jeumont
- D'apporter une réponse aux besoins courants des habitants pour l'ensemble des communes ou quartiers du territoire
- D'assurer les conditions favorables à la pérennité et modernisation des entreprises commerciales, de services et touristiques

La CCI Grand Hainaut :

- Insiste sur l'urgence de la mise en œuvre opérationnelle d'un DAAC (Document d'Aménagement Artisanal et Commercial) pour la Sambre-Avesnois
- Demande la suspension des dossiers CDAC (Commission Départemental d'Aménagement Commercial) tant que le DAAC n'est pas exécutoire
- Appelle les élus des collectivités de Sambre-Avesnois à adopter une position claire et responsable pour la défense et la modernisation des entreprises commerciales, de services et touristiques sur le territoire

Ces demandes sont majeures, décisives et urgentes pour l'avenir du commerce de Sambre-Avesnois !



SIÈGE

3 avenue Sénateur Girard
BP 80577 - 59308 VALENCIENNES CEDEX
T 03 27 513 513 - F 03 27 513 210

www.grandhainaut.cci.fr

PRESENCES TERRITORIALES

Site d'Avesnes 3 avenue Charles de Gaulle - BP 52 - 59362 AVESNES-SUR-HELPE
Site de Feignies Cité de l'Entreprise - Reflets - 95 rue de Neuf-Mesnil - BP 11 - 59750 FEIGNIES CEDEX
Site de Cambrai 5 place de la République - BP 367 - 59407 CAMBRAI CEDEX

SIRET 130 007 792 00016 - NAF 9411 Z - N TVA intracommunautaire FR 65 130 007 792



Une petite parenthèse : on parle souvent de Mons. Sachez que l'évasion est très faible et je vous invite aussi à visiter le centre de Mons qui, à cause de la zone commerciale « Les grands prés », est aujourd'hui désertée. Il y a 15 mois ce centre ville était encore vivant ; aujourd'hui, il se meurt rapidement. Il en est de votre responsabilité ! On parle de revitalisation des centres villes. Aujourd'hui, la décision est entre vos mains.

Je vous invite aussi à visiter le centre ville de Saint Amand qui, aujourd'hui, n'a plus de commerce. »

Alain POYART : *« On prend acte de vos observations et nous avons bien reçu votre motion. Je ne me fais pas de défenseur de la Mairie d'Hautmont, mais aujourd'hui on ne parle pas du tout du Village des Marques. Simplement dire qu'au niveau du PLUi, la Mairie d'Hautmont a eu un avis favorable de la DDTM que l'on a acté au dernier comité syndical du SCOT. Il n'était en rien question du Village de Marques.*

Aujourd'hui, le Village des Marques, c'est Hautmont, ça n'est pas le SCOT !

Je vous l'ai dit tout à l'heure : nous sommes prêts à travailler avec vous et à compléter le document sur l'offre commerciale. Je vous le confirme : il n'y aura pas de DAC. On l'a décidé en comité syndical mais on est disposé à vous écouter et à alimenter la réflexion au niveau du PADD aujourd'hui.

Je voudrais simplement vous dire que, dans le texte qui a été livré et avec l'ancien arrêt de projet, c'est exactement le même que le texte qui vous est proposé aujourd'hui. Et à l'époque ça n'avait suscité aucune observation de la CCI, aucune !

Aujourd'hui, on remet le même projet et vous nous envoyez une motion de 3 pages en disant que le SCOT au niveau commercial, c'est tout ou rien.

Il y a peut être de nouveaux documents qui sont en votre possession, et notamment le rapport complet de l'actualisation du Livre Blanc. On ne l'a pas eu ! Vous en avez parlé, vous avez fait des réunions, mais au niveau du SCOT, on ne l'a pas eu ! Vous auriez pu, à ce niveau là, faire la démarche et le proposer au niveau de l'ADUS, qui travaille sur notre projet, et les élus auraient pu en discuter.

En tout cas, on est à votre disposition pour améliorer le document (PADD) qui vous a été remis aujourd'hui. »

Benjamin SAINT-HUILE s'adresse à la CCI : *« S'il n'y a pas de document figé envisagé, c'est parce que, effectivement, on sait bien qu'entre les élus, entre les territoires, c'est une question épineuse. Un des sujets sensibles c'est la question de l'aménagement commercial.*

La CCI, à travers le Livre Blanc, la réactualisation et les discussions, doit faire preuve de pédagogie et d'explications par rapport à son positionnement.

Au-delà de ça, je ne cantonne pas la question à un seul projet commercial. C'est très risqué de jouer comme ça !

Le travail qu'est le nôtre, c'est d'intégrer les réflexions sur les projets commerciaux. Sur l'agglomération de Maubeuge, on a des problèmes dans les problèmes ! On a l'hypothèse qui a été défendue et validée par l'agglomération antérieure de l'implantation d'un Leclerc à Feignies ; il y a les réflexions autour du Village des Marques ; il y a la question du pôle gare à Maubeuge, et il y a les volontés sur la commune de Louvroil d'un certains nombres de projets commerciaux dans la périphérie zone Auchan.

Il est évident que le territoire ne pourra pas porter de front l'ensemble de ces projets commerciaux parce qu'ils mettront en cause les tissus commerçants de proximité que vous évoquez (cette remarque s'adresse à la CCI) à juste titre, et ils poseraient potentiellement la question de friches commerciales.

Aujourd'hui, dans la maturation des choses, il faut prendre le temps de poser les éléments sur la table, d'intégrer aussi les logiques économiques, d'intégrer les pratiques nouvelles, et que l'on ait en tête que cette question de la compétence commerciale va revenir à l'intercommunalité.

Il faut trouver un juste milieu entre conforter les centres villes, conforter le commerce de proximité, ne pas empêcher un certain nombre de grands projets commerciaux de voir le jour, tout cela dans un élément concerté.

*Il faudra entendre et intégrer les positions de la CCI, (**Benjamin SAINT-HUILE s'adresse cette fois encore directement à la CCI**) et Monsieur le Président est très attentif à ce que vous pourrez dire et faire, mais cette logique doit être dans la construction et pas dans l'opposition systématique. »*

Bernard BAUDOUX : *« On s'est battu par avoir une grande surface en centre ville à Aulnoye Aymeries. Mais il faut préciser que l'agglomération a mis 5 millions d'euros sur la table ; la ville seule n'aurait pas pu le faire.*

La question que je me pose est la suivante : est-ce qu'il reste des commerçants au sens commerçant ? Et ça n'est pas une attaque ! Quand je veux négocier, je me trouve le plus souvent devant des franchises et de moins en moins devant des commerçants indépendants. Et les franchises ont des stratégies nationales qui vont souvent sur la périphérie et pas en centre ville.

Tous les élus veulent des centres villes, mais comment ? Il n'y a plus de commerçant ou très peu ! »

Alain FREHAUT s'adresse à la CCI : *« J'ai une expérience à vous faire partager en tant que Maire de Bavay. Le commerce de centre ville à Bavay se maintient pas trop mal : fermeture/réouverture.*

Les remarques que me font les jeunes commerçants qui viennent s'installer : il n'y a pas d'organisation, d'union commerciale. De plus, chaque trimestre, on a un commerce qui s'ouvre ou qui se ferme à Bavay. Ces derniers temps, la remarque que j'ai eu c'est que, se rendant à la CCI et rencontrant du personnel qui pouvait les aider, il leur a été déconseillé de s'installer à Bavay. Si c'est vrai sur Bavay, ça peut être vrai aussi sur d'autres communes.

Nous avons besoin de votre appui total. Quand il y a un projet, en général, on reçoit quelques mois après un document qui indique l'ouverture d'un magasin dans la commune.

Il faut que vous appreniez à nous le dire en amont : quelqu'un cherche un commerce pour faire telle ou telle activité ; exemple une maison de la presse, j'aurais tant aimé le savoir de votre part ! On a besoin d'anticiper, d'être informé très en amont ! »

Michel BAUCHOT, CCI : *« Manifestement le sujet est important et fait réagir. Si les propos de la CCI ont choqué, alors sur la forme OK mais sur le fond il y a réellement un problème !*

Quand on parle de Mons, c'est une réalité ! Quand on parle de Valenciennes, c'est une réalité ! Quand on parle de Saint Amand, c'est une réalité !

Il y a un problème véritable sur les centres villes aujourd'hui.

La CCI a fait des études, les a présentées, on en a discuté et c'est très bien. Les choses évoluent et elles évoluent très vite. Maintenant la CCI est à la disposition des élus, on travaille avec vous et on est prêt de toute façon à aller au devant de vos aspirations.

Désolé de vous avoir choqué mais quelque part je suis satisfait car le débat a lieu !

Marie-Sophie LESNE : « Le travail de l'ADUS a permis de remettre les choses sur la table ; et plus globalement tous les axes prioritaires et les orientations sont énoncés de manière tout à fait exhaustive, légitime et équilibrée.

Mais il faudrait peut être que l'on porte l'accent sur ce qui est notre volonté politique majeure au-delà de l'énoncé des axes, qui n'ont pas d'ailleurs de synthèse.

Je souhaite dire que je retrouve dans les propos du Président de la CCI en matière de développement économique, et je pense que c'est là un enjeu majeur qui mérite vraiment que nous nous appuyons de toutes nos forces sur cette volonté politique qui est la nôtre ; de faire peut être mieux que ce que nous n'avons pas pu faire ces dernières années.

Il y a un chapitre qui est consacré à la façon de relier territorialement la Sambre à la Belgique. Tout ça va dans le bon sens. Il ne faut pas que l'on néglige l'interconnexion plus forte que nous devons établir avec le Valenciennois ; Valenciennes qui est la métropole de tout le Hainaut et qui est une turbine économique, un moteur économique à elle toute seule.

Nous devons aussi veiller à davantage insister sur nos capacités à récolter les fruits de ce rayonnement économique. Il y a aussi du côté de Valenciennes des problèmes de rareté du foncier. Et les récents problèmes que j'ai eu à traiter avec la CCI du Hainaut l'ont prouvé : nous pouvons du jour au lendemain, quand l'opportunité va arriver, être le territoire d'accueil de projets qui se baladent un peu partout dans la région, et sur lesquels nous ne serions pas forcément à même d'apporter une réponse rapide et réactive. On a eu le cas il y a quelques mois, ça ne s'est pas concrétisé ; mais ça aurait pu !

Il faut insister sur le fait que nous voulons être le territoire d'accueil réactif pour des projets d'envergure qui ne trouvent pas forcément leur place dans le Douaisis, dans le Valenciennois ou dans le Cambrésis.

J'ai un élément d'inquiétude qui est lié au rythme d'artificialisation : je vois apparaître les chiffres de 20 hectares par an, chiffre qui me fait réagir. On part d'un rythme d'artificialisation qui consommait un peu plus de 100 hectares par an au cours des 10 dernières années ; on a affiché dans la première rédaction du SCOT une ambition de se limiter à 90 hectares par an et on y voyait déjà une forme de contrainte. On a bien compris que ni l'Etat ni la Région, ne laisseraient passer le SCOT avec ce niveau d'artificialisation annuelle.

Mais passer de 90 à 20, on passe en dessous des exigences drastiques de la région ! Donc je m'interroge ! Rien qu'en construction de logements, nous allons certainement consommer au-delà. En l'état, c'est un peu complexe de valider la démarche qui pourtant est saluée par le plus grand nombre. »

Frédéric BEZET : « Pour expliquer l'objectif de réduction en terme de nombre d'hectares d'artificialisation, le « 20 hectares » est issu de l'annexe de la SRCAE (Schéma Régional Climat Air Energie) qui réprecise la répartition potentielle d'artificialisation par territoire. De ce fait, le « 20 hectares » concerne effectivement l'arrondissement d'Avesnes avec cependant les règles de calcul d'artificialisation légèrement modifiées. Ce qui fait qu'un certain nombre de constructions ne seront pas à prendre en compte dans l'artificialisation. Par exemple : les carrières, les infrastructures importantes majeures, l'hôpital de Maubeuge, Railenium, les logements construits au sein de l'enveloppe urbaine et les zones d'activités pour lesquelles un permis est accordé ; donc toutes ces exceptions ne seraient pas comptabilisées dans l'artificialisation. Certes l'objectif final de 20 hectares par an est le plus contraignant ; mais les règles de calcul se sont assouplies. L'objectif a bougé, mais le mode de calcul aussi ! »

Philippe DUVAL, Sous Préfecture : « Il faut souligner que par rapport à l'endroit où on était l'année dernière à la même époque, l'avancée est tout à fait formidable.

J'ai un sujet en tête : l'artificialisation. Quand on voit ce soir les avancées qui ont été faites dans ce domaine, c'est tout à fait formidable. Pourvu que ça continue comme ça et que l'on arrive au fur et à mesure à traiter tous les sujets de la même manière.

S'agissant des zones d'activités, la Communauté de Communes du Pays de Mormal a proposé quelque chose d'intéressant sur les zones d'activités aménagées et non aménagées, qui permettrait de voir clair. Selon la DDTM, on essaiera si possible de distinguer les zones qui sont inscrites dans un document d'urbanisme comme étant potentiellement à aménager, de celles qui le sont déjà, prêtes à accueillir les entreprises. Il faudra faire la distinction !

Sachant que l'artificialisation n'est plus un problème, quelque soit le projet, on pourra artificialiser ! Quand un projet se présente, la consommation de l'espace ne sera plus un problème. Sachant aussi que par rapport aux zones, en général c'est l'Industriel qui choisit son terrain. Et vous pourrez dire que vous avez une zone à tel ou tel endroit, dans la grande majorité des cas, c'est l'Industriel qui décide où il souhaite s'installer et il faudra répondre à la demande de l'Industriel.

Monsieur le Président, j'ai juste envie de vous dire : pourvu que ça dure, pourvu que cette dynamique puisse perdurer pour que l'on arrive à cet arrêt projet au mois de mars/avril.

Merci à tous, et s'agissant des services de l'Etat, nous sommes totalement satisfaits ! »

Alain POYART : « Merci Monsieur DUVAL. Il n'y a aucune raison que ça ne dure pas, on a bien travaillé. Les félicitations ont été accordées à Alain POYART mais ces félicitations vont surtout aux élus communautaires, à l'ADUS, aux techniciens et aux DGS. Le PADD est encore à nourrir, puis derrière le DOO. A force de se parler et de se rencontrer, on évolue beaucoup sur le projet du SCOT et je pense que, d'ici quelques mois, on aura un document finalisé sur lequel on sera tous d'accord.

Dernier point, il faut maintenant délibérer : « Le Comité Syndical :

- **reconnait avoir débattu sur les éléments du PADD et considérer le projet de PADD comme base à la suite de l'élaboration du SCoT ;**
- **autorise le Président à engager la concertation ;**
- **confie au Président la suite des travaux du SCoT visant à élaborer le Document d'Orientations et d'Objectifs (DOO) »**

Cette délibération est votée à l'unanimité !

Le comité approuve également à l'unanimité le compte rendu du comité syndical du 8 Octobre 2015, compte rendu qui avait été transmis par mail.

L'ordre du jour étant épuisé, Monsieur le Président clôture la séance à 20H10.

DEPARTEMENT DU NORD**SYNDICAT MIXTE du SCOT SAMBRE AVESNOIS****EXTRAIT du REGISTRE des DELIBERATIONS
du COMITE SYNDICAL**

SEANCE du Lundi 2 Novembre 2015

L'an deux mille quinze, le deux novembre, le Comité Syndical s'est réuni sous la présidence de **Monsieur Alain POYART** après convocation légale de ses membres le vingt six octobre.

- Nombre de délégués en exercice le jour de la séance : 39
- Nombre de présents : 33
- Nombre de votants : 31

DELIBERATION N° 15-18 – REFERENCE : MD/CM**OBJET : Tenue du débat réglementaire sur le PADD du SCOT**

Réunion du 02/11/2015

EPCI	TITULAIRES	SUPPLÉANTS
Agglo Maubeuge Val de Sambre (21)	<input checked="" type="checkbox"/> Bernard BAUDOUX	<input type="checkbox"/> Marc DANNEELS
	<input type="checkbox"/> Arnaud BEAUQUEL	<input type="checkbox"/> Michel DETRAIT
	<input type="checkbox"/> Maurice BOISART	<input type="checkbox"/> Philippe DRONSART
	<input checked="" type="checkbox"/> Alain BOUILLIEZ	<input type="checkbox"/> Claude DUPONT
	<input checked="" type="checkbox"/> Philippe BRASSELET	<input type="checkbox"/> Michèle GRAS
	<input checked="" type="checkbox"/> Arnaud DECAGNY	<input type="checkbox"/> Gérard HUART
	<input type="checkbox"/> Christian DEMUYNCK	<input type="checkbox"/> Fatiha KACIMI
	<input type="checkbox"/> Michel DUVEAUX	<input type="checkbox"/> Jacques LAMQUET
	<input checked="" type="checkbox"/> Michel HANNECART	<input checked="" type="checkbox"/> Nicolas LEBLANC
	<input checked="" type="checkbox"/> Patrick LEDUC	<input checked="" type="checkbox"/> Michel LEFEBVRE
	<input checked="" type="checkbox"/> Chantal LEPINOY	<input type="checkbox"/> Daniel LEFERME
	<input type="checkbox"/> Annick MATTIGHELLO	<input type="checkbox"/> Alain LIENARD
	<input type="checkbox"/> Nathalie MONTFORT	<input checked="" type="checkbox"/> Jean Claude MARET
	<input checked="" type="checkbox"/> Pascal ORI	<input type="checkbox"/> Jean MEURANT
	<input checked="" type="checkbox"/> Thérèse PECHER	<input type="checkbox"/> Loïc PIETTON
	<input checked="" type="checkbox"/> Fabrice PIETTE	<input type="checkbox"/> Françoise PIRET
	<input checked="" type="checkbox"/> Jean Paul RAOUT	<input checked="" type="checkbox"/> Lucien SERPILLON
	<input checked="" type="checkbox"/> Ghislain ROSIER	<input type="checkbox"/> Jacques THURETTE
	<input checked="" type="checkbox"/> Benjamin SAINT-HUILE	<input type="checkbox"/> Sonia VAILLANT
	<input checked="" type="checkbox"/> Sylvie TOURNAY	<input type="checkbox"/> Patrick VILTART
	<input type="checkbox"/> Didier WILLOT	<input type="checkbox"/> David ZELANI
CC Cœur de l'Avesnois (5)	<input checked="" type="checkbox"/> Christine BASQUIN	<input type="checkbox"/> Alain DELTOUR
	<input checked="" type="checkbox"/> Bernard CABARET	<input type="checkbox"/> Mauricette FREHAUT
	<input type="checkbox"/> Damien DUCANCHEZ	<input type="checkbox"/> Alain GILLET
	<input type="checkbox"/> Daniel JOPEK	<input type="checkbox"/> Joël RATTE
	<input checked="" type="checkbox"/> Alain POYART	<input checked="" type="checkbox"/> Colette WATREMEZ
CC du Pays de Mormal (8)	<input checked="" type="checkbox"/> Guislain CAMBIER	<input type="checkbox"/> Jean-Claude BONNIN
	<input type="checkbox"/> Charles DEGARDIN	<input type="checkbox"/> Fabienne CONSILLE
	<input checked="" type="checkbox"/> Raymonde Dramez	<input type="checkbox"/> Benoît GUIOST
	<input checked="" type="checkbox"/> Alain FREHAUT	<input type="checkbox"/> Jean-Pierre LIENARD
	<input type="checkbox"/> André FREHAUT	<input type="checkbox"/> Marie-Renée NICODEME
	<input type="checkbox"/> Didier LEBLOND	<input type="checkbox"/> René POURRE
	<input checked="" type="checkbox"/> Marie-Sophie LESNE	<input checked="" type="checkbox"/> Sabine SACLEUX
	<input checked="" type="checkbox"/> Paul RAOULT	<input checked="" type="checkbox"/> Jean-Marie SIMON
CC Sud Avesnois (5)	<input type="checkbox"/> Mickaël HIRAUX	<input type="checkbox"/> Jean François BAUDRY
	<input type="checkbox"/> François LOUVEGNIES	<input type="checkbox"/> Franck BERTEAUX
	<input checked="" type="checkbox"/> Bernard NAVARRE	<input type="checkbox"/> Dominique CESAR
	<input checked="" type="checkbox"/> Jean Luc PERAT	<input checked="" type="checkbox"/> Bernard CHAUDERLOT
	<input checked="" type="checkbox"/> Benoît WASCAT	<input type="checkbox"/> Martine ROUX

Membres ayant donné pouvoirs :

AMVS	Christian DEMUYNCK à Nicolas LEBLANC
AMVS	Didier WILLOT à Lucien SERPILLON
CCCA	Daniel JOPEK à Colette WATREMEZ
CCPM	Didier LEBLOND à Sabine SACLEUX
CCPM	André FREHAUT à Jean Marie SIMON
CCSA	Mickaël HIRAUX à Bernard CHAUDERLOT

Après présentation en séance du Conseil Syndical du 2 novembre 2015 du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) du SCoT Sambre-Avesnois, Monsieur le Président a invité chaque membre à débattre sur le PADD.

Le compte rendu du conseil syndical synthétise des débats.

Le Conseil Syndical, après en avoir délibéré à l'unanimité,

- Reconnaît avoir débattu sur les éléments du PADD et considérer le projet de PADD comme base à la suite de l'élaboration du SCoT.
- Autorise le Président à engager la concertation
- Confie au Président la suite des travaux du SCoT visant à élaborer le Document d'Orientations et d'Objectifs (DOO)

Ainsi fait et délibéré en séance au jour, mois et an que dessus. Suivent les signatures.

DÉLIBÉRATION RENDUE EXÉCUTOIRE

Transmis à la Sous-Préfecture le... **23 NOV. 2015**

Publiée ou notifiée le... **23 NOV. 2015**

DOCUMENT CERTIFIÉ CONFORME

Pour extrait conforme,
Le Président,


Alain POYART

Le Président,


Alain POYART

**SYNDICAT MIXTE
du SCOT
SAMBRE AVESNOIS
Mairie d'Avesnes-sur-Helpe**

DEPARTEMENT DU NORD**SYNDICAT MIXTE du SCOT SAMBRE AVESNOIS****EXTRAIT du REGISTRE des DELIBERATIONS
du COMITE SYNDICAL**

SEANCE du Mercredi 3 Février 2016

L'an deux mille seize, le trois février, le Comité Syndical s'est réuni sous la présidence de **Monsieur Alain POYART** après convocation légale de ses membres le vingt sept janvier.

- Nombre de délégués en exercice le jour de la séance : 39
- Nombre de présents : 23
- Nombre de votants : 24

DELIBERATION N° 16-02 – REFERENCE : JR/CM

OBJET : Modalités d'information, de communication et de concertation

Réunion du 03/02/2016

EPCI	TITULAIRES	SUPPLÉANTS
Agglo Maubeuge Val de Sambre (21)	<input type="checkbox"/> Bernard BAUDOUX	<input type="checkbox"/> Marc DANNEELS
	<input type="checkbox"/> Arnaud BEAUQUEL	<input type="checkbox"/> Michel DETRAIT
	<input type="checkbox"/> Maurice BOISART	<input type="checkbox"/> Philippe DRONSART
	<input checked="" type="checkbox"/> Alain BOUILLIEZ	<input checked="" type="checkbox"/> Claude DUPONT
	<input checked="" type="checkbox"/> Philippe BRASSELET	<input type="checkbox"/> Michèle GRAS
	<input type="checkbox"/> Arnaud DECAGNY	<input type="checkbox"/> Gérard HUART
	<input type="checkbox"/> Christian DEMUYNCK	<input type="checkbox"/> Fatiha KACIMI
	<input type="checkbox"/> Michel DUVEAUX	<input type="checkbox"/> Jacques LAMQUET
	<input type="checkbox"/> Michel HANNECART	<input checked="" type="checkbox"/> Nicolas LEBLANC
	<input checked="" type="checkbox"/> Patrick LEDUC	<input type="checkbox"/> Michel LEFEBVRE
	<input checked="" type="checkbox"/> Chantal LEPINOY	<input type="checkbox"/> Daniel LEFERME
	<input type="checkbox"/> Annick MATTIGHELLO	<input type="checkbox"/> Alain LIENARD
	<input type="checkbox"/> Nathalie MONTFORT	<input type="checkbox"/> Jean Claude MARET
	<input type="checkbox"/> Pascal ORI	<input type="checkbox"/> Jean MEURANT
	<input checked="" type="checkbox"/> Thérèse PECHER	<input type="checkbox"/> Loïc PIETTON
	<input checked="" type="checkbox"/> Fabrice PIETTE	<input type="checkbox"/> Françoise PIRET
	<input checked="" type="checkbox"/> Jean Paul RAOUT	<input type="checkbox"/> Lucien SERPILLON
	<input checked="" type="checkbox"/> Ghislain ROSIER	<input type="checkbox"/> Jacques THURETTE
	<input type="checkbox"/> Benjamin SAINT-HUILE	<input type="checkbox"/> Sonia VAILLANT
	<input type="checkbox"/> Sylvie TOURNAY	<input type="checkbox"/> Patrick VILTART
	<input type="checkbox"/> Didier WILLOT	<input type="checkbox"/> David ZELANI
CC Cœur de l'Avesnois (5)	<input checked="" type="checkbox"/> Christine BASQUIN	<input type="checkbox"/> Alain DELTOUR
	<input checked="" type="checkbox"/> Bernard CABARET	<input type="checkbox"/> Mauricette FREHAUT
	<input type="checkbox"/> Damien DUCANCHEZ	<input type="checkbox"/> Alain GILLET
	<input checked="" type="checkbox"/> Daniel JOPEK	<input type="checkbox"/> Joël RATTE
	<input checked="" type="checkbox"/> Alain POYART	<input checked="" type="checkbox"/> Colette WATREMEZ
CC du Pays de Mormal (8)	<input type="checkbox"/> Guislain CAMBIER	<input checked="" type="checkbox"/> Jean-Claude BONNIN
	<input type="checkbox"/> Charles DEGARDIN	<input type="checkbox"/> Fabienne CONSILLE
	<input checked="" type="checkbox"/> Raymonde DRAMEZ	<input type="checkbox"/> Benoît GUIOST
	<input type="checkbox"/> Alain FREHAUT	<input type="checkbox"/> Jean-Pierre LIENARD
	<input type="checkbox"/> André FREHAUT	<input checked="" type="checkbox"/> Marie-Renée NICODEME
	<input type="checkbox"/> Didier LEBLOND	<input type="checkbox"/> René POURRE
	<input type="checkbox"/> Marie-Sophie LESNE	<input type="checkbox"/> Sabine SACLEUX
	<input checked="" type="checkbox"/> Paul RAOULT	<input checked="" type="checkbox"/> Jean-Marie SIMON
CC Sud Avesnois (5)	<input type="checkbox"/> Mickaël HIRAUX	<input type="checkbox"/> Jean François BAUDRY
	<input type="checkbox"/> François LOUVEGNIES	<input type="checkbox"/> Franck BERTEAUX
	<input checked="" type="checkbox"/> Bernard NAVARRE	<input type="checkbox"/> Dominique CESAR
	<input checked="" type="checkbox"/> Jean Luc PERAT	<input type="checkbox"/> Bernard CHAUDERLOT
	<input type="checkbox"/> Benoît WASCAT	<input checked="" type="checkbox"/> Martine ROUX

Membres ayant donné pouvoirs :

AMVS	Christian DEMUYNCK à Alain BOUILLIEZ
AMVS	Didier WILLOT à Thérèse PECHER
AMVS	Nathalie MONTFORT à Claude DUPONT
AMVS	Arnaud DECAGNY à Nicolas LEBLANC
CCCA	Damien DUCANCHEZ à Colette WATREMEZ
CCPM	Guislain CAMBIER à Jean Claude BONNIN
CCPM	André FREHAUT à Jean Marie SIMON
CCSA	Benoît WASCAT à Martine ROUX

Monsieur le Président expose que les articles L103-2 à L103-6 du Code de l'urbanisme prévoient que « l'élaboration du SCoT doit faire l'objet d'une concertation associant, pendant toute la durée de l'élaboration du projet, les habitants, les associations locales et les autres personnes concernées.

Les objectifs poursuivis et les modalités de la concertation sont précisés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement public.

Les modalités de la concertation permettent, pendant une durée suffisante et selon les moyens adaptés au regard de l'importance et des caractéristiques du projet, au public d'accéder aux informations relatives. »

Les modalités de concertation ont été définies par délibération du Conseil Syndical du SCoT du 3 mars 2008. Ces modalités étaient les suivantes :

- Des réunions publiques à l'échelle des cantons,
- La parution d'articles de presse écrite, communication radio et/ou télévisuelle,
- Une exposition itinérante accompagnée d'un registre de remarques,
- La création d'un site internet.

Une délibération prise par le Conseil Syndical le 11 octobre 2012 a eu pour objet de modifier les modalités de concertation notamment la tenue des réunions publiques, non plus à l'échelle des cantons mais celle des EPCI.

L'ensemble de cette concertation a été menée et le bilan joint à l'enquête publique.

Au regard des évolutions récentes du document, et notamment le PADD débattu en Conseil Syndical du 2 novembre 2015, il est proposé de prendre une nouvelle délibération ayant pour objet les compléments à apporter aux modalités, de concertation définies par les deux premières délibérations citées précédemment.

Ces nouvelles modalités sont les suivantes :

- **Actualisation du site internet**
- **Communication via les sites internet des EPCI**
- **Une réunion publique par EPCI**
- **L'insertion d'un article dans les journaux des EPCI**

Après examen et à l'unanimité, le Comité Syndical donne son accord à l'unanimité.

Ainsi fait et délibéré en séance au jour, mois et an que dessus. Suivent les signatures.

DÉLIBÉRATION RENDUE EXÉCUTOIRE

Transmis à la Sous-Préfecture le... **10 FEV. 2016**

Publiée ou notifiée le... **10 FEV. 2016**

DOCUMENT CERTIFIÉ CONFORME

Pour extrait conforme,
Le Président,

Le Président,

Alain POYART

Alain POYART

SYNDICAT MIXTE
du SCOT
SAMBRE AVESNOIS
Mairie d'Avesnes-sur-Helpe

2014-001 w)

DEPARTEMENT DU NORD

SOUS PREFECTURE
D'AVESNES

16 JUIN 2014

SYNDICAT MIXTE du SCOT SAMBRE AVESNOIS

EXTRAIT du REGISTRE des DELIBERATIONS du COMITE SYNDICAL

SEANCE du Vendredi 6 Juin 2014

L'an deux mille quatorze, le six juin, le Comité Syndical s'est réuni sous la présidence de Monsieur Rémi PAUVROS après convocation légale de ses membres le vingt sept mai.

- Nombre de délégués en exercice le jour de la séance : 39
- Nombre de présents : 34
- Nombre de votants : 35

DELIBERATION N° 14-01 – REFERENCE : MD/CM

OBJET : Election du Président du syndicat mixte du SCOT Sambre Avesnois

Réunion du 06/06/2014

EPCI	TITULAIRES	SUPPLÉANTS
Agglo Maubeuge Val de Sambre (21)	<input checked="" type="checkbox"/> Bernard BAUDOUX	<input type="checkbox"/> Marie-Béatrice CAIL
	<input checked="" type="checkbox"/> Arnaud BEAUQUEL	<input type="checkbox"/> Marc DANNEELS
	<input checked="" type="checkbox"/> Maurice BOISART	<input type="checkbox"/> Marie Christine DOCTOBRE
	<input checked="" type="checkbox"/> Alain BOUILLIEZ	<input type="checkbox"/> Philippe DRONSART
	<input checked="" type="checkbox"/> Philippe BRASSELET	<input type="checkbox"/> Claude DUPONT
	<input checked="" type="checkbox"/> Arnaud DECAGNY	<input type="checkbox"/> Michèle GRAS
	<input type="checkbox"/> Christian DEMUYNCK	<input type="checkbox"/> Gérard HUART
	<input checked="" type="checkbox"/> Michel HANNECART	<input type="checkbox"/> Fatiha KACIMI
	<input type="checkbox"/> Patrick LEDUC	<input type="checkbox"/> Jacques LAMQUET
	<input type="checkbox"/> Chantal LEPINOY	<input checked="" type="checkbox"/> Nicolas LEBLANC
	<input type="checkbox"/> Annick MATTIGHELLO	<input type="checkbox"/> Michel LEFEBVRE
	<input checked="" type="checkbox"/> Nathalie MONTFORT	<input type="checkbox"/> Daniel LEFERME
	<input checked="" type="checkbox"/> Pascal ORI	<input type="checkbox"/> Jean Claude MARET
	<input checked="" type="checkbox"/> Thérèse PECHER	<input checked="" type="checkbox"/> Jean MEURANT
	<input checked="" type="checkbox"/> Fabrice PIETTE	<input type="checkbox"/> Loïc PIETTON
	<input checked="" type="checkbox"/> Jean Paul RAOUT	<input type="checkbox"/> Françoise PIRET
	<input type="checkbox"/> Pierre ROCHE	<input type="checkbox"/> Lucien SERPILLON
	<input checked="" type="checkbox"/> Ghislain ROSIER	<input type="checkbox"/> Jacques THURETTE
	<input checked="" type="checkbox"/> Benjamin SAINT-HUILE	<input type="checkbox"/> Sonia VAILLANT
	<input checked="" type="checkbox"/> Sylvie TOURNAY	<input type="checkbox"/> Patrick VILTART
	<input checked="" type="checkbox"/> Didier WILLOT	<input type="checkbox"/> David ZELANI
CC Cœur de l'Avesnois (5)	<input checked="" type="checkbox"/> Christine BASQUIN	<input type="checkbox"/> Alain DELTOUR
	<input checked="" type="checkbox"/> Bernard CABARET	<input type="checkbox"/> Mauricette FREHAUT
	<input checked="" type="checkbox"/> Damien DUCANCHEZ	<input type="checkbox"/> Alain GILLET
	<input checked="" type="checkbox"/> Daniel JOPEK	<input type="checkbox"/> Joël RATTE
	<input checked="" type="checkbox"/> Alain POYART	<input type="checkbox"/> Colette WATREMEZ
CC du Pays de Mormal (8)	<input checked="" type="checkbox"/> Guislain CAMBIER	<input type="checkbox"/> Jean-Claude BONNIN
	<input checked="" type="checkbox"/> Charles DEGARDIN	<input type="checkbox"/> Fabienne CONSILLE
	<input checked="" type="checkbox"/> Raymonde DRAMEZ	<input type="checkbox"/> Benoît GUIOST
	<input checked="" type="checkbox"/> Alain FREHAUT	<input type="checkbox"/> Jean-Pierre LIENARD
	<input type="checkbox"/> André FREHAUT	<input type="checkbox"/> Marie-Renée NICODEME
	<input checked="" type="checkbox"/> Didier LEBLOND	<input type="checkbox"/> René POURRE
	<input checked="" type="checkbox"/> Marie-Sophie LESNE	<input type="checkbox"/> Sabine SACLEUX
	<input checked="" type="checkbox"/> Paul RAOULT	<input type="checkbox"/> Jean-Marie SIMON
CC Sud Avesnois (5)	<input checked="" type="checkbox"/> Mickaël HIRAUX	<input type="checkbox"/> Jean François BAUDRY
	<input type="checkbox"/> François LOUVEGNIES	<input type="checkbox"/> Franck BERTEAUX
	<input checked="" type="checkbox"/> Bernard NAVARRE	<input type="checkbox"/> Dominique CESAR
	<input checked="" type="checkbox"/> Jean Luc PERAT	<input type="checkbox"/> Bernard CHAUDERLOT
	<input checked="" type="checkbox"/> Benoît WASCAT	<input type="checkbox"/> Martine ROUX

Membres ayants donné pouvoirs :

AMVS Christian DEMUYNCK à Nicolas LEBLANC
AMVS Chantal LEPINOY à Jean MEURANT

CCPM André FREHAUT à Guislain CAMBIER

Le Comité Syndical,

Vu l'exposé du rapporteur ;
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;
Vu les statuts du Syndicat Mixte ;
Vu l'arrêté préfectoral du 27 mars 2007 portant création du Syndicat Mixte ;

Considérant l'unique candidature de Monsieur Alain POYART, délégué pour la Communauté de Communes du Cœur de l'Avesnois, au poste de président du SM SCOT SA,
Après un vote des membres présents à bulletin secret,

DESIGNE par 29 voix pour et 6 bulletins blancs, Monsieur Alain POYART en qualité de président du SM SCOT SA.

AUTORISE le Président à signer tous actes afférents à la présente décision ;

Et ont signé les membres présents

DÉLIBÉRATION RENDUE EXÉCUTOIRE

Transmis à la Sous-Préfecture le... 16 JUIN 2014

Publiée ou Notifiée le... 16 JUIN 2014

DOCUMENT CERTIFIÉ CONFORME

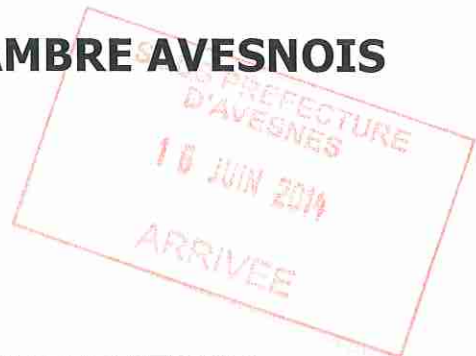
Pour extrait conforme,
Le Président,

Alain POYART

Le Président,

Alain POYART

SYNDICAT MIXTE
du SCOT
SAMBRE AVESNOIS
Mairie d'Avesnes-sur-Helpe

DEPARTEMENT DU NORD**SYNDICAT MIXTE du SCOT SAMBRE AVESNOIS****EXTRAIT du REGISTRE des DELIBERATIONS
du COMITE SYNDICAL****SEANCE du Vendredi 6 Juin 2014**

L'an deux mille quatorze, le six juin, le Comité Syndical s'est réuni sous la présidence de Monsieur Rémi PAUVROS après convocation légale de ses membres le vingt sept mai.

- Nombre de délégués en exercice le jour de la séance : 39
- Nombre de présents : 34
- Nombre de votants : 35

DELIBERATION N° 14-02 – REFERENCE : MD/CM**OBJET : Fixation du nombre de vice-présidents**

Réunion du 06/06/2014

EPCI	TITULAIRES	SUPPLÉANTS
Agglo Maubeuge Val de Sambre (21)	<input checked="" type="checkbox"/> Bernard BAUDOUX	<input type="checkbox"/> Marie-Béatrice CAIL
	<input checked="" type="checkbox"/> Arnaud BEAUQUEL	<input type="checkbox"/> Marc DANNEELS
	<input checked="" type="checkbox"/> Maurice BOISART	<input type="checkbox"/> Marie Christine DOCTOBRE
	<input checked="" type="checkbox"/> Alain BOUILLIEZ	<input type="checkbox"/> Philippe DRONSART
	<input checked="" type="checkbox"/> Philippe BRASSELET	<input type="checkbox"/> Claude DUPONT
	<input checked="" type="checkbox"/> Arnaud DECAGNY	<input type="checkbox"/> Michèle GRAS
	<input type="checkbox"/> Christian DEMUYNCK	<input type="checkbox"/> Gérard HUART
	<input checked="" type="checkbox"/> Michel HANNECART	<input type="checkbox"/> Fatiha KACIMI
	<input type="checkbox"/> Patrick LEDUC	<input type="checkbox"/> Jacques LAMQUET
	<input type="checkbox"/> Chantal LEPINOY	<input checked="" type="checkbox"/> Nicolas LEBLANC
	<input type="checkbox"/> Annick MATTIGHELLO	<input type="checkbox"/> Michel LEFEBVRE
	<input checked="" type="checkbox"/> Nathalie MONTFORT	<input type="checkbox"/> Daniel LEFERME
	<input checked="" type="checkbox"/> Pascal ORI	<input type="checkbox"/> Jean Claude MARET
	<input checked="" type="checkbox"/> Thérèse PECHER	<input checked="" type="checkbox"/> Jean MEURANT
	<input checked="" type="checkbox"/> Fabrice PIETTE	<input type="checkbox"/> Loïc PIETTON
	<input checked="" type="checkbox"/> Jean Paul RAOUT	<input type="checkbox"/> Françoise PIRET
	<input type="checkbox"/> Pierre ROCHE	<input type="checkbox"/> Lucien SERPILLON
	<input checked="" type="checkbox"/> Ghislain ROSIER	<input type="checkbox"/> Jacques THURETTE
	<input checked="" type="checkbox"/> Benjamin SAINT-HUILE	<input type="checkbox"/> Sonia VAILLANT
	<input checked="" type="checkbox"/> Sylvie TOURNAY	<input type="checkbox"/> Patrick VILTART
	<input checked="" type="checkbox"/> Didier WILLOT	<input type="checkbox"/> David ZELANI
CC Cœur de l'Avesnois (5)	<input checked="" type="checkbox"/> Christine BASQUIN	<input type="checkbox"/> Alain DELTOUR
	<input checked="" type="checkbox"/> Bernard CABARET	<input type="checkbox"/> Mauricette FREHAUT
	<input checked="" type="checkbox"/> Damien DUCANCHEZ	<input type="checkbox"/> Alain GILLET
	<input checked="" type="checkbox"/> Daniel JOPEK	<input type="checkbox"/> Joël RATTE
	<input checked="" type="checkbox"/> Alain POYART	<input type="checkbox"/> Colette WATREMEZ
CC du Pays de Mormal (8)	<input checked="" type="checkbox"/> Guislain CAMBIER	<input type="checkbox"/> Jean-Claude BONNIN
	<input checked="" type="checkbox"/> Charles DEGARDIN	<input type="checkbox"/> Fabienne CONSILLE
	<input checked="" type="checkbox"/> Raymonde DRAMEZ	<input type="checkbox"/> Benoît GUIOST
	<input checked="" type="checkbox"/> Alain FREHAUT	<input type="checkbox"/> Jean-Pierre LIENARD
	<input type="checkbox"/> André FREHAUT	<input type="checkbox"/> Marie-Renée NICODEME
	<input checked="" type="checkbox"/> Didier LEBLOND	<input type="checkbox"/> René POURRE
	<input checked="" type="checkbox"/> Marie-Sophie LESNE	<input type="checkbox"/> Sabine SACLEUX
	<input checked="" type="checkbox"/> Paul RAOULT	<input type="checkbox"/> Jean-Marie SIMON
CC Sud Avesnois (5)	<input checked="" type="checkbox"/> Mickaël HIRAUX	<input type="checkbox"/> Jean François BAUDRY
	<input type="checkbox"/> François LOUVEGNIES	<input type="checkbox"/> Franck BERTEAUX
	<input checked="" type="checkbox"/> Bernard NAVARRE	<input type="checkbox"/> Dominique CESAR
	<input checked="" type="checkbox"/> Jean Luc PERAT	<input type="checkbox"/> Bernard CHAUDERLOT
	<input checked="" type="checkbox"/> Benoît WASCAT	<input type="checkbox"/> Martine ROUX

Membres ayants donné pouvoirs :

AMVS Christian DEMUYNCK à Nicolas LEBLANC
AMVS Chantal LEPINOY à Jean MEURANT

CCPM André FREHAUT à Guislain CAMBIER

Sur la proposition de son Président et à l'unanimité, le Comité Syndical décide de fixer à 3 (trois) le nombre de vice-présidents :

- un parmi les délégués de la Communauté d'Agglomération de Maubeuge Val de Sambre
- un parmi les délégués de la Communauté de Communes du Pays de Mormal
- un parmi les délégués de la Communauté de Communes Sud Avesnois

Ainsi fait et délibéré en séance au jour, mois et an que dessus. Suivent les signatures.

DÉLIBÉRATION RENDUE EXÉCUTOIRE

Transmis à la Sous-Préfecture le..... 16 JUIN 2014

Publiée ou Notifiée le..... 16 JUIN 2014

DOCUMENT CERTIFIÉ CONFORME

Pour extrait conforme,
Le Président,

Alain POYART

Le Président,

Alain POYART

SYNDICAT MIXTE
du SCOT
SAMBRE AVESNOIS
Mairie d'Avesnes-sur-Helpe

DEPARTEMENT DU NORD**SYNDICAT MIXTE du SCOT SAMBRE AVESNOIS****EXTRAIT du REGISTRE des DELIBERATIONS
du COMITE SYNDICAL**

SEANCE du Vendredi 6 Juin 2014

L'an deux mille quatorze, le six juin, le Comité Syndical s'est réuni sous la présidence de Monsieur Rémi PAUVROS après convocation légale de ses membres le vingt sept mai.

- Nombre de délégués en exercice le jour de la séance : 39
- Nombre de présents : 34
- Nombre de votants : 35

DELIBERATION N° 14-03 – REFERENCE : MD/CM

OBJET : Election du 1^{er} Vice Président

Réunion du 06/06/2014

EPCI	TITULAIRES	SUPPLÉANTS
Agglo Maubeuge Val de Sambre (21)	<input checked="" type="checkbox"/> Bernard BAUDOUX	<input type="checkbox"/> Marie-Béatrice CAIL
	<input checked="" type="checkbox"/> Arnaud BEAUQUEL	<input type="checkbox"/> Marc DANNEELS
	<input checked="" type="checkbox"/> Maurice BOISART	<input type="checkbox"/> Marie Christine DOCTOBRE
	<input checked="" type="checkbox"/> Alain BOUILLIEZ	<input type="checkbox"/> Philippe DRONSART
	<input checked="" type="checkbox"/> Philippe BRASSELET	<input type="checkbox"/> Claude DUPONT
	<input checked="" type="checkbox"/> Arnaud DECAGNY	<input type="checkbox"/> Michèle GRAS
	<input type="checkbox"/> Christian DEMUYNCK	<input type="checkbox"/> Gérard HUART
	<input checked="" type="checkbox"/> Michel HANNECART	<input type="checkbox"/> Fatiha KACIMI
	<input type="checkbox"/> Patrick LEDUC	<input type="checkbox"/> Jacques LAMQUET
	<input type="checkbox"/> Chantal LEPINOY	<input checked="" type="checkbox"/> Nicolas LEBLANC
	<input type="checkbox"/> Annick MATTIGHELLO	<input type="checkbox"/> Michel LEFEBVRE
	<input checked="" type="checkbox"/> Nathalie MONTFORT	<input type="checkbox"/> Daniel LEFERME
	<input checked="" type="checkbox"/> Pascal ORI	<input type="checkbox"/> Jean Claude MARET
	<input checked="" type="checkbox"/> Thérèse PECHER	<input checked="" type="checkbox"/> Jean MEURANT
	<input checked="" type="checkbox"/> Fabrice PIETTE	<input type="checkbox"/> Loïc PIETTON
	<input checked="" type="checkbox"/> Jean Paul RAOUT	<input type="checkbox"/> Françoise PIRET
	<input type="checkbox"/> Pierre ROCHE	<input type="checkbox"/> Lucien SERPILLON
	<input checked="" type="checkbox"/> Ghislain ROSIER	<input type="checkbox"/> Jacques THURETTE
	<input checked="" type="checkbox"/> Benjamin SAINT-HUILE	<input type="checkbox"/> Sonia VAILLANT
	<input checked="" type="checkbox"/> Sylvie TOURNAY	<input type="checkbox"/> Patrick VILTART
	<input checked="" type="checkbox"/> Didier WILLOT	<input type="checkbox"/> David ZELANI
CC Cœur de l'Avesnois (5)	<input checked="" type="checkbox"/> Christine BASQUIN	<input type="checkbox"/> Alain DELTOUR
	<input checked="" type="checkbox"/> Bernard CABARET	<input type="checkbox"/> Mauricette FREHAUT
	<input checked="" type="checkbox"/> Damien DUCANCHEZ	<input type="checkbox"/> Alain GILLET
	<input checked="" type="checkbox"/> Daniel JOPEK	<input type="checkbox"/> Joël RATTE
	<input checked="" type="checkbox"/> Alain POYART	<input type="checkbox"/> Colette WATREMEZ
CC du Pays de Mormal (8)	<input checked="" type="checkbox"/> Guislain CAMBIER	<input type="checkbox"/> Jean-Claude BONNIN
	<input checked="" type="checkbox"/> Charles DEGARDIN	<input type="checkbox"/> Fabienne CONSILLE
	<input checked="" type="checkbox"/> Raymonde Dramez	<input type="checkbox"/> Benoît GUIOST
	<input checked="" type="checkbox"/> Alain FREHAUT	<input type="checkbox"/> Jean-Pierre LIENARD
	<input type="checkbox"/> André FREHAUT	<input type="checkbox"/> Marie-Renée NICODEME
	<input checked="" type="checkbox"/> Didier LEBLOND	<input type="checkbox"/> René POURRE
	<input checked="" type="checkbox"/> Marie-Sophie LESNE	<input type="checkbox"/> Sabine SACLEUX
	<input checked="" type="checkbox"/> Paul RAOULT	<input type="checkbox"/> Jean-Marie SIMON
CC Sud Avesnois (5)	<input checked="" type="checkbox"/> Mickaël HIRAUX	<input type="checkbox"/> Jean François BAUDRY
	<input type="checkbox"/> François LOUVEGNIES	<input type="checkbox"/> Franck BERTEAUX
	<input checked="" type="checkbox"/> Bernard NAVARRE	<input type="checkbox"/> Dominique CESAR
	<input checked="" type="checkbox"/> Jean Luc PERAT	<input type="checkbox"/> Bernard CHAUDERLOT
	<input checked="" type="checkbox"/> Benoît WASCAT	<input type="checkbox"/> Martine ROUX

Membres ayants donné pouvoirs :

AMVS Christian DEMUYNCK à Nicolas LEBLANC
AMVS Chantal LEPINOY à Jean MEURANT

CCPM André FREHAUT à Guislain CAMBIER

Le Comité Syndical,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu les statuts du Syndicat Mixte ;

Vu l'arrêté préfectoral du 27 mars 2007 portant création du Syndicat Mixte du SCOT Sambre Avesnois ;

Vu la délibération du Comité Syndical du 6 Juin 2014 fixant à **trois** le nombre de vice-présidents ;

Considérant la candidature de Monsieur Benjamin SAINT-HUILE, délégué de la Communauté d'Agglomération de Maubeuge Val de Sambre, au poste de 1^{er} vice-président du SM SCOT SA,

DESIGNE à l'unanimité (35 voix) **Monsieur Benjamin SAINT-HUILE** en qualité de 1^{er} vice-président du SM SCOT SA.

AUTORISE le Président à signer tous actes afférents à la présente décision.

Ainsi fait et délibéré en séance au jour, mois et an que dessus. Suivent les signatures.

DÉLIBÉRATION RENDUE EXÉCUTOIRE

Transmis à la Sous-Préfecture le... **16 JUIN 2014**

Publiée ou Notifiée le... **16 JUIN 2014**

DOCUMENT CERTIFIÉ CONFORME

Pour extrait conforme,

Le Président,

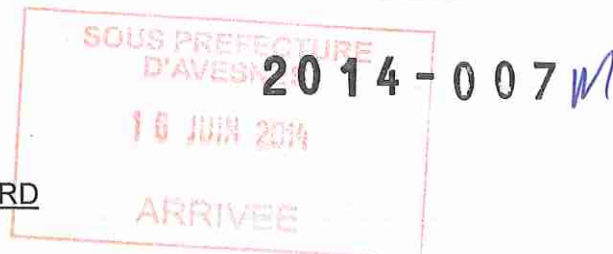
Alain POYART

Le Président,

Alain POYART

SYNDICAT MIXTE
du SCOT
SAMBRE AVESNOIS
Mairie d'Avesnes-sur-Helpe

DEPARTEMENT DU NORD



SYNDICAT MIXTE du SCOT SAMBRE AVESNOIS

EXTRAIT du REGISTRE des DELIBERATIONS du COMITE SYNDICAL

SEANCE du Vendredi 6 Juin 2014

L'an deux mille quatorze, le six juin, le Comité Syndical s'est réuni sous la présidence de Monsieur Rémi PAUVROS après convocation légale de ses membres le vingt sept mai.

- Nombre de délégués en exercice le jour de la séance : 39
- Nombre de présents : 34
- Nombre de votants : 35

DELIBERATION N° 14-04 – REFERENCE : MD/CM

OBJET : Election du 2^{ème} Vice Président

Réunion du 06/06/2014

EPCI	TITULAIRES	SUPPLÉANTS
Agglo Maubeuge Val de Sambre (21)	<input checked="" type="checkbox"/> Bernard BAUDOUX	<input type="checkbox"/> Marie-Béatrice CAIL
	<input checked="" type="checkbox"/> Arnaud BEAUQUEL	<input type="checkbox"/> Marc DANNEELS
	<input checked="" type="checkbox"/> Maurice BOISART	<input type="checkbox"/> Marie Christine DOCTOBRE
	<input checked="" type="checkbox"/> Alain BOUILLIEZ	<input type="checkbox"/> Philippe DRONSART
	<input checked="" type="checkbox"/> Philippe BRASSELET	<input type="checkbox"/> Claude DUPONT
	<input checked="" type="checkbox"/> Arnaud DECAGNY	<input type="checkbox"/> Michèle GRAS
	<input type="checkbox"/> Christian DEMUYNCK	<input type="checkbox"/> Gérard HUART
	<input checked="" type="checkbox"/> Michel HANNECART	<input type="checkbox"/> Fatiha KACIMI
	<input type="checkbox"/> Patrick LEDUC	<input type="checkbox"/> Jacques LAMQUET
	<input type="checkbox"/> Chantal LEPINOY	<input checked="" type="checkbox"/> Nicolas LEBLANC
	<input type="checkbox"/> Annick MATTIGHELLO	<input type="checkbox"/> Michel LEFEBVRE
	<input checked="" type="checkbox"/> Nathalie MONTFORT	<input type="checkbox"/> Daniel LEFERME
	<input checked="" type="checkbox"/> Pascal ORI	<input type="checkbox"/> Jean Claude MARET
	<input checked="" type="checkbox"/> Thérèse PECHER	<input checked="" type="checkbox"/> Jean MEURANT
	<input checked="" type="checkbox"/> Fabrice PIETTE	<input type="checkbox"/> Loïc PIETTON
	<input checked="" type="checkbox"/> Jean Paul RAOULT	<input type="checkbox"/> Françoise PIRET
	<input type="checkbox"/> Pierre ROCHE	<input type="checkbox"/> Lucien SERPILLON
	<input checked="" type="checkbox"/> Ghislain ROSIER	<input type="checkbox"/> Jacques THURETTE
	<input checked="" type="checkbox"/> Benjamin SAINT-HUILE	<input type="checkbox"/> Sonia VAILLANT
	<input checked="" type="checkbox"/> Sylvie TOURNAY	<input type="checkbox"/> Patrick VILTART
	<input checked="" type="checkbox"/> Didier WILLOT	<input type="checkbox"/> David ZELANI
CC Cœur de l'Avesnois (5)	<input checked="" type="checkbox"/> Christine BASQUIN	<input type="checkbox"/> Alain DELTOUR
	<input checked="" type="checkbox"/> Bernard CABARET	<input type="checkbox"/> Mauricette FREHAUT
	<input checked="" type="checkbox"/> Damien DUCANCHEZ	<input type="checkbox"/> Alain GILLET
	<input checked="" type="checkbox"/> Daniel JOPEK	<input type="checkbox"/> Joël RATTE
	<input checked="" type="checkbox"/> Alain POYART	<input type="checkbox"/> Colette WATREMEZ
CC du Pays de Mormal (8)	<input checked="" type="checkbox"/> Guislain CAMBIER	<input type="checkbox"/> Jean-Claude BONNIN
	<input checked="" type="checkbox"/> Charles DEGARDIN	<input type="checkbox"/> Fabienne CONSILLE
	<input checked="" type="checkbox"/> Raymonde DRAMEZ	<input type="checkbox"/> Benoît GUIOST
	<input checked="" type="checkbox"/> Alain FREHAUT	<input type="checkbox"/> Jean-Pierre LIENARD
	<input type="checkbox"/> André FREHAUT	<input type="checkbox"/> Marie-Renée NICODEME
	<input checked="" type="checkbox"/> Didier LEBLOND	<input type="checkbox"/> René POURRE
	<input checked="" type="checkbox"/> Marie-Sophie LESNE	<input type="checkbox"/> Sabine SACLEUX
	<input checked="" type="checkbox"/> Paul RAOULT	<input type="checkbox"/> Jean-Marie SIMON
CC Sud Avesnois (5)	<input checked="" type="checkbox"/> Mickaël HIRAUX	<input type="checkbox"/> Jean François BAUDRY
	<input type="checkbox"/> François LOUVEGNIES	<input type="checkbox"/> Franck BERTEAUX
	<input checked="" type="checkbox"/> Bernard NAVARRE	<input type="checkbox"/> Dominique CESAR
	<input checked="" type="checkbox"/> Jean Luc PERAT	<input type="checkbox"/> Bernard CHAUDERLOT
	<input checked="" type="checkbox"/> Benoît WASCAT	<input type="checkbox"/> Martine ROUX

Membres ayant donné pouvoirs :

AMVS Christian DEMUYNCK à Nicolas LEBLANC
AMVS Chantal LEPINOY à Jean MEURANT
CCPM André FREHAUT à Guislain CAMBIER

Le Comité Syndical,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu les statuts du Syndicat Mixte ;

Vu l'arrêté préfectoral du 27 mars 2007 portant création du Syndicat Mixte du SCOT Sambre Avesnois ;

Vu la délibération du Comité Syndical du 6 Juin 2014 fixant à **trois** le nombre de vice-présidents ;

Considérant la candidature de Monsieur Alain FREHAUT, délégué de la Communauté de Communes du Pays de Mormal, au poste de 2^{ème} vice-président du SM SCOT SA,

DESIGNE à l'unanimité (35 voix) **Monsieur Alain FREHAUT** en qualité de 2^{ème} vice-président du **SM SCOT SA**.

AUTORISE le Président à signer tous actes afférents à la présente décision.

Ainsi fait et délibéré en séance au jour, mois et an que dessus. Suivent les signatures.

DÉLIBÉRATION RENDUE EXÉCUTOIRE

Transmis à la Sous-Préfecture le... **16 JUIN 2014**

Publiée ou Notifiée le... **16 JUIN 2014**

DOCUMENT CERTIFIÉ CONFORME

Pour extrait conforme,
Le Président,

Le Président,

Alain POYART

SYNDICAT MIXTE
du SCOT
SAMBRE AVESNOIS
Mairie d'Avesnes-sur-Helpe

Alain POYART

DEPARTEMENT DU NORD**SYNDICAT MIXTE du SCOT SAMBRE AVESNOIS****EXTRAIT du REGISTRE des DELIBERATIONS
du COMITE SYNDICAL****SEANCE du Vendredi 6 Juin 2014**

L'an deux mille quatorze, le six juin, le Comité Syndical s'est réuni sous la présidence de Monsieur Rémi PAUVROS après convocation légale de ses membres le vingt sept mai.

- Nombre de délégués en exercice le jour de la séance : 39
- Nombre de présents : 34
- Nombre de votants : 35

DELIBERATION N° 14-05 – REFERENCE : MD/CM

OBJET : Election du 3^{ème} Vice Président

Réunion du 06/06/2014

EPCI	TITULAIRES	SUPPLÉANTS
Agglo Maubeuge Val de Sambre (21)	<input checked="" type="checkbox"/> Bernard BAUDOUX	<input type="checkbox"/> Marie-Béatrice CAIL
	<input checked="" type="checkbox"/> Arnaud BEAUQUEL	<input type="checkbox"/> Marc DANNEELS
	<input checked="" type="checkbox"/> Maurice BOISART	<input type="checkbox"/> Marie Christine DOCTOBRE
	<input checked="" type="checkbox"/> Alain BOUILLIEZ	<input type="checkbox"/> Philippe DRONSART
	<input checked="" type="checkbox"/> Philippe BRASSELET	<input type="checkbox"/> Claude DUPONT
	<input checked="" type="checkbox"/> Arnaud DECAGNY	<input type="checkbox"/> Michèle GRAS
	<input type="checkbox"/> Christian DEMUYNCK	<input type="checkbox"/> Gérard HUART
	<input checked="" type="checkbox"/> Michel HANNECART	<input type="checkbox"/> Fatiha KACIMI
	<input type="checkbox"/> Patrick LEDUC	<input type="checkbox"/> Jacques LAMQUET
	<input type="checkbox"/> Chantal LEPINOY	<input checked="" type="checkbox"/> Nicolas LEBLANC
	<input type="checkbox"/> Annick MATTIGHELLO	<input type="checkbox"/> Michel LEFEBVRE
	<input checked="" type="checkbox"/> Nathalie MONTFORT	<input type="checkbox"/> Daniel LEFERME
	<input checked="" type="checkbox"/> Pascal ORI	<input type="checkbox"/> Jean Claude MARET
	<input checked="" type="checkbox"/> Thérèse PECHER	<input checked="" type="checkbox"/> Jean MEURANT
	<input checked="" type="checkbox"/> Fabrice PIETTE	<input type="checkbox"/> Loïc PIETTON
	<input checked="" type="checkbox"/> Jean Paul RAOUT	<input type="checkbox"/> Françoise PIRET
	<input type="checkbox"/> Pierre ROCHE	<input type="checkbox"/> Lucien SERPILLON
	<input checked="" type="checkbox"/> Ghislain ROSIER	<input type="checkbox"/> Jacques THURETTE
	<input checked="" type="checkbox"/> Benjamin SAINT-HUILE	<input type="checkbox"/> Sonia VAILLANT
	<input checked="" type="checkbox"/> Sylvie TOURNAY	<input type="checkbox"/> Patrick VILTART
	<input checked="" type="checkbox"/> Didier WILLOT	<input type="checkbox"/> David ZELANI
CC Cœur de l'Avesnois (5)	<input checked="" type="checkbox"/> Christine BASQUIN	<input type="checkbox"/> Alain DELTOUR
	<input checked="" type="checkbox"/> Bernard CABARET	<input type="checkbox"/> Mauricette FREHAUT
	<input checked="" type="checkbox"/> Damien DUCANCHEZ	<input type="checkbox"/> Alain GILLET
	<input checked="" type="checkbox"/> Daniel JOPEK	<input type="checkbox"/> Joël RATTE
	<input checked="" type="checkbox"/> Alain POYART	<input type="checkbox"/> Colette WATREMEZ
CC du Pays de Mormal (8)	<input checked="" type="checkbox"/> Guislain CAMBIER	<input type="checkbox"/> Jean-Claude BONNIN
	<input checked="" type="checkbox"/> Charles DEGARDIN	<input type="checkbox"/> Fabienne CONSILLE
	<input checked="" type="checkbox"/> Raymonde DRAMEZ	<input type="checkbox"/> Benoît GUIOST
	<input checked="" type="checkbox"/> Alain FREHAUT	<input type="checkbox"/> Jean-Pierre LIENARD
	<input type="checkbox"/> André FREHAUT	<input type="checkbox"/> Marie-Renée NICODEME
	<input checked="" type="checkbox"/> Didier LEBLOND	<input type="checkbox"/> René POURRE
	<input checked="" type="checkbox"/> Marie-Sophie LESNE	<input type="checkbox"/> Sabine SACLEUX
	<input checked="" type="checkbox"/> Paul RAOULT	<input type="checkbox"/> Jean-Marie SIMON
CC Sud Avesnois (5)	<input checked="" type="checkbox"/> Mickaël HIRAUX	<input type="checkbox"/> Jean François BAUDRY
	<input type="checkbox"/> François LOUVEGNIES	<input type="checkbox"/> Franck BERTEAUX
	<input checked="" type="checkbox"/> Bernard NAVARRE	<input type="checkbox"/> Dominique CESAR
	<input checked="" type="checkbox"/> Jean Luc PERAT	<input type="checkbox"/> Bernard CHAUDERLOT
	<input checked="" type="checkbox"/> Benoît WASCAT	<input type="checkbox"/> Martine ROUX

Membres ayant donné pouvoirs :

AMVS Christian DEMUYNCK à Nicolas LEBLANC
AMVS Chantal LEPINOY à Jean MEURANT

CCPM André FREHAUT à Guislain CAMBIER

Le Comité Syndical,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu les statuts du Syndicat Mixte ;

Vu l'arrêté préfectoral du 27 mars 2007 portant création du Syndicat Mixte du SCOT Sambre Avesnois ;

Vu la délibération du Comité Syndical du 6 Juin 2014 fixant à **trois** le nombre de vice-présidents ;

Considérant la candidature de Monsieur Jean Luc PERAT, délégué de la Communauté de Communes Sud Avesnois, au poste de 3^{ème} vice-président du SM SCOT SA,

DESIGNE à l'unanimité (35 voix) **Monsieur Jean Luc PERAT** en qualité de 3^{ème} vice-président du **SM SCOT SA**.

AUTORISE le Président à signer tous actes afférents à la présente décision.

Ainsi fait et délibéré en séance au jour, mois et an que dessus. Suivent les signatures.

DÉLIBÉRATION RENDUE EXÉCUTOIRE

Transmis à la Sous-Préfecture le....**16 JUIN 2014**

Publiée ou Notifiée le....**16 JUIN 2014**.....

DOCUMENT CERTIFIÉ CONFORME

Pour extrait conforme,
Le Président,

Le Président,

Alain POYART

Alain POYART
SYNDICAT MIXTE
du SCOT
SAMBRE AVESNOIS
Mairie d'Avesnes-sur-Helpe

2014-011

DEPARTEMENT DU NORD

SYNDICAT MIXTE du SCOT SAMBRE AVESNOIS



EXTRAIT du REGISTRE des DELIBERATIONS du COMITE SYNDICAL

SEANCE du Vendredi 27 Juin 2014

L'an deux mille quatorze, le vingt sept juin, le Comité Syndical s'est réuni sous la présidence de Monsieur Alain POYART après convocation légale de ses membres le dix sept juin.

- Nombre de délégués en exercice le jour de la séance : 39
- Nombre de présents : 28
- Nombre de votants : 32

DELIBERATION N° 14-06 – REFERENCE : MD/CM

OBJET : Modification des statuts

Réunion du 27/06/2014

EPCI	TITULAIRES	SUPPLÉANTS
Agglo Maubeuge Val de Sambre (21)	<input checked="" type="checkbox"/> Bernard BAUDOUX	<input type="checkbox"/> Marie-Béatrice CAIL
	<input checked="" type="checkbox"/> Arnaud BEAUQUEL	<input type="checkbox"/> Marc DANNEELS
	<input checked="" type="checkbox"/> Maurice BOISART	<input type="checkbox"/> Marie Christine DOCTOBRE
	<input type="checkbox"/> Alain BOUILLIEZ	<input type="checkbox"/> Philippe DRONSART
	<input checked="" type="checkbox"/> Philippe BRASSELET	<input type="checkbox"/> Claude DUPONT
	<input type="checkbox"/> Arnaud DECAGNY	<input checked="" type="checkbox"/> Michèle GRAS
	<input type="checkbox"/> Christian DEMUYNCK	<input type="checkbox"/> Gérard HUART
	<input checked="" type="checkbox"/> Michel HANNECART	<input type="checkbox"/> Fatiha KACIMI
	<input checked="" type="checkbox"/> Patrick LEDUC	<input type="checkbox"/> Jacques LAMQUET
	<input type="checkbox"/> Chantal LEPINOY	<input type="checkbox"/> Nicolas LEBLANC
	<input type="checkbox"/> Annick MATTIGHELLO	<input type="checkbox"/> Michel LEFEBVRE
	<input type="checkbox"/> Nathalie MONTFORT	<input type="checkbox"/> Daniel LEFERME
	<input type="checkbox"/> Pascal ORI	<input type="checkbox"/> Jean Claude MARET
	<input checked="" type="checkbox"/> Thérèse PECHER	<input type="checkbox"/> Jean MEURANT
	<input checked="" type="checkbox"/> Fabrice PIETTE	<input type="checkbox"/> Loïc PIETTON
	<input checked="" type="checkbox"/> Jean Paul RAOUT	<input type="checkbox"/> Françoise PIRET
	<input type="checkbox"/> Pierre ROCHE	<input type="checkbox"/> Lucien SERPILLON
	<input checked="" type="checkbox"/> Ghislain ROSIER	<input type="checkbox"/> Jacques THURETTE
	<input type="checkbox"/> Benjamin SAINT-HUILE	<input type="checkbox"/> Sonia VAILLANT
	<input checked="" type="checkbox"/> Sylvie TOURNAY	<input type="checkbox"/> Patrick VILTART
	<input checked="" type="checkbox"/> Didier WILLOT	<input type="checkbox"/> David ZELANI
CC Cœur de l'Avesnois (5)	<input checked="" type="checkbox"/> Christine BASQUIN	<input type="checkbox"/> Alain DELTOUR
	<input checked="" type="checkbox"/> Bernard CABARET	<input type="checkbox"/> Mauricette FREHAUT
	<input type="checkbox"/> Damien DUCANCHEZ	<input type="checkbox"/> Alain GILLET
	<input checked="" type="checkbox"/> Daniel JOPEK	<input type="checkbox"/> Joël RATTE
	<input checked="" type="checkbox"/> Alain POYART	<input checked="" type="checkbox"/> Colette WATREMEZ
CC du Pays de Mormal (8)	<input type="checkbox"/> Guislain CAMBIER	<input type="checkbox"/> Jean-Claude BONNIN
	<input type="checkbox"/> Charles DEGARDIN	<input type="checkbox"/> Fabienne CONSILLE
	<input checked="" type="checkbox"/> Raymonde DRAMEZ	<input checked="" type="checkbox"/> Benoît GUIOST
	<input checked="" type="checkbox"/> Alain FREHAUT	<input type="checkbox"/> Jean-Pierre LIENARD
	<input type="checkbox"/> André FREHAUT	<input type="checkbox"/> Marie-Renée NICODEME
	<input type="checkbox"/> Didier LEBLOND	<input type="checkbox"/> René POURRE
	<input checked="" type="checkbox"/> Marie-Sophie LESNE	<input type="checkbox"/> Sabine SACLEUX
	<input checked="" type="checkbox"/> Paul RAOULT	<input checked="" type="checkbox"/> Jean-Marie SIMON
CC Sud Avesnois (5)	<input type="checkbox"/> Mickaël HIRAUX	<input type="checkbox"/> Jean François BAUDRY
	<input type="checkbox"/> François LOUVEGNIES	<input type="checkbox"/> Franck BERTEAUX
	<input checked="" type="checkbox"/> Bernard NAVARRE	<input type="checkbox"/> Dominique CESAR
	<input checked="" type="checkbox"/> Jean Luc PERAT	<input checked="" type="checkbox"/> Bernard CHAUDERLOT
	<input checked="" type="checkbox"/> Benoît WASCAT	<input type="checkbox"/> Martine ROUX

Membres ayant donné pouvoirs :

AMVS	Arnaud DECAGNY à Michèle GRAS
AMVS	Annick MATTIGHELLO à Bernard BAUDOUX
AMVS	Nathalie MONTFORT à Jean Paul RAOUT
CCCA	Damien DUCANCHEZ à Colette WATREMEZ
CCPM	Charles DEGARDIN à Alain POYART
CCPM	André FREHAUT à Benoît GUIOST
CCPM	Didier LEBLOND à Jean Marie SIMON
CCSA	Mickaël HIRAUX à Benoît WASCAT
CCSA	François LOUVEGNIES à Bernard CHAUDERLOT

Monsieur le Président expose que **suite à la fusion des intercommunalités intervenue le 1^{er} janvier 2014, il convient d'adapter les statuts du syndicat ; ainsi l'article 1 jusqu'ici libellé comme suit :**

« Il est constitué entre les Etablissements Publics de Coopération Intercommunale dénommés *Communauté d'Agglomération Maubeuge Val de Sambre, Communauté de Communes du Pays d'Avesnes, Communauté de Communes des vallées de la Solre, de la Thure et de l'Helpe, Communauté de Communes frontalière du Nord Est Avesnois, Communauté de Communes Actions Fourmies et Environs, Communauté de Communes Guide du Pays de Trélon, Communauté de Communes rurales des Deux Helves, Communauté de Communes du Pays de Mormal et de Maroilles, Communauté de Communes du Bavaisis, Communauté de Communes du Quercitain, Communauté de Communes Sambre Avesnois, Communauté de Communes du Nord Maubeuge*, un Syndicat Mixte (fermé). »

serait remplacé par :

« Il est constitué entre les Etablissements Publics de Coopération Intercommunale dénommés *Communauté d'Agglomération Maubeuge Val de Sambre, Communauté de Communes du Pays de Mormal, Communauté de Communes du Cœur de l'Avesnois, Communauté de Communes du Sud Avesnois*, un Syndicat Mixte (fermé). »

Compte tenu de la population de ces 4 EPCI, l'article 5 des statuts, jusqu'ici libellé comme suit :

« Le Syndicat Mixte est administré par un Comité Syndical de **quarante-deux membres** dont les délégués titulaires ou suppléants sont désignés par les assemblées délibérantes des établissements publics de coopération intercommunale de l'arrondissement d'Avesnes sur Helpe.

MEMBRES	Nombre de délégués
Agglomération Maubeuge Val de Sambre (100 708 hab.)	18
Communauté de Communes Sambre Avesnois (23 530 hab.)	4
Communauté de Communes Nord Maubeuge (3 941 hab.)	1
Communauté de Communes du Quercitain (25 178 hab.)	4
Communauté de Communes du Pays de Mormal et de Maroilles (10 072 hab.)	2
Communauté de Communes Rurales des Deux Helves (7 256 hab.)	1
Communauté de Communes Action Fourmies et environs (20 563 hab.)	4
Communauté de Communes GUIDE du Pays de Trélon (7 088 hab.)	1
Communauté de Communes du Pays d'Avesnes (17 710 hab.)	3
Communauté de Communes des Vallées de la Solre, de la Thure et de l'Helpe (7 214 hab.)	1
Communauté de Communes Frontalière du Nord Est Avesnois (3 330 hab.)	1
Communauté de Communes du Bavaisis (12 468 hab.)	2
TOTAL	42

Le critère de représentativité étant de **un délégué** par tranche d'environ six mille habitants et d'au minimum un délégué par établissement public de coopération intercommunale.

Les assemblées délibérantes sus-visées peuvent également désigner des délégués suppléants dans la limite du nombre de leurs délégués titulaires. »

serait remplacé par :

« Le Syndicat Mixte est administré par un Comité Syndical de **trente neuf membres** dont les délégués titulaires ou suppléants sont désignés par les assemblées délibérantes des établissements publics de coopération intercommunale de l'arrondissement d'Avesnes sur Helpe.

EPCI	Population	Nombre de délégués
Communauté d'Agglomération Maubeuge Val de Sambre	128 129	21
Communauté de Communes du Pays de Mormal	48 878	8
Communauté de Communes du Cœur de l'Avesnois	32 082	5
Communauté de Communes du Sud Avesnois	27 193	5
TOTAL	236 282	39

Le critère de représentativité étant de **un délégué** par tranche d'environ six mille habitants.

Les assemblées délibérantes sus-visées peuvent également désigner des délégués suppléants dans la limite du nombre de leurs délégués titulaires. »

Le Comité Syndical, à l'unanimité, donne son accord sur ces deux modifications statutaires.

Ainsi fait et délibéré en séance au jour, mois et an que dessus. Suivent les signatures.

DÉLIBÉRATION RENDUE EXÉCUTOIRE

Transmis à la Sous-Préfecture le... - 7 JUIL. 2014

Publiée ou notifiée le..... - 7 JUIL. 2014

DOCUMENT CERTIFIÉ CONFORME

Le Président,

Alain POYART

Pour extrait conforme,
Le Président,

Alain POYART

SYNDICAT MIXTE
du SCOT
SAMBRE AVESNOIS
Mairie d'Avesnes-sur-Helpe

DEPARTEMENT DU NORDSOUS PREFECTURE
D'AVESNES

- 7 JUIL. 2014

SYNDICAT MIXTE du SCOT SAMBRE AVESNOIS**EXTRAIT du REGISTRE des DELIBERATIONS
du COMITE SYNDICAL****SEANCE du Vendredi 27 Juin 2014**

L'an deux mille quatorze, le vingt sept juin, le Comité Syndical s'est réuni sous la présidence de Monsieur Alain POYART après convocation légale de ses membres le dix sept juin.

- Nombre de délégués en exercice le jour de la séance : 39
- Nombre de présents : 28
- Nombre de votants : 32

DELIBERATION N° 14-07 – REFERENCE : MD/CM**OBJET : Constitution du bureau du Syndicat Mixte du SCOT**

Réunion du 27/06/2014

EPCI	TITULAIRES	SUPPLÉANTS
Agglo Maubeuge Val de Sambre (21)	<input checked="" type="checkbox"/> Bernard BAUDOUX	<input type="checkbox"/> Marie-Béatrice CAIL
	<input checked="" type="checkbox"/> Arnaud BEAUQUEL	<input type="checkbox"/> Marc DANNEELS
	<input checked="" type="checkbox"/> Maurice BOISART	<input type="checkbox"/> Marie Christine DOCTOBRE
	<input type="checkbox"/> Alain BOUILLIEZ	<input type="checkbox"/> Philippe DRONSART
	<input checked="" type="checkbox"/> Philippe BRASSELET	<input type="checkbox"/> Claude DUPONT
	<input type="checkbox"/> Arnaud DECAGNY	<input checked="" type="checkbox"/> Michèle GRAS
	<input type="checkbox"/> Christian DEMUYNCK	<input type="checkbox"/> Gérard HUART
	<input checked="" type="checkbox"/> Michel HANNECART	<input type="checkbox"/> Fatiha KACIMI
	<input checked="" type="checkbox"/> Patrick LEDUC	<input type="checkbox"/> Jacques LAMQUET
	<input type="checkbox"/> Chantal LEPINOY	<input type="checkbox"/> Nicolas LEBLANC
	<input type="checkbox"/> Annick MATTIGHELLO	<input type="checkbox"/> Michel LEFEBVRE
	<input type="checkbox"/> Nathalie MONTFORT	<input type="checkbox"/> Daniel LEFERME
	<input type="checkbox"/> Pascal ORI	<input type="checkbox"/> Jean Claude MARET
	<input checked="" type="checkbox"/> Thérèse PECHER	<input type="checkbox"/> Jean MEURANT
	<input checked="" type="checkbox"/> Fabrice PIETTE	<input type="checkbox"/> Loïc PIETTON
	<input checked="" type="checkbox"/> Jean Paul RAOUT	<input type="checkbox"/> Françoise PIRET
	<input type="checkbox"/> Pierre ROCHE	<input type="checkbox"/> Lucien SERPILLON
	<input checked="" type="checkbox"/> Ghislain ROSIER	<input type="checkbox"/> Jacques THURETTE
	<input type="checkbox"/> Benjamin SAINT-HUILE	<input type="checkbox"/> Sonia VAILLANT
	<input checked="" type="checkbox"/> Sylvie TOURNAY	<input type="checkbox"/> Patrick VILTART
	<input checked="" type="checkbox"/> Didier WILLOT	<input type="checkbox"/> David ZELANI
CC Cœur de l'Avesnois (5)	<input checked="" type="checkbox"/> Christine BASQUIN	<input type="checkbox"/> Alain DELTOUR
	<input checked="" type="checkbox"/> Bernard CABARET	<input type="checkbox"/> Mauricette FREHAUT
	<input type="checkbox"/> Damien DUCANCHEZ	<input type="checkbox"/> Alain GILLET
	<input checked="" type="checkbox"/> Daniel JOPEK	<input type="checkbox"/> Joël RATTE
	<input checked="" type="checkbox"/> Alain POYART	<input checked="" type="checkbox"/> Colette WATREMEZ
CC du Pays de Mormal (8)	<input type="checkbox"/> Guislain CAMBIER	<input type="checkbox"/> Jean-Claude BONNIN
	<input type="checkbox"/> Charles DEGARDIN	<input type="checkbox"/> Fabienne CONSILLE
	<input checked="" type="checkbox"/> Raymonde DRAMEZ	<input checked="" type="checkbox"/> Benoît GUIOST
	<input checked="" type="checkbox"/> Alain FREHAUT	<input type="checkbox"/> Jean-Pierre LIENARD
	<input type="checkbox"/> André FREHAUT	<input type="checkbox"/> Marie-Renée NICODEME
	<input type="checkbox"/> Didier LEBLOND	<input type="checkbox"/> René POURRE
	<input checked="" type="checkbox"/> Marie-Sophie LESNE	<input type="checkbox"/> Sabine SACLEUX
CC Sud Avesnois (5)	<input checked="" type="checkbox"/> Paul RAOULT	<input checked="" type="checkbox"/> Jean-Marie SIMON
	<input type="checkbox"/> Mickaël HIRAUX	<input type="checkbox"/> Jean François BAUDRY
	<input type="checkbox"/> François LOUVEGNIES	<input type="checkbox"/> Franck BERTEAUX
	<input checked="" type="checkbox"/> Bernard NAVARRE	<input type="checkbox"/> Dominique CESAR
	<input checked="" type="checkbox"/> Jean Luc PERAT	<input checked="" type="checkbox"/> Bernard CHAUDERLOT
	<input checked="" type="checkbox"/> Benoit WASCAT	<input type="checkbox"/> Martine ROUX

Membres ayant donné pouvoirs :

AMVS	Arnaud DECAGNY à Michèle GRAS
AMVS	Annick MATTIGHELLO à Bernard BAUDOUX
AMVS	Nathalie MONTFORT à Jean Paul RAOUT
CCCA	Damien DUCANCHEZ à Colette WATREMEZ
CCPM	Charles DEGARDIN à Alain POYART
CCPM	André FREHAUT à Benoît GUIOST
CCPM	Didier LEBLOND à Jean Marie SIMON
CCSA	Mickaël HIRAUX à Benoit WASCAT
CCSA	François LOUVEGNIES à Bernard CHAUDERLOT

Monsieur le Président rappelle qu'à l'origine, le Comité Syndical du SCOT avait constitué un bureau composé de :

- un président
- un vice-président
- onze membres, chacun d'eux représentant avec le vice-président les 12 EPCI de l'arrondissement

auxquels étaient associés, sans voix délibérative :

- le sénateur du territoire
- les députés du territoire
- le président du SM PNRA
- le président de la CCI
- le président de la Chambre d'Agriculture
- le Sous-Préfet de l'arrondissement

Compte tenu de la fusion des intercommunalités, il est proposé de constituer le bureau comme suit :

- le président (Alain POYART)
- les 3 vice-présidents (Benjamin SAINT-HUILE, Alain FRÉHAUT, Jean-Luc PÉRAT)
- 6 membres supplémentaires dont :
 - 3 pour l'AMVS : Bernard BAUDOUX, Philippe BRASSELET et Arnaud DECAGNY
 - 1 pour la CCPM : Marie-Sophie LESNE
 - 1 pour la CCCA : Daniel JOPEK
 - 1 pour la CCSA : Benoît WASCAT

auxquels seraient associés, sans voix délibérative :

- les députés du territoire
- le président du SM PNRA
- le président de la CCI
- le président de la Chambre d'Agriculture
- le Sous-Préfet de l'arrondissement

Le Comité Syndical, à l'unanimité, donne son accord sur cette composition du bureau du SM SCOT Sambre Avesnois.

Ainsi fait et délibéré en séance au jour, mois et an que dessus. Suivent les signatures.

DÉLIBÉRATION RENDUE EXÉCUTOIRE

Transmis à la Sous-Préfecture le... - 7 JUIL. 2014

Publiée ou notifiée le... - 7 JUIL. 2014

DOCUMENT CERTIFIÉ CONFORME

Pour extrait conforme,
Le Président,

Alain POYART

Le Président,

Alain POYART

SYNDICAT MIXTE
du SCOT
SAMBRE AVESNOIS
Mairie d'Avesnes-sur-Helpe

Schéma de Cohérence Territoriale Sambre-Avesnois

Réunions Publiques

ADUS | SCOT SA |



AGENCE DE DEVELOPPEMENT ET
D'URBANISME DE LA SAMBRE



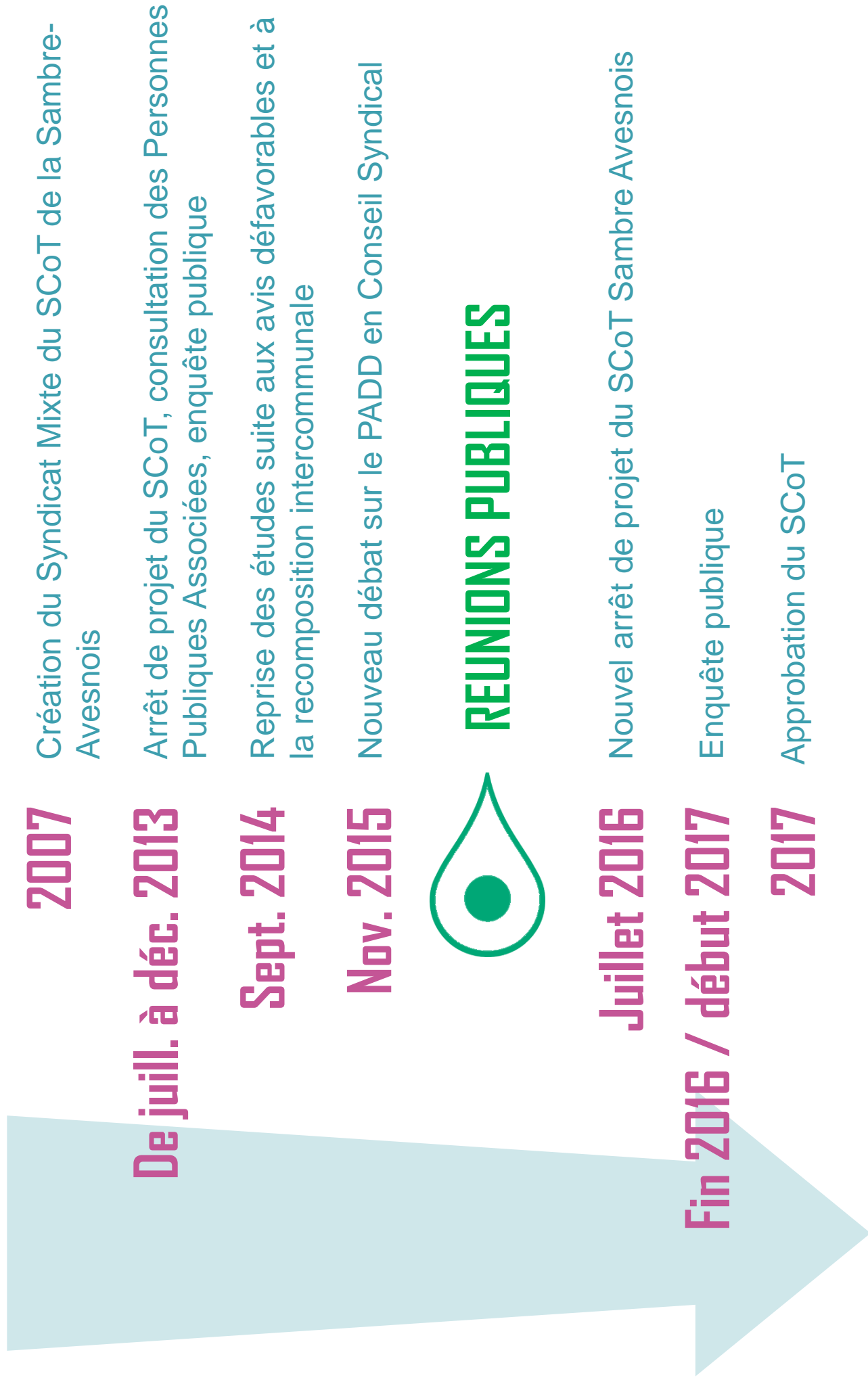
SCoT Sambre Avesnois
Une vision d'avenir

Qu'est-ce qu'un SCOT ?

Que permet il ?

Quelles règles du jeu fixe t'il?

LES DATES CLEFS DU SCoT SAMBRE AVESNOIS



LE SCOT, UN DOCUMENT AU SERVICE DES TERRITOIRES

Schéma de Cohérence Territoriale



Un document d'urbanisme et de planification ...

... à l'échelle de l'arrondissement d'Avesnes-sur-Helpe ...

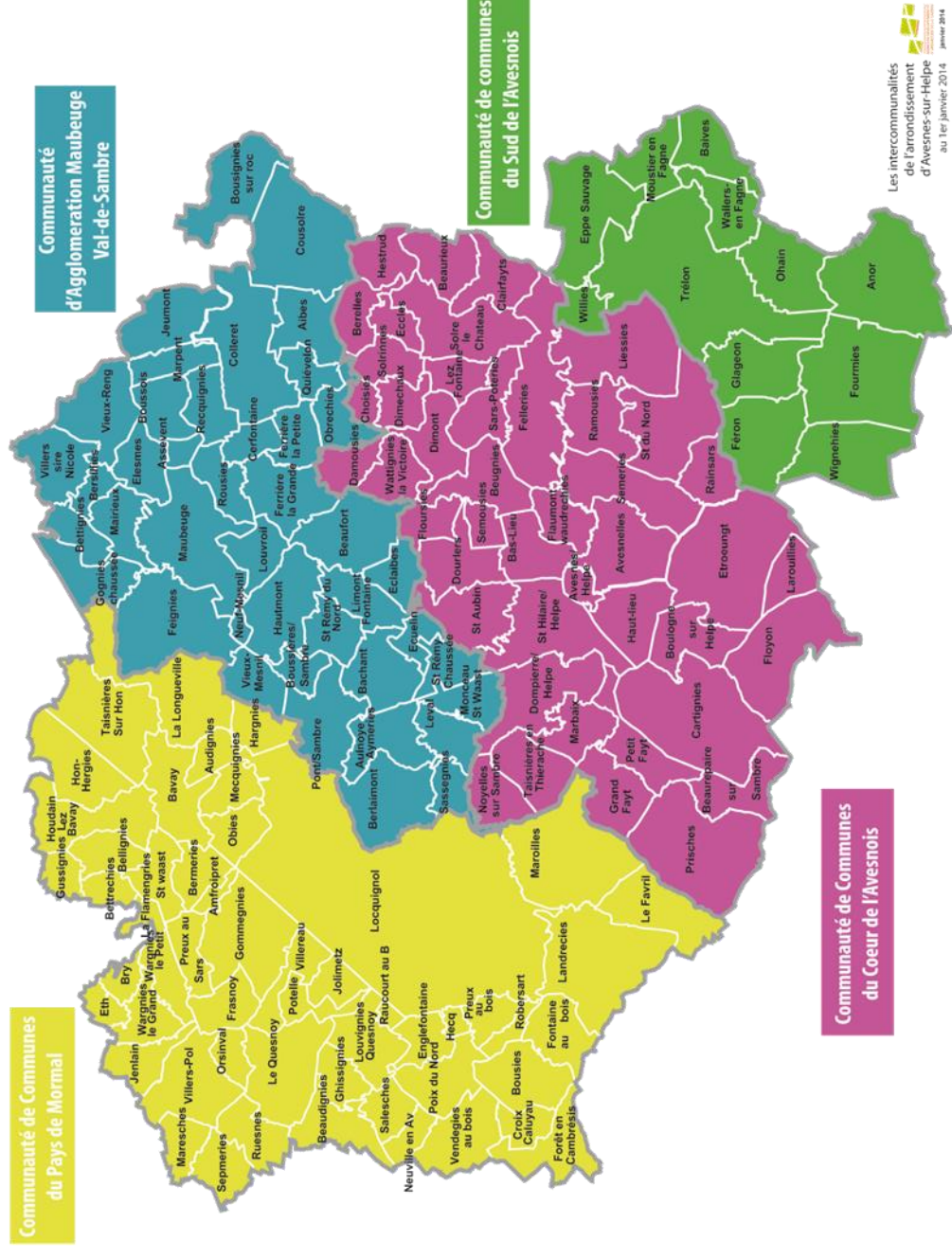
... qui décline un **projet territorial** et **stratégique** à horizon 20 ans

Schéma de Cohérence Territoriale

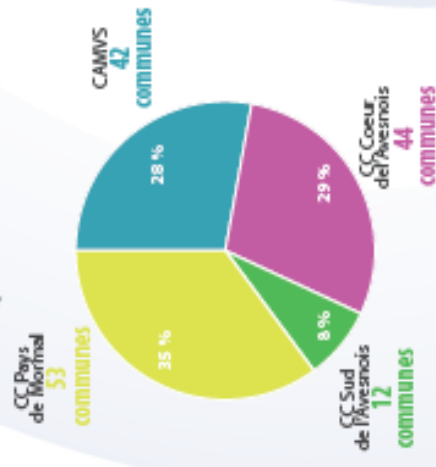
Un document d'urbanisme et de planification ...

... à l'échelle de l'arrondissement d'Avesnes-sur-Helpe ...

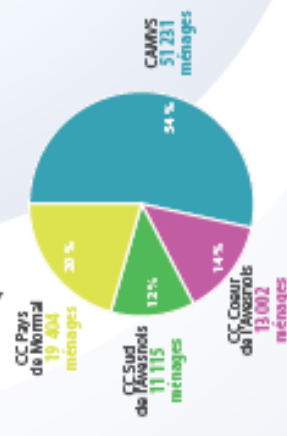
... qui décline un projet territorial et stratégique à horizon 20 ans



Répartition des communes



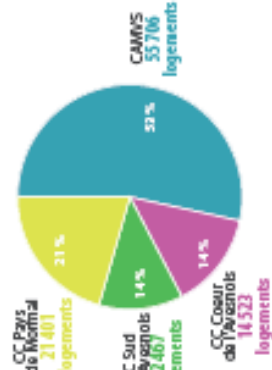
Ménages 2012



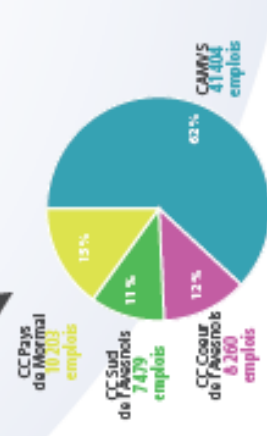
Population 2012



Logements 2012



Emploi 2012

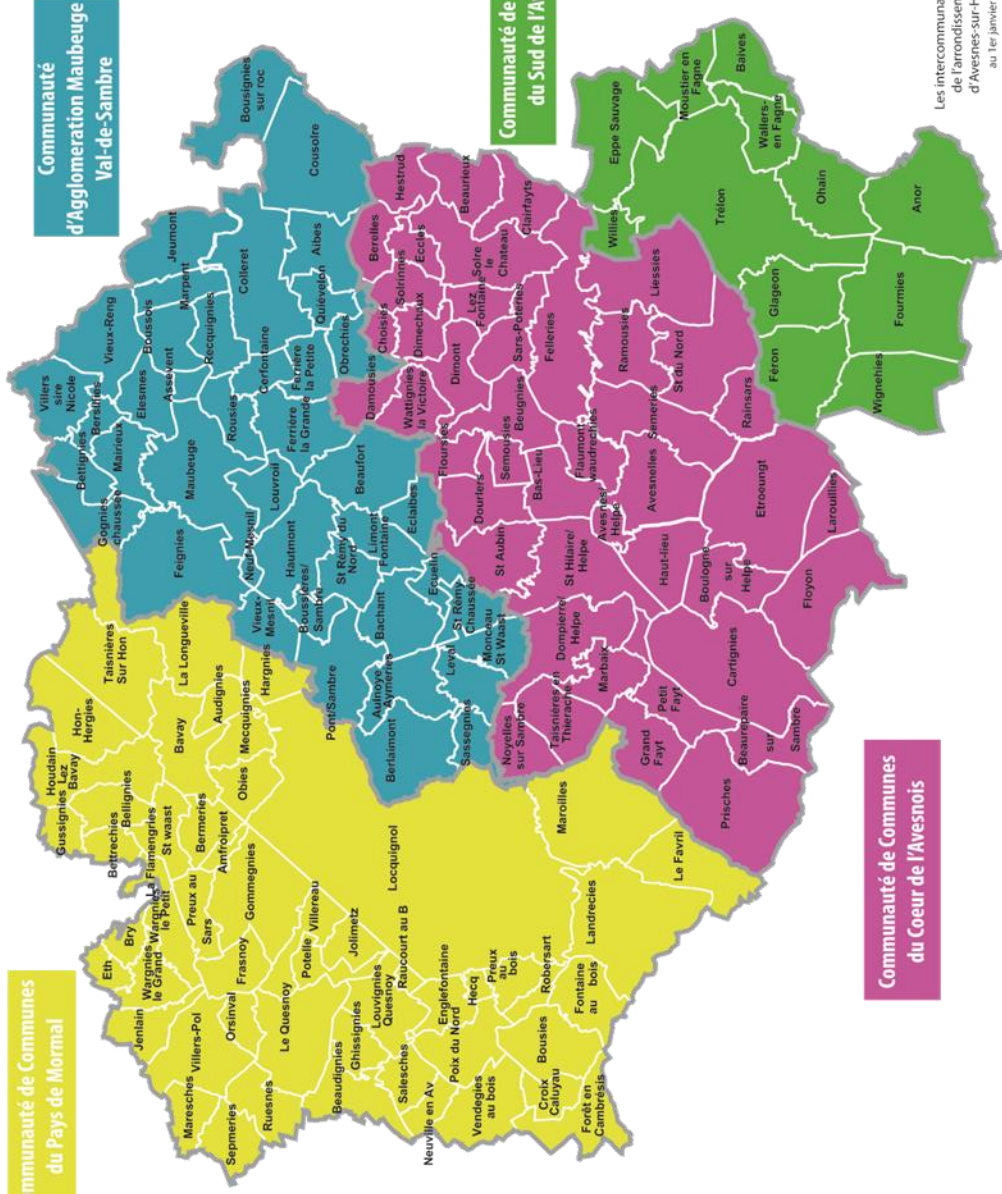


LE SCOT, UN DOCUMENT AU SERVICE DES TERRITOIRES

Schéma de Cohérence Territoriale

Un document d'urbanisme et de planification ...
... à l'échelle de l'arrondissement d'Avesnes-sur-Helpe ...
... qui décline un projet territorial et stratégique à horizon 20 an.,

Communauté de Communes
du Pays de Mormal




Mise en cohérence des politiques en matière
d'aménagement et de développement du
territoire

... ECONOMIE
TRANSPORT ENERGIE
ENVIRONNEMENT ...
HABITAT ...

CADRE LÉGISLATIF ET
RÈGLEMENTAIRE CONTRAINT

Communauté de Communes
du Cœur de l'Avesnois

DE QUOI EST COMPOSÉ LE SCOT ?



PADD

DOO

UN RAPPORT DE PRÉSENTATION

C'est le document informatif et explicatif qui expose le diagnostic du territoire permettant de dégager les enjeux stratégiques.

UN PROJET D'AMÉNAGEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT DURABLES

C'est le projet politique du territoire qui définit les grands choix stratégiques à l'échelle de l'arrondissement.

UN DOCUMENT D'ORIENTATIONS ET D'OBJECTIFS

C'est le document qui précise les orientations d'aménagement permettant la mise en œuvre du PADD et qui décline les mesures spécifiques à conduire pour assurer la cohérence des politiques d'urbanisme.

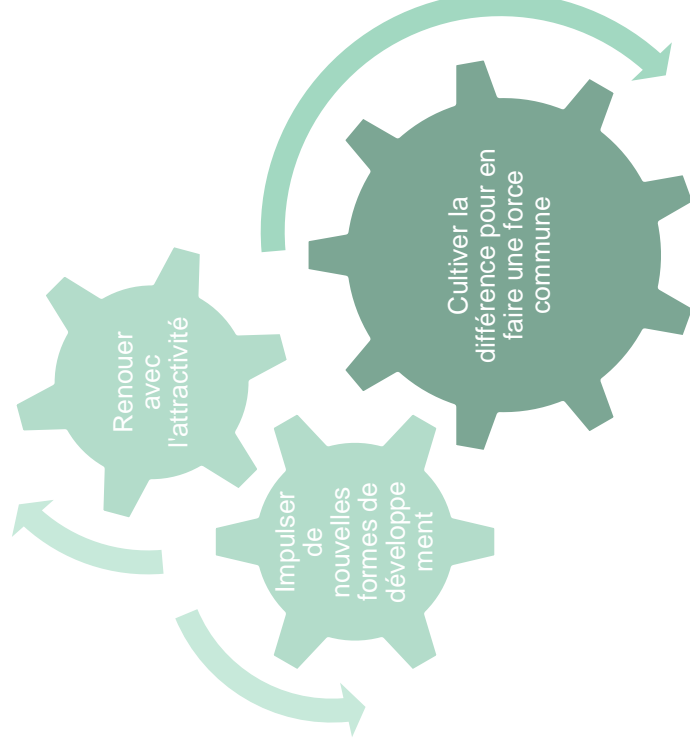
A QUOI SERT UN SCOT ? QUE PERMET IL ?

A QUOI SERT UN SCOT ? QUE PERMET IL ?

L'ambition du SCoT :

Mettre en place des projets dans le respect du développement équilibré du territoire et des spécificités et richesses territoriales.

Un objectif majeur : RENOUER AVEC L'ATTRACTIVITE



A QUOI SERT UN SCOT ? QUE PERMET IL ?

L'ambition du SCoT :

Mettre en place des projets dans le respect du développement équilibré du territoire et des spécificités et richesses territoriales.

Un objectif majeur : RENOUER AVEC L'ATTRACTIVITE

Comment ?

- Via l'affirmation d'un **projet pour le territoire**, partagé entre les 4 intercommunalités
- En s'appliquant aux documents d'urbanisme et opérations d'aménagement
- Via trois axes stratégiques

A QUOI SERT UN SCOT ? QUE PERMET IL ?

L'ambition du SCoT :

Mettre en place des projets dans le respect du développement équilibré du territoire et des spécificités et richesses territoriales.

Un objectif majeur : RENOUER AVEC L'ATTRACTIVITE



RELIER les territoires, le territoire, de manière physique, numérique, psychologique, les espaces urbains, les espaces ruraux, les espaces urbains et les espaces ruraux...



RÉVÉLER un cadre de vie, une histoire industrielle, une histoire textile, une histoire urbaine, une histoire agricole qui a façonné les paysages, un potentiel de métamorphose, une culture, un patrimoine naturel, agricole, matériel, immatériel, une position stratégique, les atouts du territoire, des territoires...



RECONQUÉRIR la ville, les friches, les logements vacants, les cœurs urbains, les centres-villes, les potentialités écologiques des réservoirs de biodiversité, les espaces agricoles, les cœurs des bourgs ruraux, l'image du territoire...

A QUOI SERT UN SCOT ? QUE PERMET IL ?

L'ambition du SCoT :

Mettre en place des projets dans le respect du développement équilibré du territoire et des spécificités et richesses territoriales.

Un objectif majeur : RENOUER AVEC L'ATTRACTIVITE

Pour quel objectif ?

- Pour le dynamisme du territoire
- Pour faire valoir le projet à l'échelle régionale voire nationale et transfrontalière

A QUOI SERT UN SCOT ? QUE PERMET IL ?

Un objectif majeur : RENOUER AVEC L'ATTRACTIVITE

En termes :

- De démographie, d'habitants et de logements
 - D'activités économiques
 - De déplacements
 - D'environnement

A QUOI SERT UN SCOT ? QUE PERMET IL ?

DEMOGRAPHIE, HABITANTS ET LOGEMENTS

- Objectif de croissance de population de +2,2% sur 20 ans
- +1,7% pour la CAMVS, pour la 3CA et la CCSA et +4% pour la CCPM (en projection de l'augmentation actuelle de population)
- Cet objectif se traduit par la production potentielle de 1100 logements par an au bénéfice de la construction et du dynamisme du territoire

A QUOI SERT UN SCoT ? QUE PERMET IL ?

ACTIVITES ECONOMIQUES

- Le SCoT « donne la possibilité » de créer jusqu'à 200 hectares à vocation économique à l'échelle de l'arrondissement
 - Chaque EPCI a pu exprimer ses besoins en matière économique
 - Le SCoT identifie pour chaque territoire les filières majeures à développer

A QUOI SERT UN SCoT ? QUE PERMET IL ?

DEPLACEMENTS

- Le SCoT réaffirme le souhait du territoire de pouvoir bénéficier de meilleures connexions et dessertes du territoire
 - Qu'elles soient routières, ferroviaires, fluviales ET numériques
 - Vers le reste de la région ou au sein de l'arrondissement
- Le SCoT incite, quand cela est possible, à promouvoir d'autres modes de déplacements

A QUOI SERT UN SCoT ? QUE PERMET IL ?

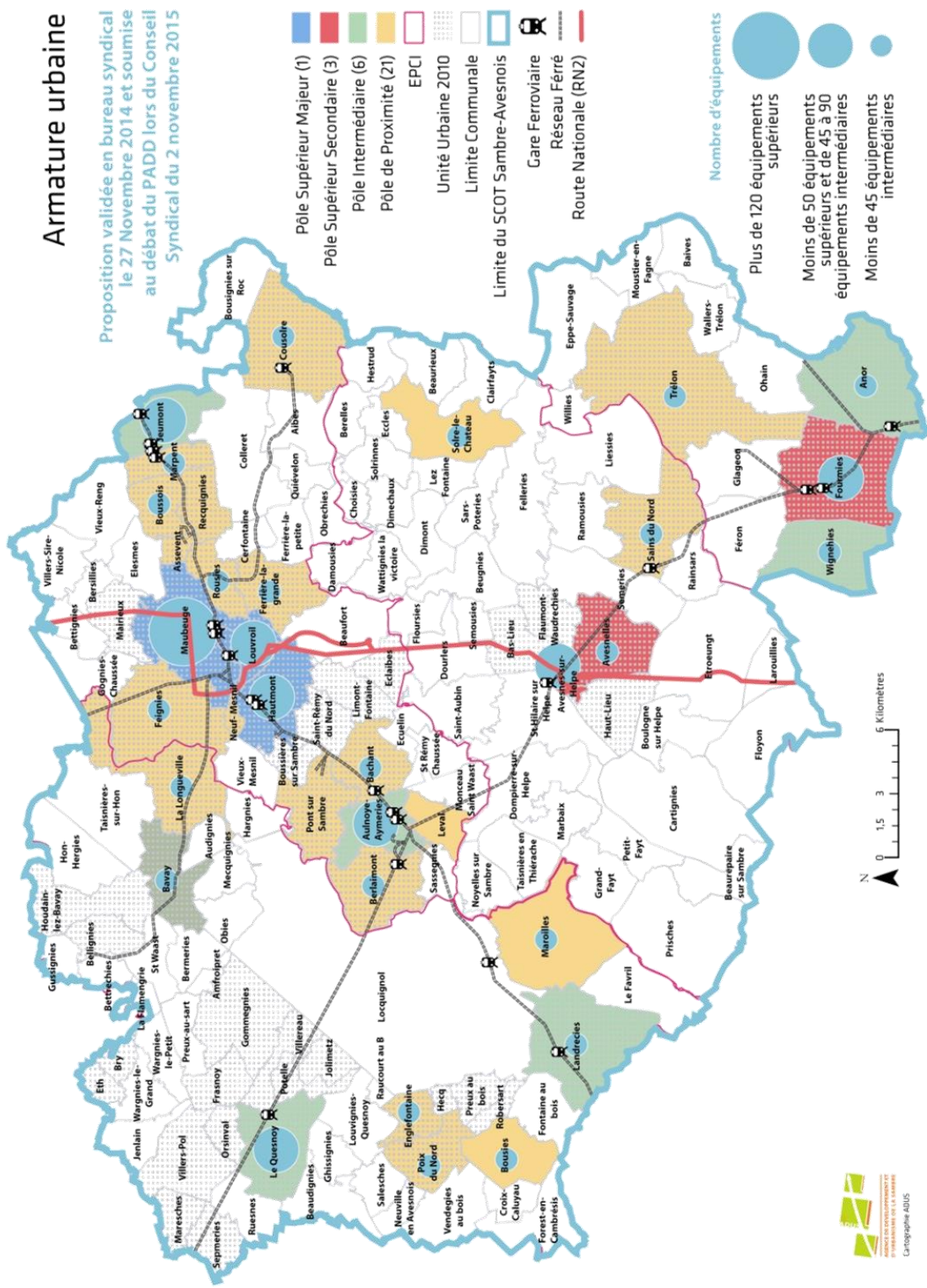
ENVIRONNEMENT

- Le SCoT prévoit de protéger l'environnement dans le juste équilibre de l'activité agricole et des ambitions démographiques et économiques du territoire
- Mise en œuvre de principes paysagers pour valoriser les caractéristiques du territoire
 - Protéger les milieux naturels reconnus d'intérêt majeur
 - Améliorer la connaissance environnementale par des études spécifiques
 - Le tout dans le respect de la charte du Parc Naturel Régional de l'Avesnois

Le SCoT fixe un cadre et des règles de mise en œuvre

Le SCOT fixe un cadre et des règles de mise en oeuvre

ARMATURE URBAINE



Le SCoT fixe un cadre et des règles de mise en oeuvre

ARTIFICIALISATION

L'artificialisation correspond à la construction ou transformation qui impacte, de manière généralement irréversible, les qualités physiques et fonctionnelles d'un site naturel, forestier, agricole.

L'impact de l'artificialisation des sols sur l'agriculture, les paysages et la biodiversité est démultiplié par l'**émiettement**. Emiettement qui pourrait être limité par une meilleure organisation des extensions urbaines et donc une meilleure planification.

Le SCoT fixe un cadre et des règles de mise en oeuvre



**Objectif chiffré de
limitation de
l'artificialisation fixé
dans le SCoT :
22,7 hectares par an**

ARTIFICIALISATION

Une estimation des hectares potentiellement artificialisables **au plus proche des besoins, des projets, et de l'ambition du territoire affirmée dans le PADD ;**

Une priorité géographique donnée à l'urbanisation au sein des enveloppes urbaines afin de **limiter l'étalement urbain et d'enrayer le mitage des terres agricoles et naturelles et la banalisation des paysages ;**

L'affirmation par le territoire du souhait **de ne pas « supporter » l'artificialisation due à des projets ou des occupations du sol relatives à des échelles supra-arrondissement, voire supra-régionales (carrières, grand projet industriel), ou à des projets d'importance majeure pour l'arrondissement (infrastructures d'importance majeure).**

Le SCoT fixe un cadre et des règles de mise en oeuvre

ENVELOPPE URBAINE

L'enveloppe urbaine correspond aux parties actuellement urbanisées de la commune sans discontinuité du parcella bâti de plus de 50 mètres.

Au minimum **2/3 des logements nécessaires à la croissance de la population** devront être réalisés en priorité dans l'enveloppe urbaine principale.

Ne sont pas comptabilisés dans le calcul de l'artificialisation les logements, équipements et autres constructions, infrastructures de portée locale, situées au sein des enveloppes urbaines principales



HABITAT

Pour les nouvelles opérations d'habitat :

- Pas de densité requise a priori ; seul le respect à l'échelle de l'EPCI d'une densité moyenne de 30 logements à l'hectare doit être indiqué
- Mixité sociale, fonctionnelle et typologique recherchée (pas de seuil minimal et a priori de logement social par opération)
- Réflexion optimisée autour des pôles gares
- Réflexion cheminements doux et stationnements vélos

L'ENQUETE PUBLIQUE

« L'enquête publique a pour objet d'assurer l'information et la participation du public ainsi que la prise en compte des intérêts des tiers lors de l'élaboration des décisions susceptibles d'affecter l'environnement. »

Annonce dans la presse locale 15 jours au moins avant l'**ouverture** de l'enquête publique

Consultation du projet de SCoT par le public pendant un mois minimum : possibilité de consulter le projet, de noter des remarques dans un registre mis à disposition, permanences de commissaires enquêteurs

A l'issue de l'enquête, remise par la commission d'enquête d'un **rapport qui relate le déroulement de l'enquête, analyse les observations reçues, et émet des conclusions dans lesquelles la commission émet son avis**

FAVORABLE

FAVORABLE AVEC CONDITIONS

DEFAVORABLE

Approbation du document en justifiant la prise en compte ou non des remarques issues de l'enquête publique



Schéma de Cohérence Territoriale Sambre-Avesnois

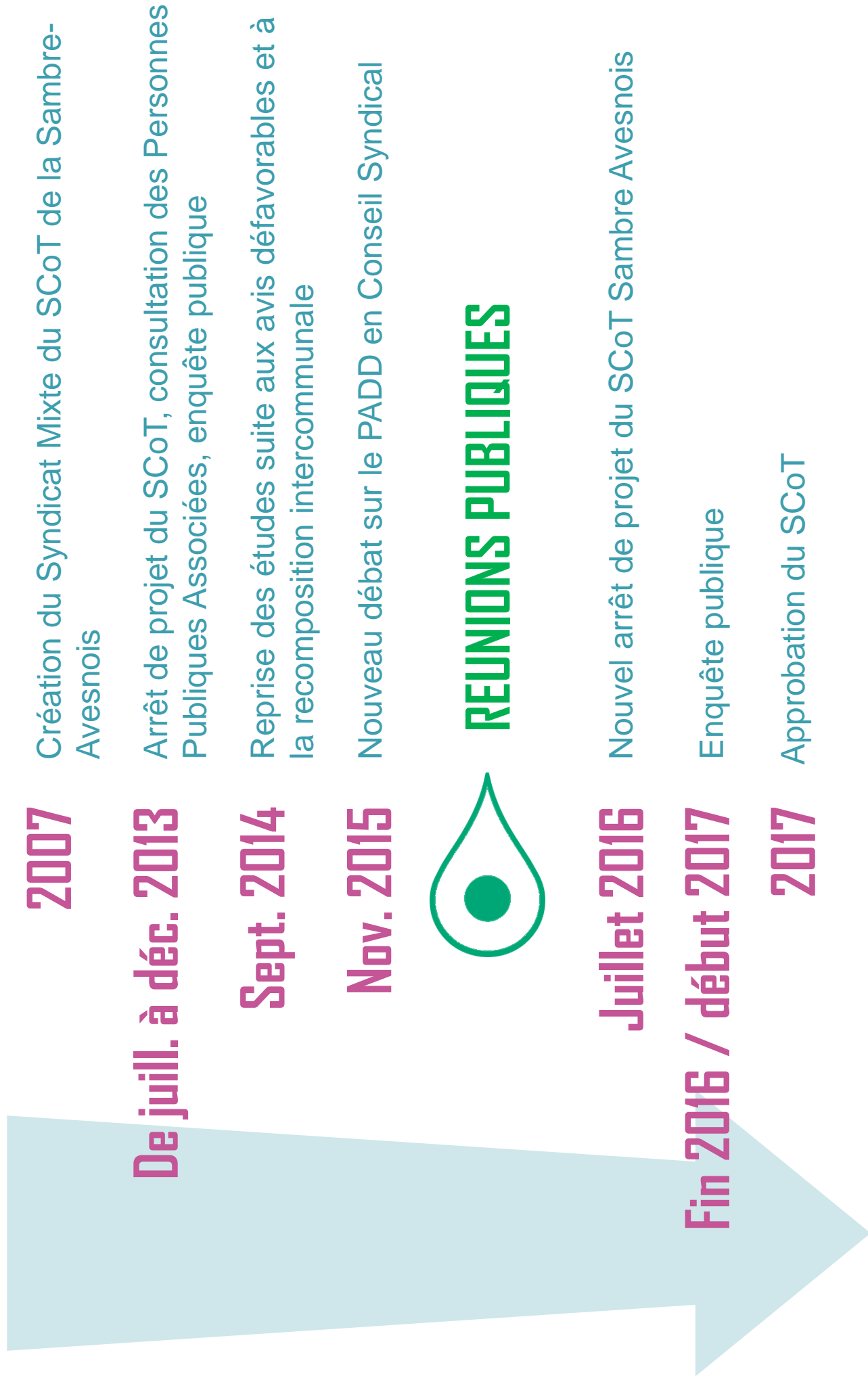
Réunion Publique SCoT

En mairie de Maubeuge
Le 9 juin 2016



SCoT Sambre Avesnois
Une vision d'avenir

LES DATES CLEFS DU SCoT SAMBRE AVESNOIS



Qu'est-ce qu'un SCOT ?

Que permet il ?

Quelles règles du jeu fixe t'il?

LE SCOT, UN DOCUMENT AU SERVICE DES TERRITOIRES

Schéma de
Cohérence
Territoriale



Un document d'urbanisme et de planification ...

LE SCOT, UN DOCUMENT AU SERVICE DES TERRITOIRES

Schéma de Cohérence Territoriale



Un document d'urbanisme et de planification ...

... à l'échelle de l'arrondissement d'Avesnes-sur-Helpe ...

LE SCOT, UN DOCUMENT AU SERVICE DES TERRITOIRES

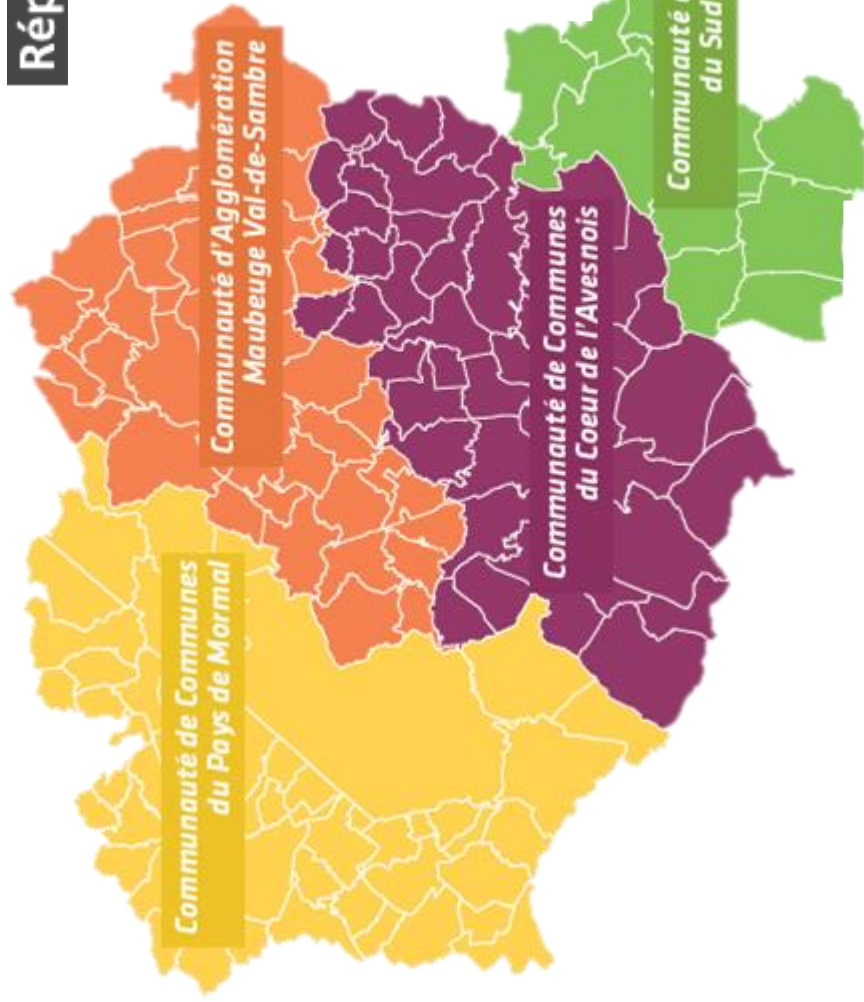
Schéma de Cohérence Territoriale



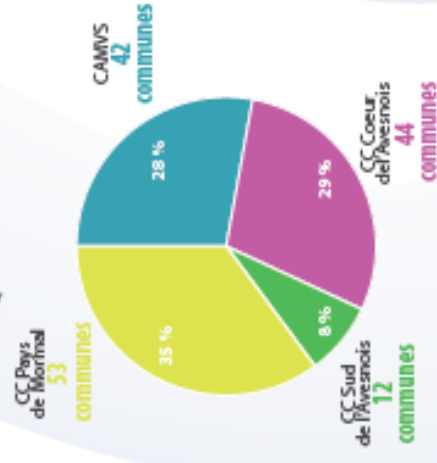
Un document d'urbanisme et de planification ...

... à l'échelle de l'arrondissement d'Avesnes-sur-Helpe ...

... qui décline un **projet territorial** et **stratégique** à horizon 20 ans



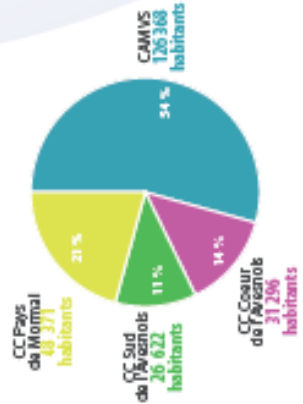
Répartition des communes



Ménages 2012



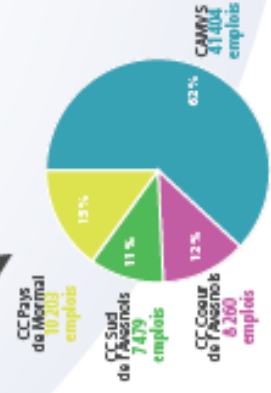
Population 2012



Logements 2012



Emploi 2012



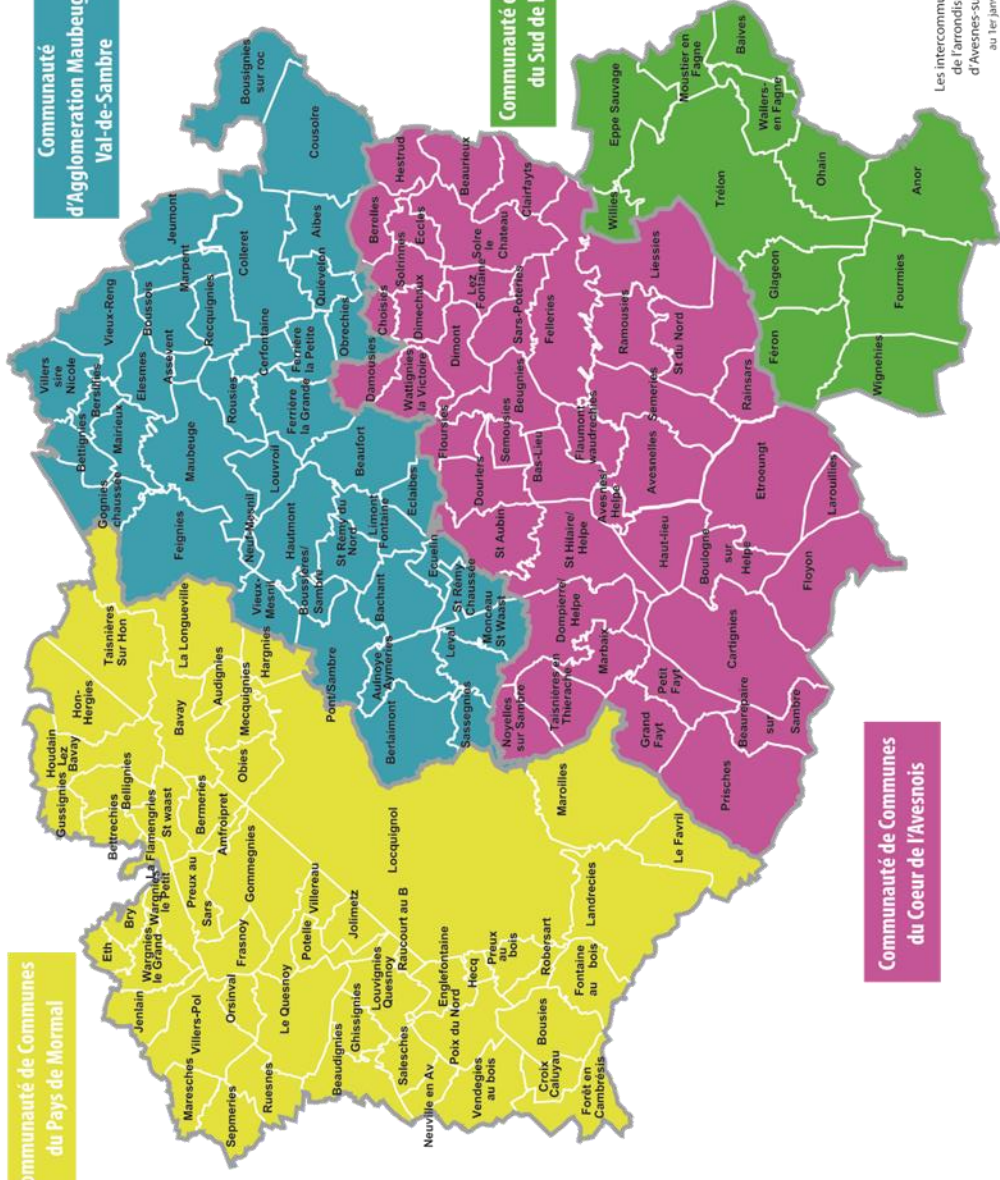
LE SCOT, UN DOCUMENT AU SERVICE DES TERRITOIRES

Schéma de Cohérence Territoriale

Un document d'urbanisme et de planification ...
... à l'échelle de l'arrondissement d'Avesnes-sur-Helpe ...
... qui décline un projet territorial et stratégique à horizon 20 ans

Communauté de Communes
du Pays de Mormal

Communauté
d'Agglomération Maubeuge
Val-de-Sambre



Communauté de Communes
du Cœur de l'Avesnois

Mise en cohérence des politiques en matière
d'aménagement et de développement du
territoire

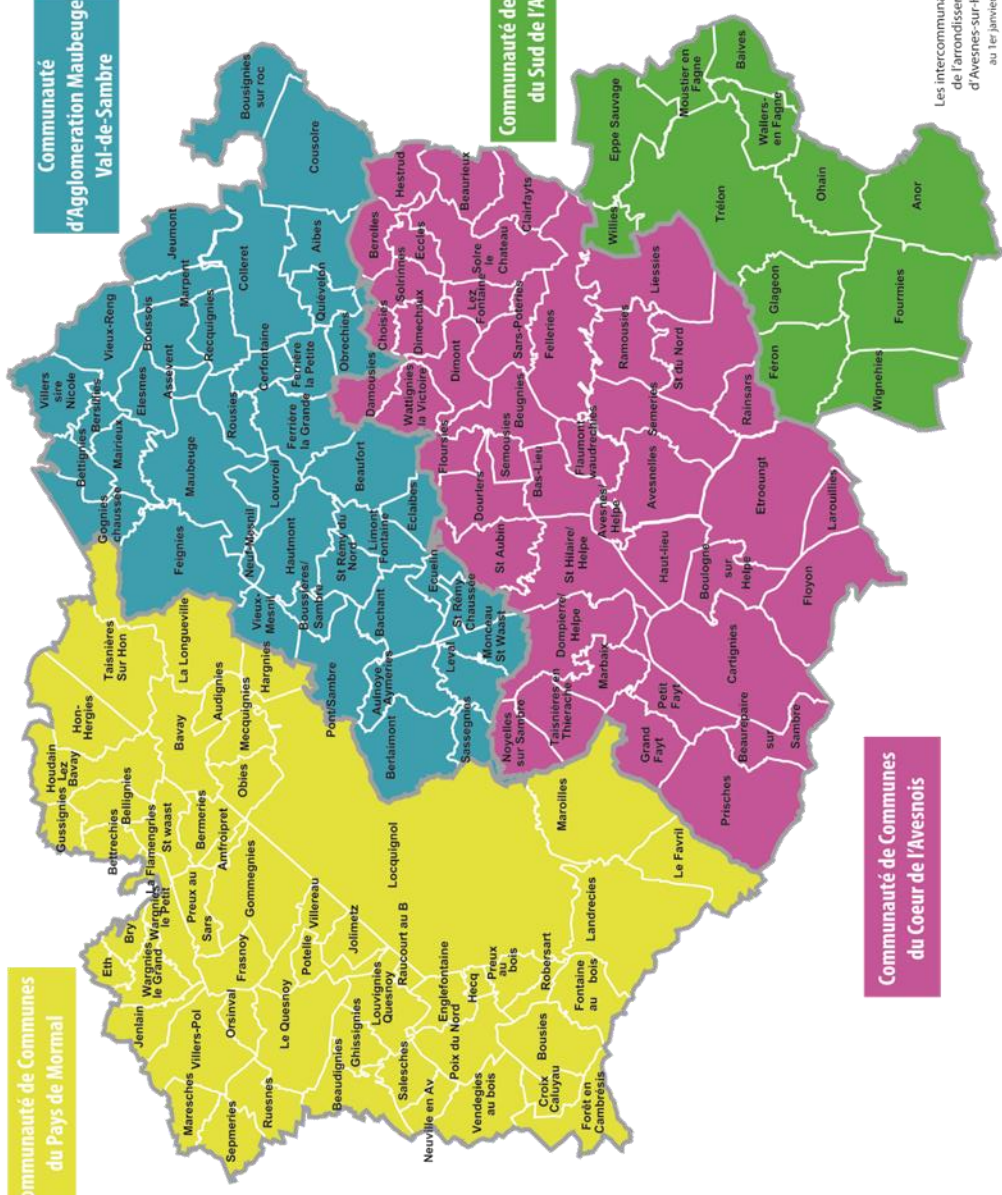
... ECONOMIE
TRANSPORT ENERGIE
ENVIRONNEMENT ...
HABITAT ...

LE SCOT, UN DOCUMENT AU SERVICE DES TERRITOIRES

Schéma de Cohérence Territoriale

Un document d'urbanisme et de planification ...
... à l'échelle de l'arrondissement d'Avesnes-sur-Helpe ...
... qui décline un projet territorial et stratégique à horizon 20 an.,

Communauté de Communes
du Pays de Mormal



Mise en cohérence des politiques en matière
d'aménagement et de développement du
territoire

... ECONOMIE
TRANSPORT ENERGIE
ENVIRONNEMENT ...
HABITAT ...

CADRE LÉGISLATIF ET
RÈGLEMENTAIRE CONTRAINT

Communauté de Communes
du Cœur de l'Avesnois

DE QUOI EST COMPOSÉ LE SCOT ?



PADD

DOO

UN RAPPORT DE PRÉSENTATION

C'est le document informatif et explicatif qui expose le diagnostic du territoire permettant de dégager les enjeux stratégiques.

UN PROJET D'AMÉNAGEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT DURABLES

C'est le projet politique du territoire qui définit les grands choix stratégiques à l'échelle de l'arrondissement.

UN DOCUMENT D'ORIENTATIONS ET D'OBJECTIFS

C'est le document qui précise les orientations d'aménagement permettant la mise en œuvre du PADD et qui décline les mesures spécifiques à conduire pour assurer la cohérence des politiques d'urbanisme.

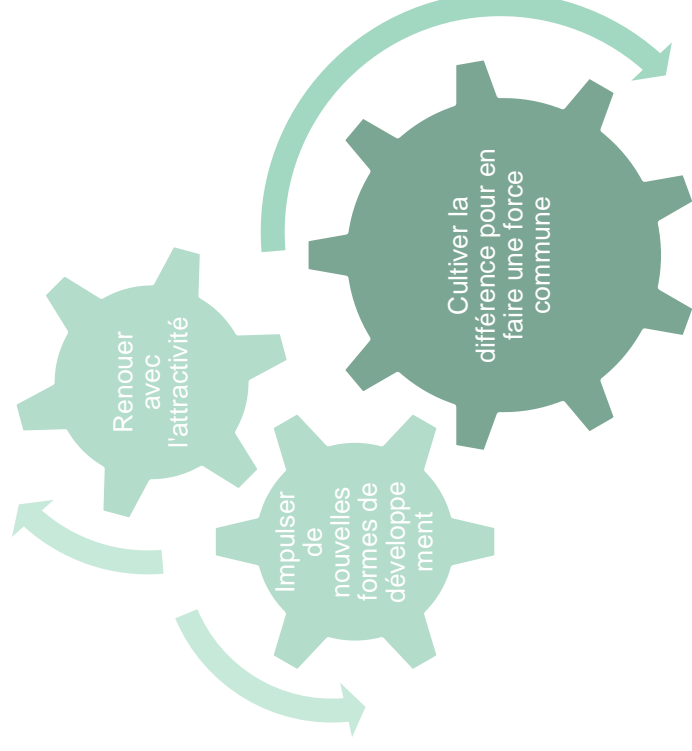
A QUOI SERT UN SCOT ? QUE PERMET IL ?

A QUOI SERT UN SCOT ? QUE PERMET IL ?

L'ambition du SCoT :

Mettre en place des projets dans le respect du développement équilibré du territoire et des spécificités et richesses territoriales.

Un objectif majeur : RENOUER AVEC L'ATTRACTIVITE



A QUOI SERT UN SCOT ? QUE PERMET IL ?

L'ambition du SCOT :

Mettre en place des projets dans le respect du développement équilibré du territoire et des spécificités et richesses territoriales.

Un objectif majeur :
RENOUER AVEC L'ATTRACTIVITE

Comment ?

A QUOI SERT UN SCOT ? QUE PERMET IL ?

L'ambition du SCoT :

Mettre en place des projets dans le respect du développement équilibré du territoire et des spécificités et richesses territoriales.

Un objectif majeur : RENOUER AVEC L'ATTRACTIVITE

Comment ?

- Via l'affirmation d'un **projet pour le territoire**, partagé entre les 4 intercommunalités
- En s'appliquant aux documents d'urbanisme et opérations d'aménagement
- Via trois axes stratégiques

A QUOI SERT UN SCOT ? QUE PERMET IL ?

L'ambition du SCoT :

Mettre en place des projets dans le respect du développement équilibré du territoire et des spécificités et richesses territoriales.

Un objectif majeur : RENOUER AVEC L'ATTRACTIVITE



RELIER les territoires, le territoire, de manière physique, numérique, psychologique, les espaces urbains, les espaces ruraux, les espaces urbains et les espaces ruraux...



RÉVÉLER un cadre de vie, une histoire industrielle, une histoire textile, une histoire urbaine, une histoire agricole qui a façonné les paysages, un potentiel de métamorphose, une culture, un patrimoine naturel, agricole, matériel, immatériel, une position stratégique, les atouts du territoire, des territoires...



RECONQUÉRIR la ville, les friches, les logements vacants, les cœurs urbains, les centres-villes, les potentialités écologiques des réservoirs de biodiversité, les espaces agricoles, les cœurs des bourgs ruraux, l'image du territoire...

A QUOI SERT UN SCOT ? QUE PERMET IL ?

L'ambition du SCOT :

Mettre en place des projets dans le respect du développement équilibré du territoire et des spécificités et richesses territoriales.

Un objectif majeur :
RENOUER AVEC L'ATTRACTIVITE

Pour quel objectif ?

A QUOI SERT UN SCOT ? QUE PERMET IL ?

L'ambition du SCOT :

Mettre en place des projets dans le respect du développement équilibré du territoire et des spécificités et richesses territoriales.

Un objectif majeur : RENOUER AVEC L'ATTRACTIVITE

Pour quel objectif ?

- Pour le dynamisme du territoire
- Pour faire valoir le projet à l'échelle régionale voire nationale et transfrontalière

A QUOI SERT UN SCOT ? QUE PERMET IL ?

Un objectif majeur : RENOUER AVEC L'ATTRACTIVITE

En termes :

- De démographie, d'habitants et de logements
 - D'activités économiques
 - De déplacements
 - D'environnement

A QUOI SERT UN SCOT ? QUE PERMET IL?

DEMOGRAPHIE, HABITANTS ET LOGEMENTS

- Objectif de croissance de population de +2,2% sur 20 ans
- +1,7% pour la CAMVS, pour la 3CA et la CCSA et +4% pour la CCPM (en projection de l'augmentation actuelle de population)
- Cet objectif se traduit par la production potentielle de 1100 logements par an au bénéfice de la construction et du dynamisme du territoire

A QUOI SERT UN SCoT ? QUE PERMET IL ?

ACTIVITES ECONOMIQUES

- Le SCoT « donne la possibilité » de créer jusqu'à 200 hectares à vocation économique à l'échelle de l'arrondissement
 - Chaque EPCI a pu exprimer ses besoins en matière économique
 - Le SCoT identifie pour chaque territoire les filières majeures à développer

A QUOI SERT UN SCoT ? QUE PERMET IL ?

DEPLACEMENTS

- Le SCoT réaffirme le souhait du territoire de pouvoir bénéficier de meilleures connexions et dessertes du territoire
 - Qu'elles soient routières, ferroviaires, fluviales ET numériques
 - Vers le reste de la région ou au sein de l'arrondissement
- Le SCoT incite, quand cela est possible, à promouvoir d'autres modes de déplacements

A QUOI SERT UN SCoT ? QUE PERMET IL ?

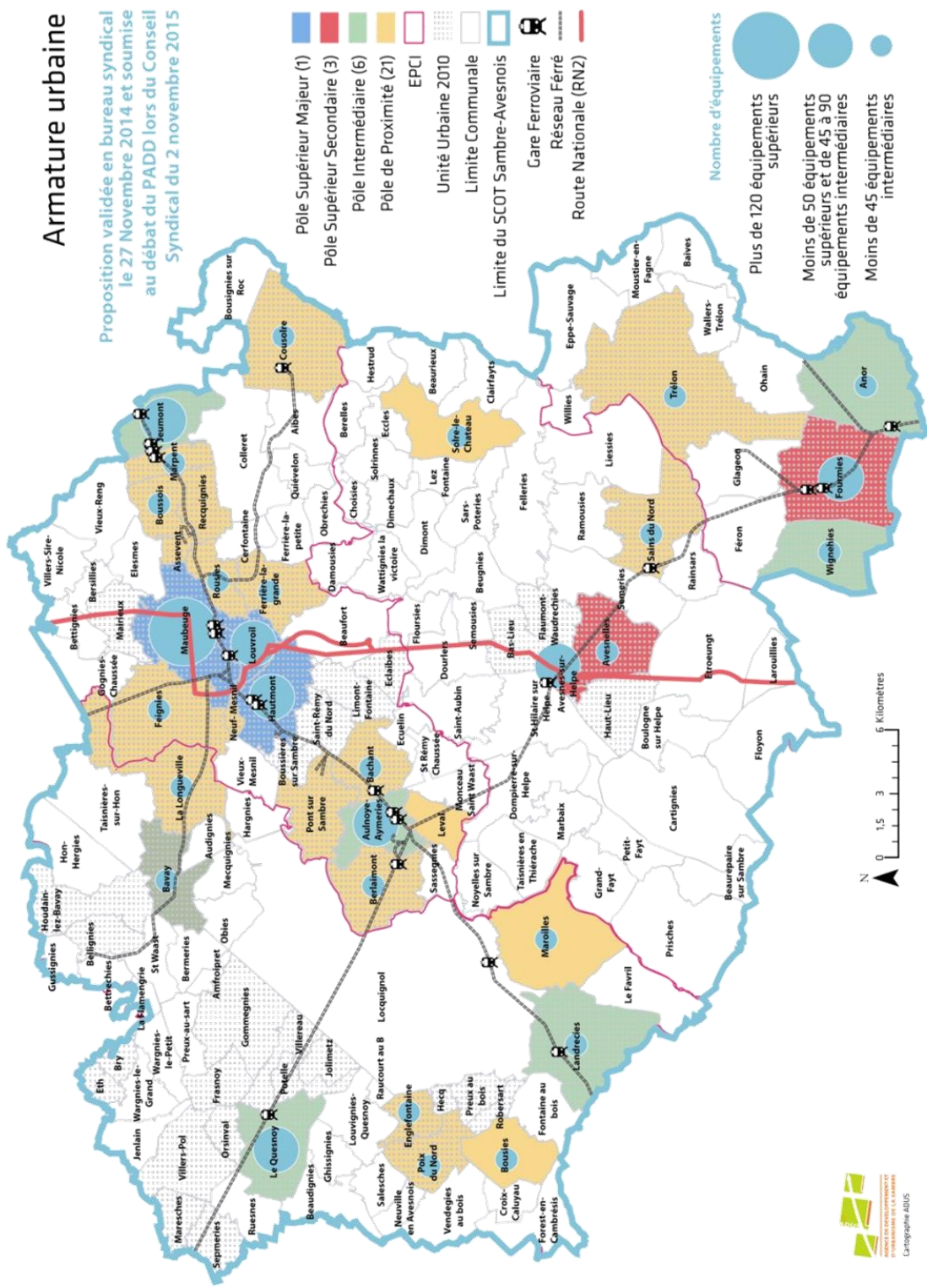
ENVIRONNEMENT

- Le SCoT prévoit de protéger l'environnement dans le juste équilibre de l'activité agricole et des ambitions démographiques et économiques du territoire
- Mise en œuvre de principes paysagers pour valoriser les caractéristiques du territoire
 - Protéger les milieux naturels reconnus d'intérêt majeur
 - Améliorer la connaissance environnementale par des études spécifiques
 - Le tout dans le respect de la charte du Parc Naturel Régional de l'Avesnois

Le SCoT fixe un cadre et des règles de mise en œuvre

Le SCOT fixe un cadre et des règles de mise en oeuvre

ARMATURE URBAINE



Le SCoT fixe un cadre et des règles de mise en oeuvre

ARTIFICIALISATION

L'artificialisation correspond à la construction ou transformation qui impacte, de manière généralement irréversible, les qualités physiques et fonctionnelles d'un site naturel, forestier, agricole.



**Objectif chiffré de
limitation de
l'artificialisation fixé
dans le SCoT :
22,7 hectares par an**

Une estimation des hectares potentiellement artificialisables au plus **proche des besoins, des projets, et de l'ambition du territoire affirmée dans le PADD** ;

Une priorité géographique donnée à l'urbanisation au sein des enveloppes urbaines afin de **limiter l'étalement urbain et d'enrayer le mitage des terres agricoles et naturelles et la banalisation des paysages** ;

L'affirmation par le territoire du souhait de ne pas « **supporter** » **l'artificialisation due à des projets ou des occupations du sol relatives à des échelles supra-arrondissement, voire supra-régionales (carrières, grand projet industriel), ou à des projets d'importance majeure pour l'arrondissement (infrastructures d'importance majeure).**

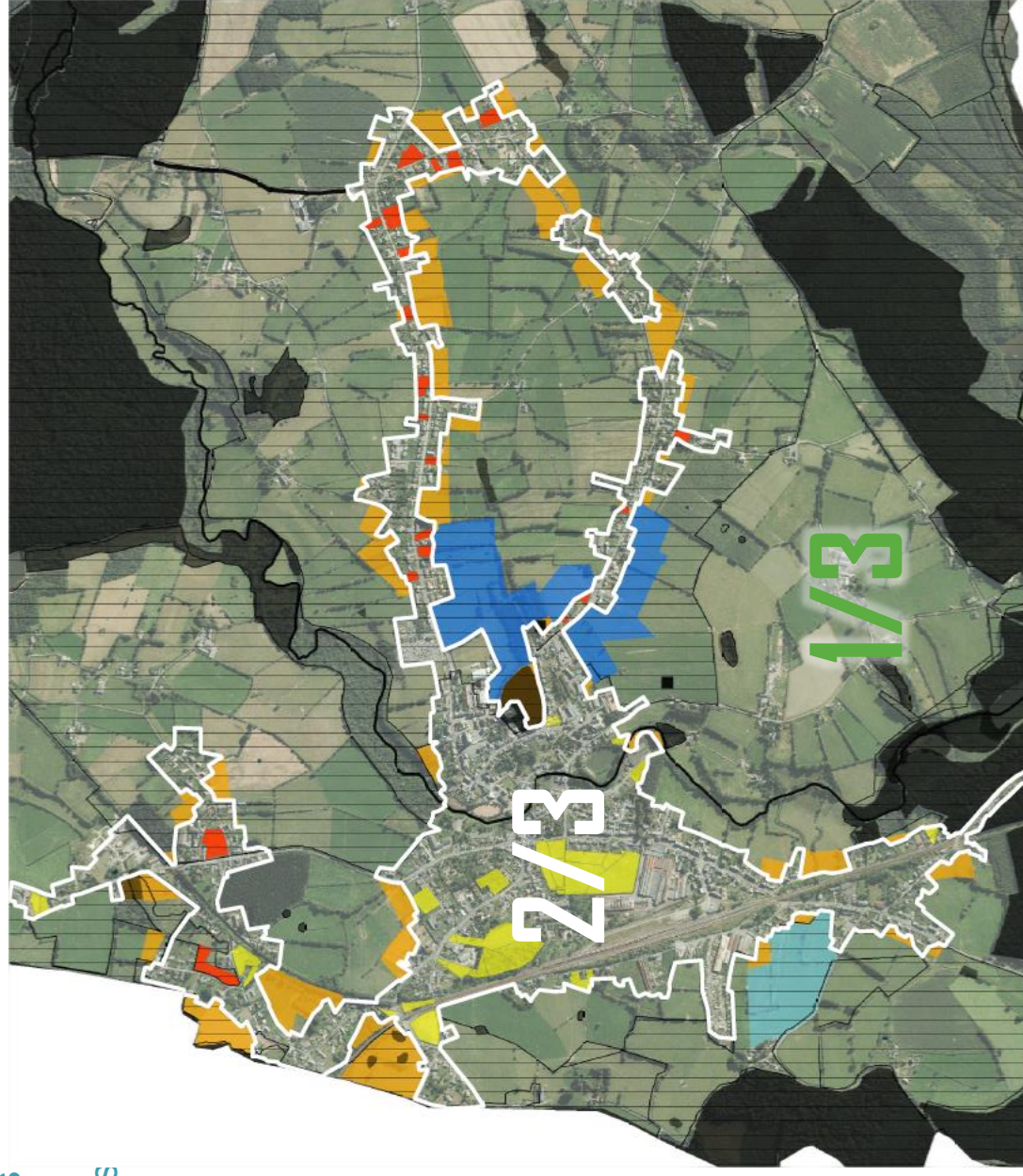
Le SCoT fixe un cadre et des règles de mise en oeuvre

ENVELOPPE URBAINE

L'enveloppe urbaine correspond aux parties actuellement urbanisées de la commune sans discontinuité du parcellaire bâti de plus de 50 mètres.

Au minimum **2/3 des logements nécessaires à la croissance de la population** devront être réalisés en priorité dans l'enveloppe urbaine principale.

Ne sont pas comptabilisés dans le calcul de l'artificialisation les logements, équipements et autres constructions, infrastructures de portée locale, situées au sein des enveloppes urbaines principales



HABITAT

Pour les nouvelles opérations d'habitat :

- Pas de densité requise a priori ; seul le respect à l'échelle de l'EPCI d'une densité moyenne de 30 logements à l'hectare doit être indiqué
- Mixité sociale, fonctionnelle et typologique recherchée (pas de seuil minimal et a priori de logement social par opération)
- Réflexion optimisée autour des pôles gares
- Réflexion cheminements doux et stationnements vélos

L'ENQUETE PUBLIQUE

« L'enquête publique a pour objet d'assurer l'information et la participation du public ainsi que la prise en compte des intérêts des tiers lors de l'élaboration des décisions susceptibles d'affecter l'environnement. »

Annonce dans la presse locale 15 jours au moins avant l'**ouverture** de l'enquête publique

Consultation du projet de SCoT par le public pendant un mois minimum : possibilité de consulter le projet, de noter des remarques dans un registre mis à disposition, permanences de commissaires enquêteurs

A l'issue de l'enquête, remise par la commission d'enquête d'un **rapport qui relate le déroulement de l'enquête, analyse les observations reçues, et émet des conclusions dans lesquelles la commission émet son avis**

FAVORABLE

FAVORABLE AVEC CONDITIONS

DEFAVORABLE

Approbation du document en justifiant la prise en compte ou non des remarques issues de l'enquête publique



Schéma de Cohérence Territoriale Sambre-Avesnois

Réunions Publiques

ADUS | SCOT SA |

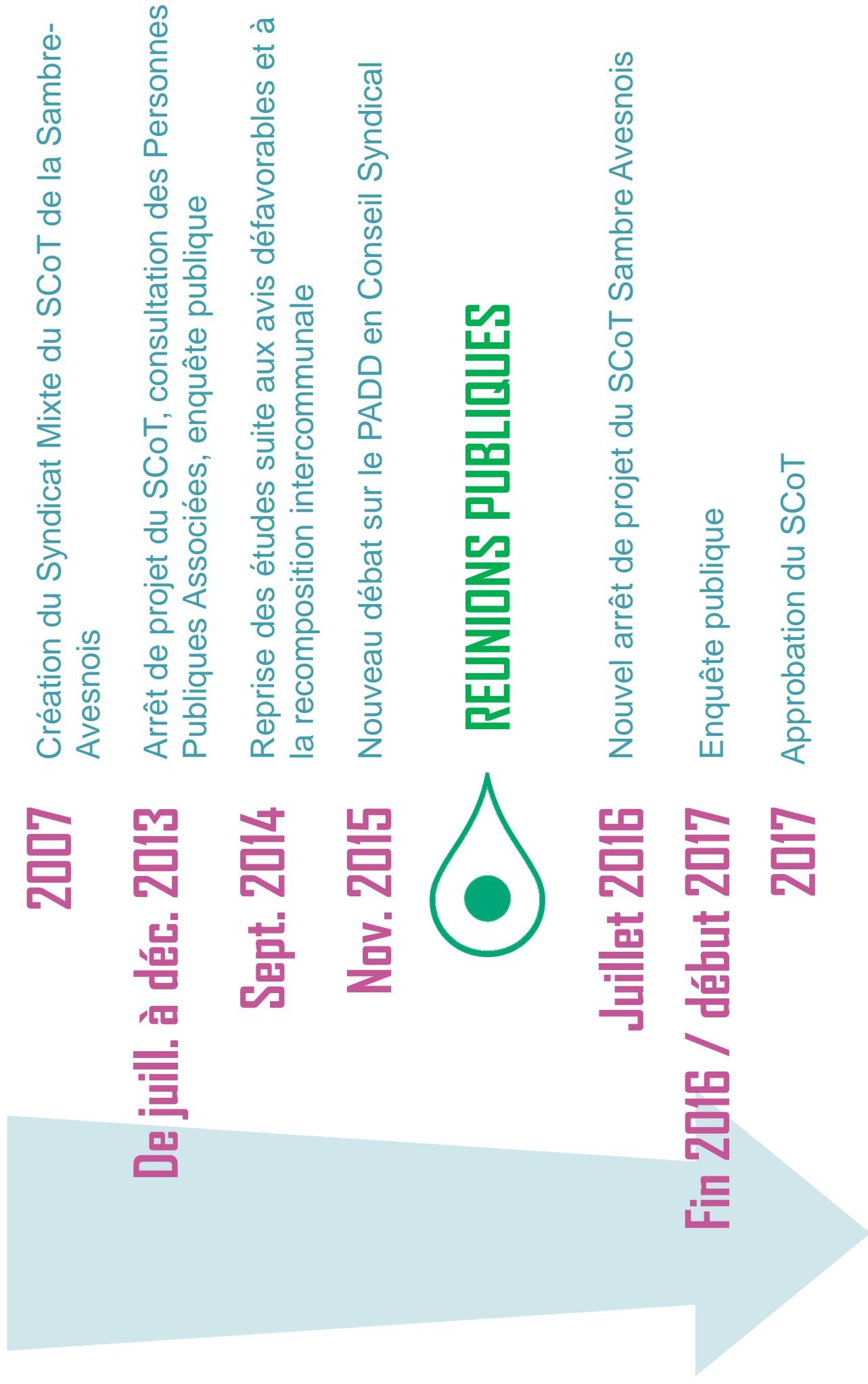


AGENCE DE DEVELOPPEMENT ET
D'URBANISME DE LA SAMBRE



SCoT Sambre Avesnois
Une vision d'avenir

LES DATES CLEFS DU SCoT SAMBRE AVESNOIS



Qu'est-ce qu'un SCOT ?

Que permet il ?

Quelles règles du jeu fixe t'il?

LE SCOT, UN DOCUMENT AU SERVICE DES TERRITOIRES

Schéma de Cohérence Territoriale



Un document d'urbanisme et de planification ...

... à l'échelle de l'arrondissement d'Avesnes-sur-Helpe ...

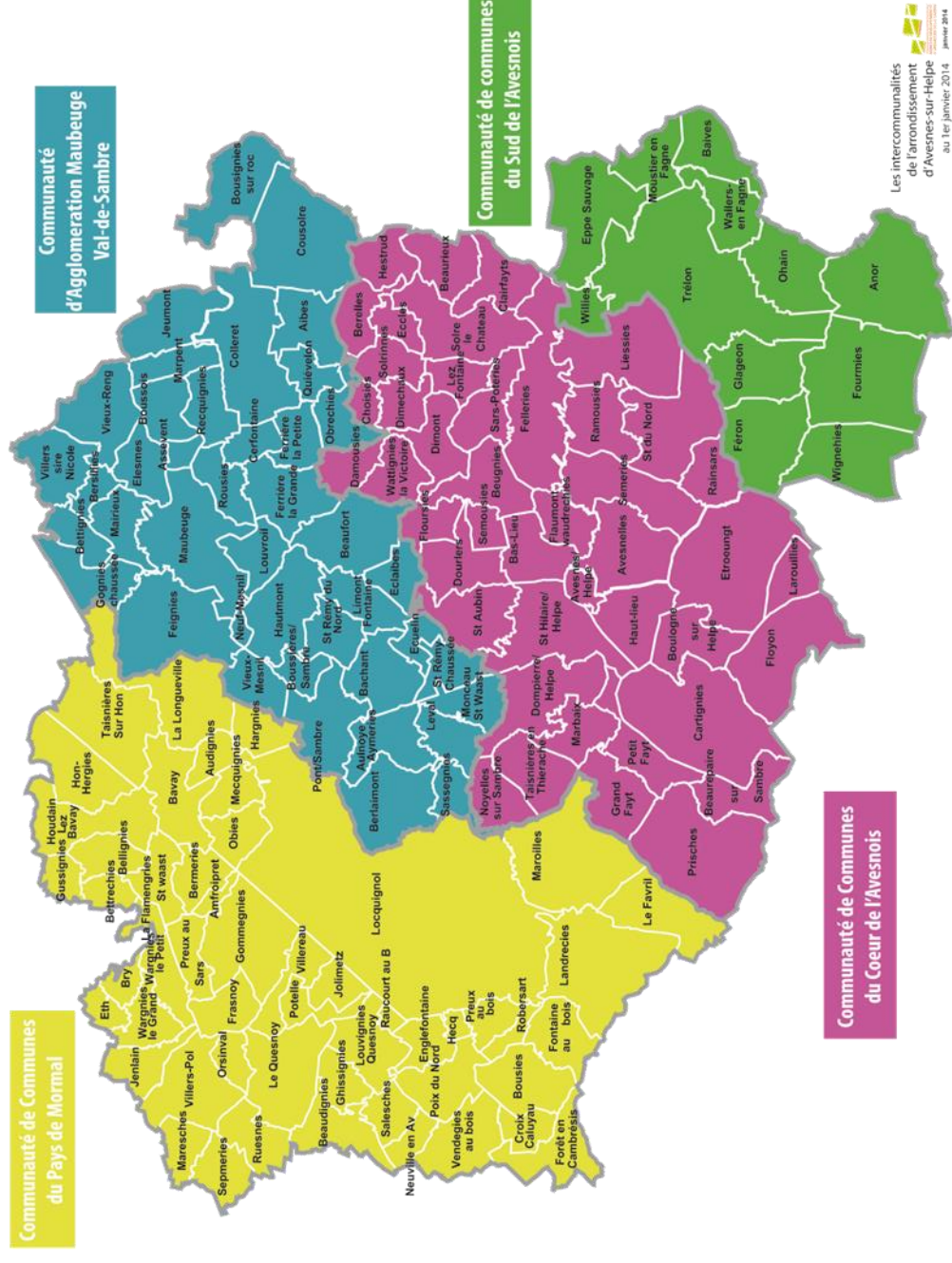
... qui décline un **projet territorial** et **stratégique** à horizon 20 ans

Schéma de Cohérence Territoriale

Un document d'urbanisme et de planification ...

... à l'échelle de l'arrondissement d'Avesnes-sur-Helpe ...

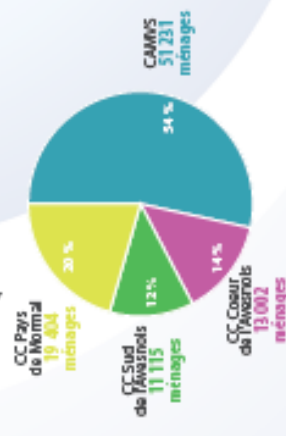
... qui déclina un projet territorial et stratégique à horizon 20 ans



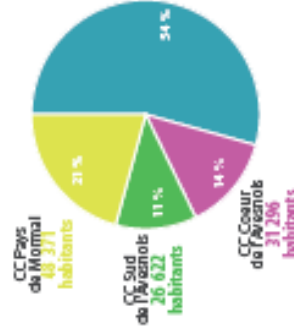
Répartition des communes



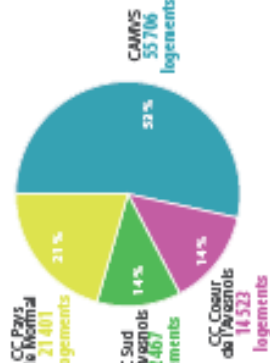
Ménages 2012



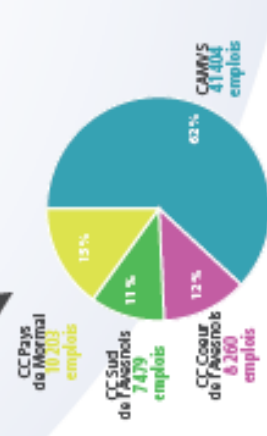
Population 2012



Logements 2012



Emploi 2012

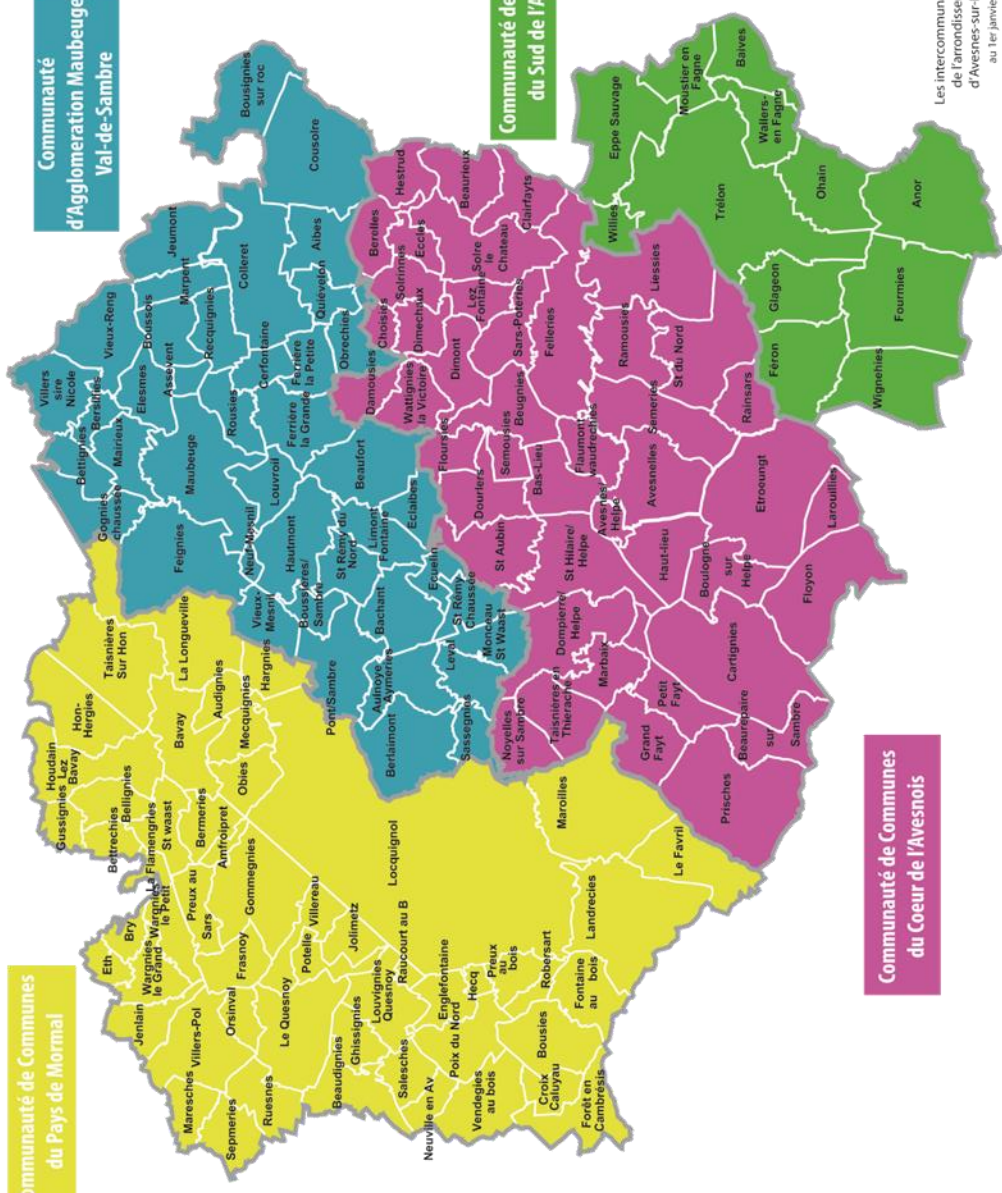


LE SCOT, UN DOCUMENT AU SERVICE DES TERRITOIRES

Schéma de Cohérence Territoriale

Un document d'urbanisme et de planification ...
... à l'échelle de l'arrondissement d'Avesnes-sur-Helpe ...
... qui décline un projet territorial et stratégique à horizon 20 an.,

Communauté de Communes
du Pays de Mormal




Mise en cohérence des politiques en matière
d'aménagement et de développement du
territoire

... ECONOMIE
TRANSPORT ENERGIE
ENVIRONNEMENT ...
HABITAT ...

CADRE LÉGISLATIF ET
RÈGLEMENTAIRE CONTRAINT

Communauté de Communes
du Cœur de l'Avesnois

DE QUOI EST COMPOSÉ LE SCOT ?



PADD

DOO

UN RAPPORT DE PRÉSENTATION

C'est le document informatif et explicatif qui expose le diagnostic du territoire permettant de dégager les enjeux stratégiques.

UN PROJET D'AMÉNAGEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT DURABLES

C'est le projet politique du territoire qui définit les grands choix stratégiques à l'échelle de l'arrondissement.

UN DOCUMENT D'ORIENTATIONS ET D'OBJECTIFS

C'est le document qui précise les orientations d'aménagement permettant la mise en œuvre du PADD et qui décline les mesures spécifiques à conduire pour assurer la cohérence des politiques d'urbanisme.

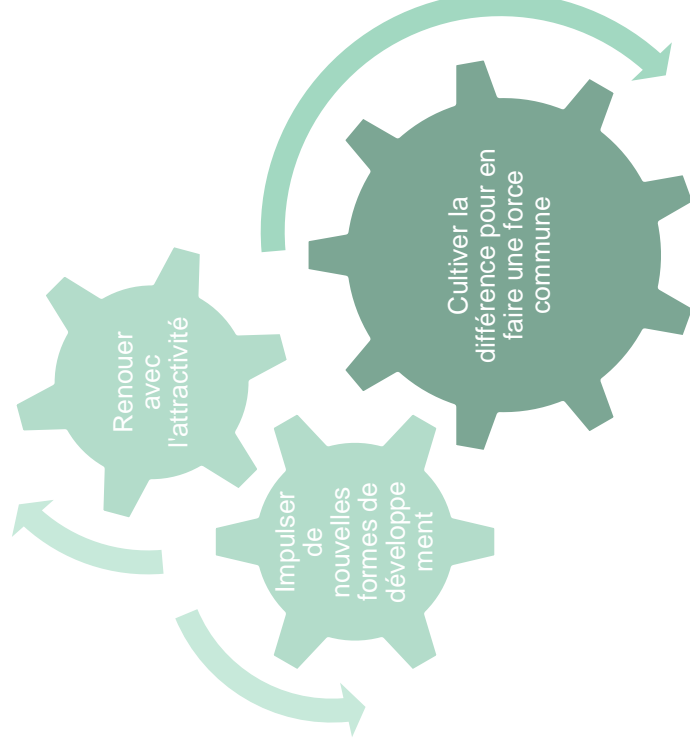
A QUOI SERT UN SCOT ? QUE PERMET IL ?

A QUOI SERT UN SCOT ? QUE PERMET IL ?

L'ambition du SCoT :

Mettre en place des projets dans le respect du développement équilibré du territoire et des spécificités et richesses territoriales.

Un objectif majeur : RENOUER AVEC L'ATTRACTIVITE



A QUOI SERT UN SCOT ? QUE PERMET IL ?

L'ambition du SCoT :

Mettre en place des projets dans le respect du développement équilibré du territoire et des spécificités et richesses territoriales.

Un objectif majeur : RENOUER AVEC L'ATTRACTIVITE

Comment ?

- Via l'affirmation d'un **projet pour le territoire**, partagé entre les 4 intercommunalités
- En s'appliquant aux documents d'urbanisme et opérations d'aménagement
- Via trois axes stratégiques

A QUOI SERT UN SCOT ? QUE PERMET IL ?

L'ambition du SCoT :

Mettre en place des projets dans le respect du développement équilibré du territoire et des spécificités et richesses territoriales.

Un objectif majeur : RENOUER AVEC L'ATTRACTIVITE



RELIER les territoires, le territoire, de manière physique, numérique, psychologique, les espaces urbains, les espaces ruraux, les espaces urbains et les espaces ruraux...



RÉVÉLER un cadre de vie, une histoire industrielle, une histoire textile, une histoire urbaine, une histoire agricole qui a façonné les paysages, un potentiel de métamorphose, une culture, un patrimoine naturel, agricole, matériel, immatériel, une position stratégique, les atouts du territoire, des territoires...



RECONQUÉRIR la ville, les friches, les logements vacants, les cœurs urbains, les centres-villes, les potentialités écologiques des réservoirs de biodiversité, les espaces agricoles, les cœurs des bourgs ruraux, l'image du territoire...

A QUOI SERT UN SCOT ? QUE PERMET IL ?

L'ambition du SCoT :

Mettre en place des projets dans le respect du développement équilibré du territoire et des spécificités et richesses territoriales.

Un objectif majeur : RENOUER AVEC L'ATTRACTIVITE

Pour quel objectif ?

- Pour le dynamisme du territoire
- Pour faire valoir le projet à l'échelle régionale voire nationale et transfrontalière

A QUOI SERT UN SCOT ? QUE PERMET IL ?

Un objectif majeur : RENOUER AVEC L'ATTRACTIVITE

En termes :

- De démographie, d'habitants et de logements
 - D'activités économiques
 - De déplacements
 - D'environnement

A QUOI SERT UN SCOT ? QUE PERMET IL ?

DEMOGRAPHIE, HABITANTS ET LOGEMENTS

- Objectif de croissance de population de +2,2% sur 20 ans
- +1,7% pour la CAMVS, pour la 3CA et la CCSA et +4% pour la CCPM (en projection de l'augmentation actuelle de population)
- Cet objectif se traduit par la production potentielle de 1100 logements par an au bénéfice de la construction et du dynamisme du territoire

A QUOI SERT UN SCoT ? QUE PERMET IL ?

ACTIVITES ECONOMIQUES

- Le SCoT « donne la possibilité » de créer jusqu'à 200 hectares à vocation économique à l'échelle de l'arrondissement
 - Chaque EPCI a pu exprimer ses besoins en matière économique
 - Le SCoT identifie pour chaque territoire les filières majeures à développer

A QUOI SERT UN SCoT ? QUE PERMET IL ?

DEPLACEMENTS

- Le SCoT réaffirme le souhait du territoire de pouvoir bénéficier de meilleures connexions et dessertes du territoire
 - Qu'elles soient routières, ferroviaires, fluviales ET numériques
 - Vers le reste de la région ou au sein de l'arrondissement
- Le SCoT incite, quand cela est possible, à promouvoir d'autres modes de déplacements

A QUOI SERT UN SCoT ? QUE PERMET IL ?

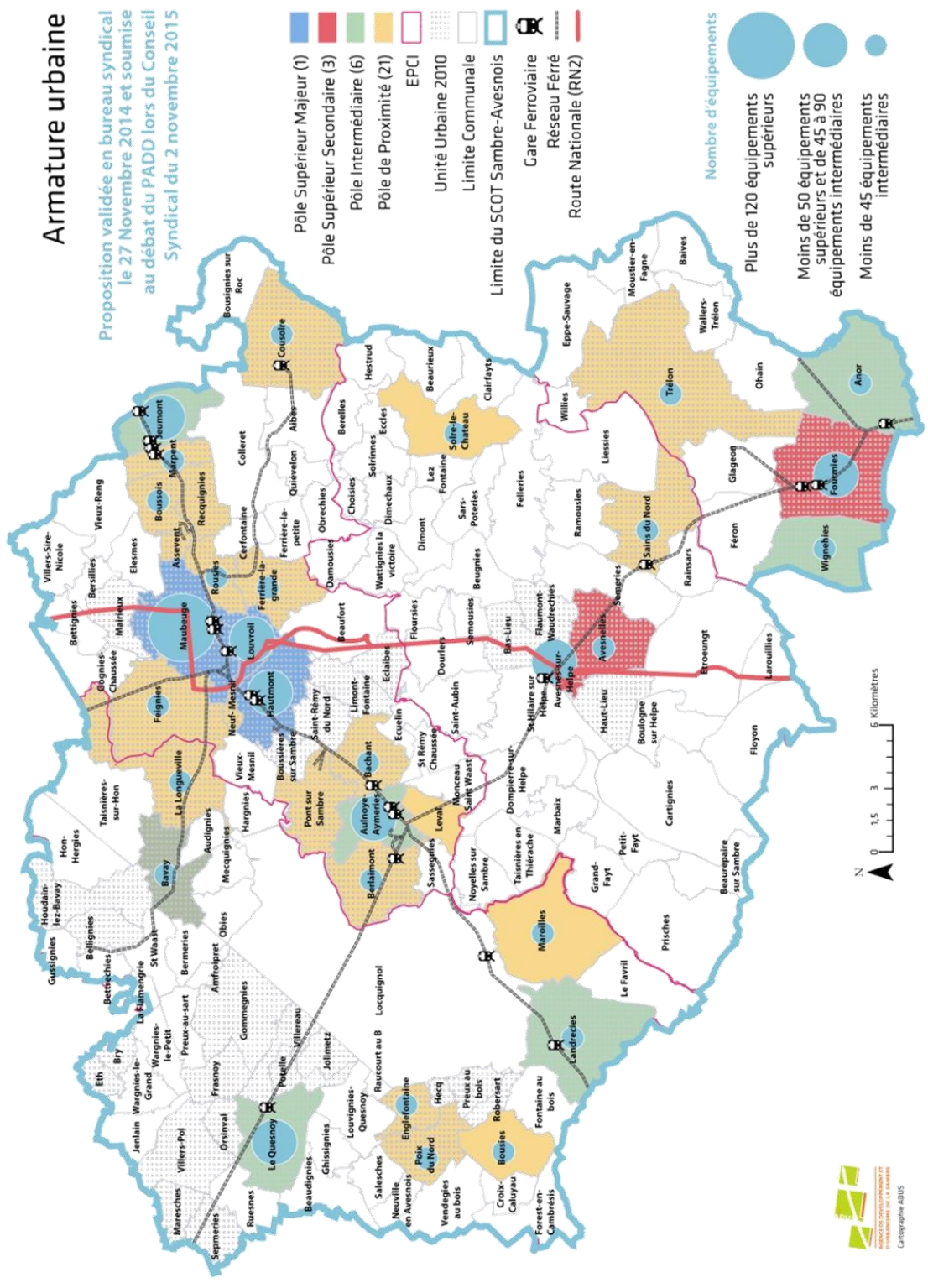
ENVIRONNEMENT

- Le SCoT prévoit de protéger l'environnement dans le juste équilibre de l'activité agricole et des ambitions démographiques et économiques du territoire
- Mise en œuvre de principes paysagers pour valoriser les caractéristiques du territoire
 - Protéger les milieux naturels reconnus d'intérêt majeur
 - Améliorer la connaissance environnementale par des études spécifiques
 - Le tout dans le respect de la charte du Parc Naturel Régional de l'Avesnois

Le SCoT fixe un cadre et des règles de mise en œuvre

Le SCOT fixe un cadre et des règles de mise en oeuvre

ARMATURE URBAINE



Le SCoT fixe un cadre et des règles de mise en oeuvre

ARTIFICIALISATION

L'artificialisation correspond à la construction ou transformation qui impacte, de manière généralement irréversible, les qualités physiques et fonctionnelles d'un site naturel, forestier, agricole.

L'impact de l'artificialisation des sols sur l'agriculture, les paysages et la biodiversité est démultiplié par l'**émiettement**. Emiettement qui pourrait être limité par une meilleure organisation des extensions urbaines et donc une meilleure planification.

Le SCoT fixe un cadre et des règles de mise en oeuvre



**Objectif chiffré de
limitation de
l'artificialisation fixé
dans le SCoT :
22,7 hectares par an**

ARTIFICIALISATION

Une estimation des hectares potentiellement artificialisables **au plus proche des besoins, des projets, et de l'ambition du territoire affirmée dans le PADD ;**

Une priorité géographique donnée à l'urbanisation au sein des enveloppes urbaines afin de **limiter l'étalement urbain et d'enrayer le mitage des terres agricoles et naturelles et la banalisation des paysages ;**

L'affirmation par le territoire du souhait **de ne pas « supporter » l'artificialisation due à des projets ou des occupations du sol relatives à des échelles supra-arrondissement, voire supra-régionales (carrières, grand projet industriel), ou à des projets d'importance majeure pour l'arrondissement (infrastructures d'importance majeure).**

Le SCoT fixe un cadre et des règles de mise en oeuvre

ENVELOPPE URBAINE

L'enveloppe urbaine correspond aux parties actuellement urbanisées de la commune sans discontinuité du parcellaire bâti de plus de 50 mètres.

Au minimum **2/3 des logements nécessaires à la croissance de la population** devront être réalisés en priorité dans l'enveloppe urbaine principale.

Ne sont pas comptabilisés dans le calcul de l'artificialisation les logements, équipements et autres constructions, infrastructures de portée locale, situées au sein des enveloppes urbaines principales



HABITAT

Pour les nouvelles opérations d'habitat :

- Pas de densité requise a priori ; seul le respect à l'échelle de l'EPCI d'une densité moyenne de 30 logements à l'hectare doit être indiqué
- Mixité sociale, fonctionnelle et typologique recherchée (pas de seuil minimal et a priori de logement social par opération)
- Réflexion optimisée autour des pôles gares
- Réflexion cheminements doux et stationnements vélos

L'ENQUETE PUBLIQUE

« L'enquête publique a pour objet d'assurer l'information et la participation du public ainsi que la prise en compte des intérêts des tiers lors de l'élaboration des décisions susceptibles d'affecter l'environnement. »

Annonce dans la presse locale 15 jours au moins avant l'**ouverture** de l'enquête publique

Consultation du projet de SCoT par le public pendant un mois minimum : possibilité de consulter le projet, de noter des remarques dans un registre mis à disposition, permanences de commissaires enquêteurs

A l'issue de l'enquête, remise par la commission d'enquête d'un **rapport qui relate le déroulement de l'enquête, analyse les observations reçues, et émet des conclusions dans lesquelles la commission émet son avis**

FAVORABLE

FAVORABLE AVEC CONDITIONS

DEFAVORABLE

Approbation du document en justifiant la prise en compte ou non des remarques issues de l'enquête publique



Schéma de Cohérence Territoriale Sambre-Avesnois

Réunions Publiques

ADUS | SCOT SA |

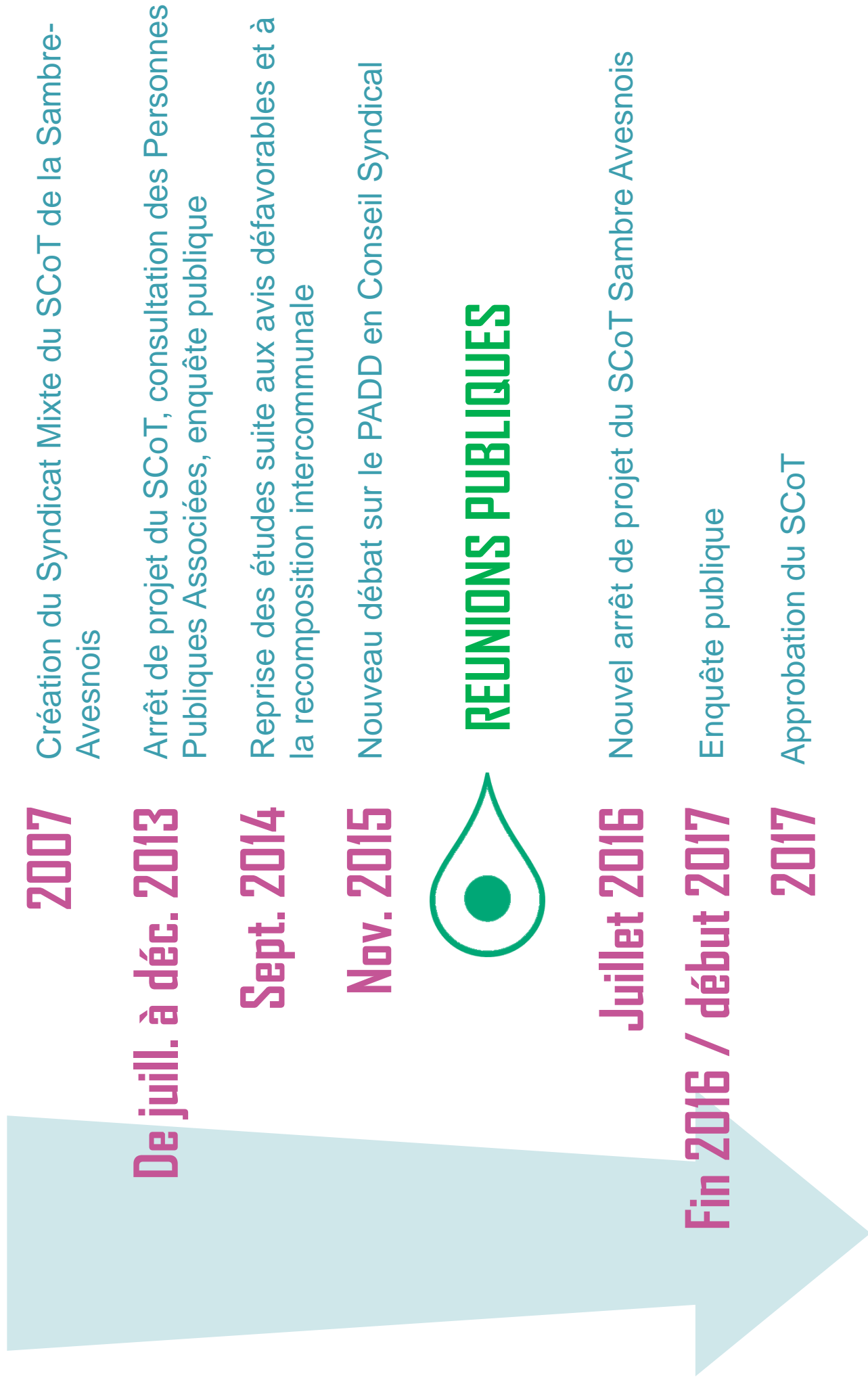


AGENCE DE DEVELOPPEMENT ET
D'URBANISME DE LA SAMBRE



SCoT Sambre Avesnois
Une vision d'avenir

LES DATES CLEFS DU SCoT SAMBRE AVESNOIS



Qu'est-ce qu'un SCOT ?

Que permet il ?

Quelles règles du jeu fixe t'il?

LE SCOT, UN DOCUMENT AU SERVICE DES TERRITOIRES

Schéma de Cohérence Territoriale



Un document d'urbanisme et de planification ...

... à l'échelle de l'arrondissement d'Avesnes-sur-Helpe ...

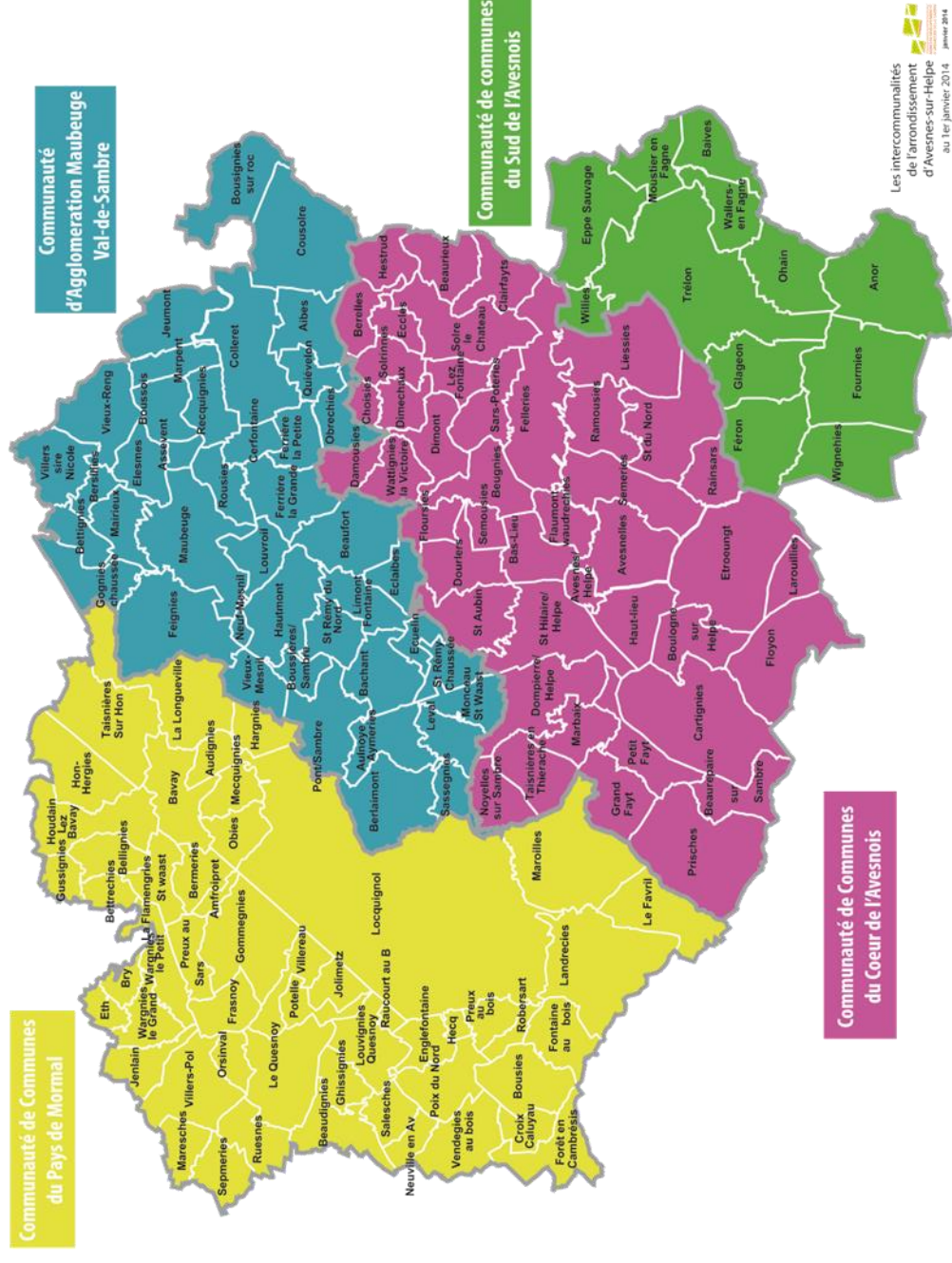
... qui décline un **projet territorial** et **stratégique** à horizon 20 ans

Schéma de Cohérence Territoriale

Un document d'urbanisme et de planification ...

... à l'échelle de l'arrondissement d'Avesnes-sur-Helpe ...

... qui décline un projet territorial et stratégique à horizon 20 ans



Répartition des communes



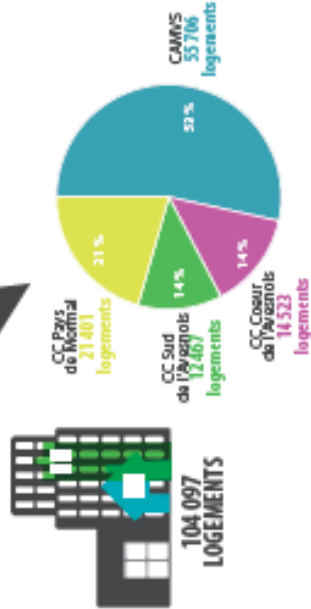
Ménages 2012



Emploi 2012



Logements 2012



Population 2012



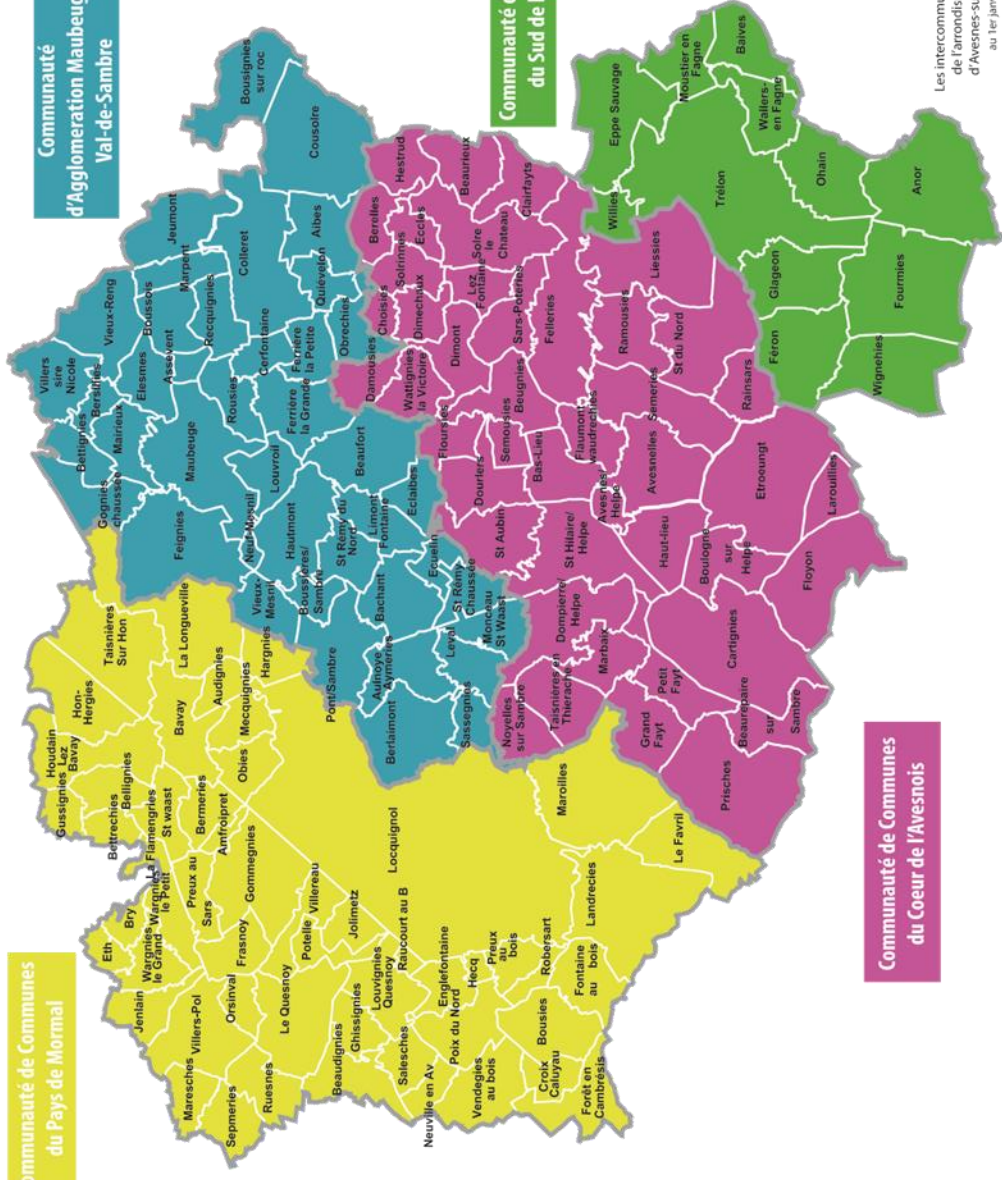
LE SCOT, UN DOCUMENT AU SERVICE DES TERRITOIRES

Schéma de Cohérence Territoriale

Un document d'urbanisme et de planification ...
... à l'échelle de l'arrondissement d'Avesnes-sur-Helpe ...
... qui décline un projet territorial et stratégique à horizon 20 an.,

Communauté de Communes
du Pays de Mormal

Communauté
d'Agglomération Maubeuge
Val-de-Sambre




Communauté de Communes
du Cœur de l'Avesnois

Mise en cohérence des politiques en matière
d'aménagement et de développement du
territoire

... ECONOMIE
TRANSPORT ENERGIE
ENVIRONNEMENT ...
HABITAT ...

CADRE LÉGISLATIF ET
RÈGLEMENTAIRE CONTRAINT

DE QUOI EST COMPOSÉ LE SCOT ?



PADD

DOO

UN RAPPORT DE PRÉSENTATION

C'est le document informatif et explicatif qui expose le diagnostic du territoire permettant de dégager les enjeux stratégiques.

UN PROJET D'AMÉNAGEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT DURABLES

C'est le projet politique du territoire qui définit les grands choix stratégiques à l'échelle de l'arrondissement.

UN DOCUMENT D'ORIENTATIONS ET D'OBJECTIFS

C'est le document qui précise les orientations d'aménagement permettant la mise en œuvre du PADD et qui décline les mesures spécifiques à conduire pour assurer la cohérence des politiques d'urbanisme.

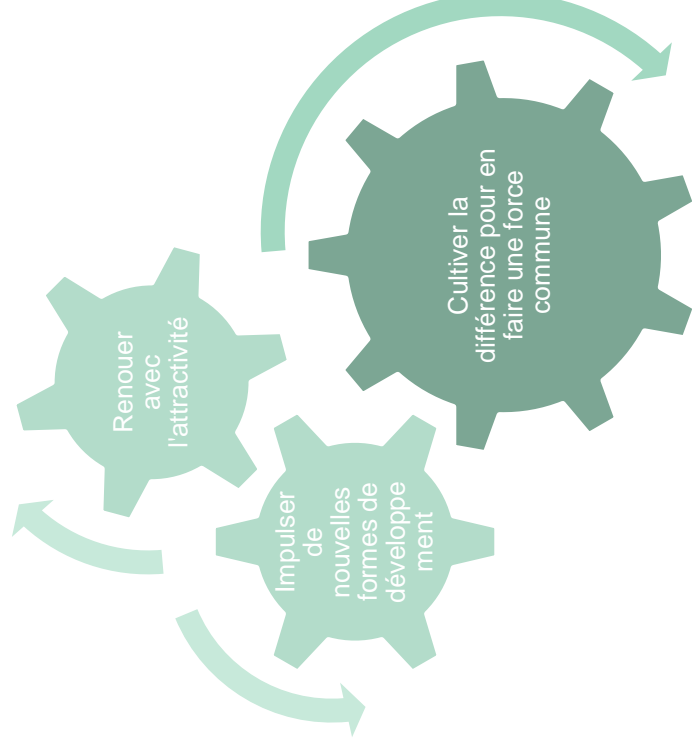
A QUOI SERT UN SCOT ? QUE PERMET IL ?

A QUOI SERT UN SCOT ? QUE PERMET IL ?

L'ambition du SCoT :

Mettre en place des projets dans le respect du développement équilibré du territoire et des spécificités et richesses territoriales.

Un objectif majeur : RENOUER AVEC L'ATTRACTIVITE



A QUOI SERT UN SCOT ? QUE PERMET IL ?

L'ambition du SCoT :

Mettre en place des projets dans le respect du développement équilibré du territoire et des spécificités et richesses territoriales.

Un objectif majeur : RENOUER AVEC L'ATTRACTIVITE

Comment ?

- Via l'affirmation d'un **projet pour le territoire**, partagé entre les 4 intercommunalités
- En s'appliquant aux documents d'urbanisme et opérations d'aménagement
- Via trois axes stratégiques

A QUOI SERT UN SCOT ? QUE PERMET IL ?

L'ambition du SCoT :

Mettre en place des projets dans le respect du développement équilibré du territoire et des spécificités et richesses territoriales.

Un objectif majeur : RENOUER AVEC L'ATTRACTIVITE



RELIER les territoires, le territoire, de manière physique, numérique, psychologique, les espaces urbains, les espaces ruraux, les espaces urbains et les espaces ruraux...



RÉVÉLER un cadre de vie, une histoire industrielle, une histoire textile, une histoire urbaine, une histoire agricole qui a façonné les paysages, un potentiel de métamorphose, une culture, un patrimoine naturel, agricole, matériel, immatériel, une position stratégique, les atouts du territoire, des territoires...



RECONQUÉRIR la ville, les friches, les logements vacants, les cœurs urbains, les centres-villes, les potentialités écologiques des réservoirs de biodiversité, les espaces agricoles, les cœurs des bourgs ruraux, l'image du territoire...

A QUOI SERT UN SCOT ? QUE PERMET IL ?

L'ambition du SCOT :

Mettre en place des projets dans le respect du développement équilibré du territoire et des spécificités et richesses territoriales.

Un objectif majeur : RENOUER AVEC L'ATTRACTIVITE

Pour quel objectif ?

- Pour le dynamisme du territoire
- Pour faire valoir le projet à l'échelle régionale voire nationale et transfrontalière

A QUOI SERT UN SCOT ? QUE PERMET IL ?

Un objectif majeur :
RENOUER AVEC L'ATTRACTIVITE

En termes :

- De démographie, d'habitants et de logements
 - D'activités économiques
 - De déplacements
 - D'environnement

A QUOI SERT UN SCOT ? QUE PERMET IL?

DEMOGRAPHIE, HABITANTS ET LOGEMENTS

- Objectif de croissance de population de +2,2% sur 20 ans
- +1,7% pour la CAMVS, pour la 3CA et la CCSA et +4% pour la CCPM (en projection de l'augmentation actuelle de population)
- Cet objectif se traduit par la production potentielle de 1100 logements par an au bénéfice de la construction et du dynamisme du territoire

A QUOI SERT UN SCoT ? QUE PERMET IL ?

ACTIVITES ECONOMIQUES

- Le SCoT « donne la possibilité » de créer jusqu'à 200 hectares à vocation économique à l'échelle de l'arrondissement
 - Chaque EPCI a pu exprimer ses besoins en matière économique
 - Le SCoT identifie pour chaque territoire les filières majeures à développer

A QUOI SERT UN SCoT ? QUE PERMET IL ?

DEPLACEMENTS

- Le SCoT réaffirme le souhait du territoire de pouvoir bénéficier de meilleures connexions et dessertes du territoire
 - Qu'elles soient routières, ferroviaires, fluviales ET numériques
 - Vers le reste de la région ou au sein de l'arrondissement
- Le SCoT incite, quand cela est possible, à promouvoir d'autres modes de déplacements

A QUOI SERT UN SCoT ? QUE PERMET IL ?

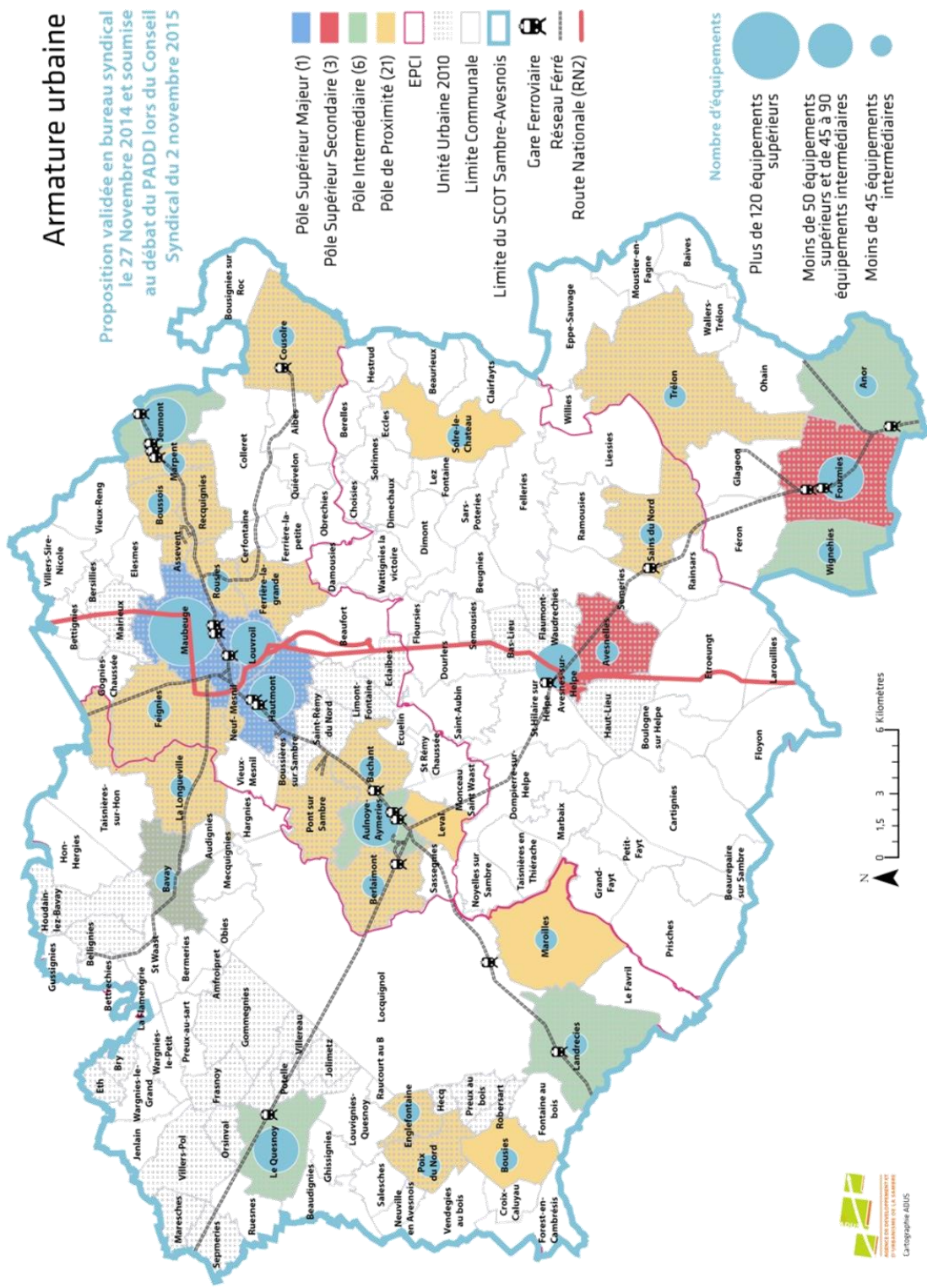
ENVIRONNEMENT

- Le SCoT prévoit de protéger l'environnement dans le juste équilibre de l'activité agricole et des ambitions démographiques et économiques du territoire
- Mise en œuvre de principes paysagers pour valoriser les caractéristiques du territoire
 - Protéger les milieux naturels reconnus d'intérêt majeur
 - Améliorer la connaissance environnementale par des études spécifiques
 - Le tout dans le respect de la charte du Parc Naturel Régional de l'Avesnois

Le SCoT fixe un cadre et des règles de mise en œuvre

Le SCOT fixe un cadre et des règles de mise en oeuvre

ARMATURE URBAINE



Le SCoT fixe un cadre et des règles de mise en oeuvre

ARTIFICIALISATION

L'artificialisation correspond à la construction ou transformation qui impacte, de manière généralement irréversible, les qualités physiques et fonctionnelles d'un site naturel, forestier, agricole.

L'impact de l'artificialisation des sols sur l'agriculture, les paysages et la biodiversité est démultiplié par l'**émiettement**. Emiettement qui pourrait être limité par une meilleure organisation des extensions urbaines et donc une meilleure planification.

Le SCoT fixe un cadre et des règles de mise en oeuvre



**Objectif chiffré de
limitation de
l'artificialisation fixé
dans le SCoT :
22,7 hectares par an**

ARTIFICIALISATION

Une estimation des hectares potentiellement artificialisables **au plus proche des besoins, des projets, et de l'ambition du territoire affirmée dans le PADD ;**

Une priorité géographique donnée à l'urbanisation au sein des enveloppes urbaines afin de **limiter l'étalement urbain et d'enrayer le mitage des terres agricoles et naturelles et la banalisation des paysages ;**

L'affirmation par le territoire du souhait **de ne pas « supporter » l'artificialisation due à des projets ou des occupations du sol relatives à des échelles supra-arrondissement, voire supra-régionales (carrières, grand projet industriel), ou à des projets d'importance majeure pour l'arrondissement (infrastructures d'importance majeure).**

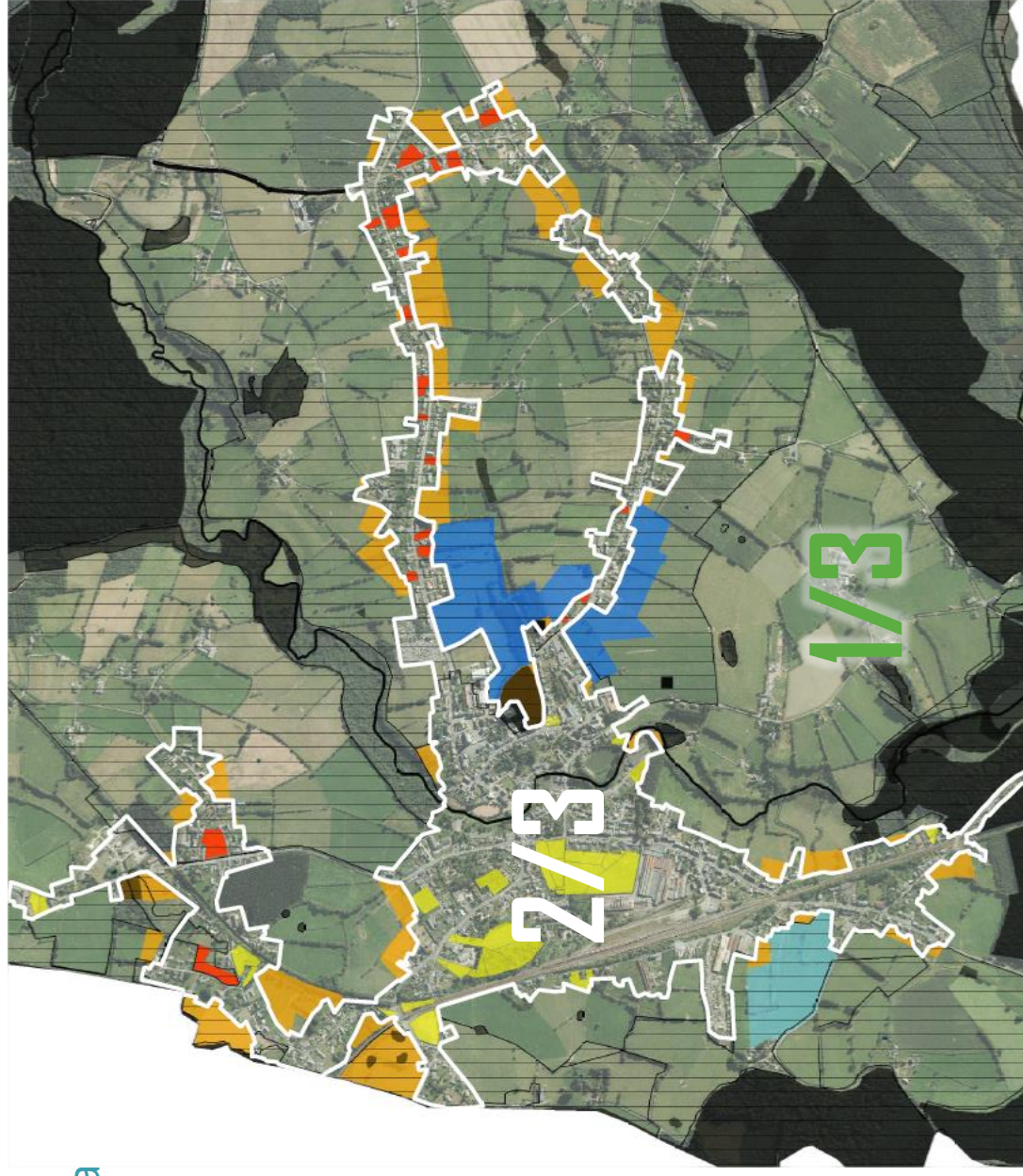
Le SCoT fixe un cadre et des règles de mise en oeuvre

ENVELOPPE URBAINE

L'enveloppe urbaine correspond aux parties actuellement urbanisées de la commune sans discontinuité du parcella bâti de plus de 50 mètres.

Au minimum **2/3 des logements nécessaires à la croissance de la population** devront être réalisés en priorité dans l'enveloppe urbaine principale.

Ne sont pas comptabilisés dans le calcul de l'artificialisation les logements, équipements et autres constructions, infrastructures de portée locale, situées au sein des enveloppes urbaines principales



HABITAT

Pour les nouvelles opérations d'habitat :

- Pas de densité requise a priori ; seul le respect à l'échelle de l'EPCI d'une densité moyenne de 30 logements à l'hectare doit être indiqué
- Mixité sociale, fonctionnelle et typologique recherchée (pas de seuil minimal et a priori de logement social par opération)
- Réflexion optimisée autour des pôles gares
- Réflexion cheminements doux et stationnements vélos

L'ENQUETE PUBLIQUE

« L'enquête publique a pour objet d'assurer l'information et la participation du public ainsi que la prise en compte des intérêts des tiers lors de l'élaboration des décisions susceptibles d'affecter l'environnement. »

Annonce dans la presse locale 15 jours au moins avant l'**ouverture** de l'enquête publique

Consultation du projet de SCoT par le public pendant un mois minimum : possibilité de consulter le projet, de noter des remarques dans un registre mis à disposition, permanences de commissaires enquêteurs

A l'issue de l'enquête, remise par la commission d'enquête d'un **rapport qui relate le déroulement de l'enquête, analyse les observations reçues, et émet des conclusions dans lesquelles la commission émet son avis**

FAVORABLE

FAVORABLE AVEC CONDITIONS

DEFAVORABLE

Approbation du document en justifiant la prise en compte ou non des remarques issues de l'enquête publique





SCoT Sambre Avesnois
Une vision d'avenir

Syndicat Mixte du SCoT Sambre Avesnois
Mairie d'Avesnes-sur-Helpe • 13, place du Général Leclerc • BP 208 - 59363 Avesnes-sur-Helpe cedex
Tél. 03 27 56 57 58 • Fax : 03 27 56 57 55 • e-mail : scot.sambre.avesnois@orange.fr • www.scot-sambre-avesnois.com